

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



REPORTAGE
EN POLOGNE AVEC LES SOLDATS FRANÇAIS QUI ENTRAÎNENT LES UKRAINIENS **PAGES 6 ET 7**

VATICAN
QUAND LE PAPE FRANÇOIS RÉÉCRIT L'HISTOIRE DE SA RELATION AVEC BENOÎT XVI **PAGE 14**



EUROPE

Entretien avec le chancelier autrichien, Karl Nehammer **PAGE 8**

ÉLYSÉE

80 ans de la Libération : Macron lance son marathon mémoriel **PAGE 9**

EUROPÉENNES

Derrière la dynamique Glucksmann, la bataille des lignes au PS **PAGE 12**

CONJONCTURE

Face à la déroute des comptes publics, les entreprises s'inquiètent pour leur fiscalité **PAGE 24**

TÉLÉVISION

Delphine Ernotte : « Le projet de fusion de l'audiovisuel public, c'est le choix de la responsabilité » **PAGE 28**

GASTRONOMIE

À Reims, la valse des chefs étoilés **PAGE 30**

CHAMPS LIBRES

• Un grand entretien avec Gilles Kepel
• La chronique de Mathieu Bock-Côté
• L'analyse de Richard Flurin **PAGES 18 ET 19**

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de samedi :
Pensez-vous que la « force mobile scolaire » annoncée par Nicole Belloubet permettra d'améliorer la sécurité dans les établissements ?

OUI 14% NON 86%

VOTANTS : 44 276

Votez aujourd'hui sur lefigaro.fr

Montpellier, Viry-Châtillon : face à l'ultraviolence aux abords des écoles, la réponse du gouvernement vous semble-t-elle suffisante ?

ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES - AFP PHOTO/ OBSERVATEUR ROMANO - MIGUEL MEDINA/AFP



Six mois de guerre à Gaza : Israël sous pression maximale

Alors que le conflit déclenché par le massacre du 7 octobre n'est pas venu à bout du Hamas, Washington appelle au cessez-le-feu et exige une protection accrue des civils. **PAGES 2 À 5, 18 ET L'ÉDITORIAL**

Panneaux solaires, cognac et cosmétiques au cœur du bras de fer Paris-Pékin

Les enquêtes de Bruxelles sur les subventions aux véhicules électriques et aux panneaux solaires ont fâché Pékin, qui y voit la main de la France. La Chine a lancé une enquête antidumping sur le cognac et renforce son contrôle sur les cosmétiques. Le ministre chinois du Commerce vient à Paris dimanche pour une série de rencontres. **PAGES 22 ET 23**



Violences scolaires : à Viry-Châtillon, un nouveau drame suscite l'émotion

Quelques jours après le passage à tabac de Samara, une élève de 14 ans, devant son collège à Montpellier, des individus se sont livrés à un véritable « massacre » contre Shamseddine, 15 ans, à proximité de son collège, à Viry-Châtillon (Essonne). L'adolescent est mort vendredi des suites de ses blessures. Trois individus sont toujours recherchés. **PAGE 13**

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Gaza, les yeux ouverts

Le 7 octobre dernier, nous avons ouvert des yeux effarés sur l'un des pires massacres imaginables, l'assassinat frénétique et sauvage de plus d'un millier d'innocents, un pogrom sanglant visant bébés, vieillards, jeunes filles... Nous (un vaste nous, l'immense foule de la fraternité humaine) avons été glacés d'effroi par les mobiles du crime, la haine antisémite qui multiplie son horreur. Nous avons spontanément reconnu le droit et la responsabilité d'Israël de se défendre contre cet ennemi sans merci. Le Hamas et ses complices ne pouvaient pas s'en tirer jusqu'à leur prochain carnage. Nous voilà six mois plus tard devant un champ de ruines et un charnier à ciel ouvert. Est-ce relativiser le forfait originel que d'ouvrir les yeux sur la tragédie de Gaza ? Bien sûr que non. La même humanité commande de s'insurger contre les milliers d'enfants tués, les villes entières réduites en cendres, le million de civils déplacés, la famine qui touche sept habitants sur dix, les familles entassées sous des bâches, cramponnées à des lambeaux de dignité et d'espoir. S'il n'y avait que le point de vue moral, on pourrait philosopher sur la « proportionnali-

té » de la punition, établir le macabre ratio des morts israéliens et palestiniens, chiffrer le coût des destructions et se demander quel avenir reste concevable après tant de malheur. Mais il n'est pas besoin de choisir un camp pour questionner la pertinence d'une campagne militaire. L'état-major de Tsahal croit avoir éliminé environ 10 000 combattants du Hamas, soit un tiers de sa force et du total des victimes. Si des cadres sont tombés, les chefs courent toujours et les otages sont soustraits à l'armée venue les libérer. Il est temps que s'arrête cette folie. Joe Biden en vient à l'exiger après avoir fourni sans conditions les milliers de bombes qui ont ravagé Gaza. Benyamin Netanyahu desserre un peu l'étau sur l'aide humanitaire, mais résiste encore aux demandes de cessez-le-feu. Il pratique le rapport de force jusque sur la scène politique intérieure américaine. Le laisser faire a un prix pour ses alliés, accusés de deux poids, deux mesures. Cela creuse aussi l'isolement international d'Israël, menace existentielle dont s'alarme même un soutien comme Donald Trump. ■

Questions sur la campagne militaire



M 00108 - 408 - F - 3,60 €



Confronté aux limites de la guerre totale, Israël sous pression de ses alliés

Guillaume de Dieuleveuil Correspondant à Jérusalem

Alors qu'à Gaza la famine rôde sans que la victoire sur le Hamas puisse être constatée, une confrontation au Liban avec le Hezbollah menace.

Le calme des mauvais jours règne à Jérusalem. Pas un bruit, si ce n'est celui des sirènes de police. Et ce n'est pas seulement parce que, en ce dernier vendredi de ramadan, la ville est coupée en deux plus encore que de coutume, quadrillée par la police contrôlant les milliers de musulmans venus prier sur l'esplanade des Mosquées. La partie juive de la ville aussi était déserte, bien avant le début du shabbat. En milieu de journée, une salve de roquettes d'une rare intensité a été tirée depuis le Liban. Elle suivait de peu une série d'attaques de drones, également en provenance du Liban. Ces « intrusions hostiles » confirment les craintes des Israéliens. Lundi dernier, à Damas, un bâtiment consulaire iranien a été bombardé, la frappe est attribuée à Israël. Sept gardiens de la révolution ont trouvé la mort dans l'attaque, et parmi eux le général de la Force al-Qods, « Jérusalem » en arabe. L'homme, responsable des activités de cette unité en Syrie et au Liban, était depuis longtemps dans le viseur israélien. Vendredi, « Jour de Jérusalem » en Iran, une grande cérémonie a eu lieu à Téhéran en l'honneur des sept victimes. La République islamique et ses alliés dans la région promettent que leurs morts seront vengés.

La menace est prise au pied de la lettre par Israël et la peur d'une pluie de roquettes, en provenance du Liban, voire d'Iran, est dans tous les esprits. Jeudi, l'armée a rappelé des réservistes et annoncé le renfort des unités chargées de la défense aérienne. Dans le ciel israélien, le grondement des avions de chasse rappelait les premiers jours de la guerre, après l'attaque terroriste du 7 octobre. Les systèmes de navigation GPS avaient été brouillés dans le centre du pays comme ils le sont, depuis six mois, autour de Gaza et à la frontière nord. Le porte-parole de l'armée, le vice-amiral Daniel Hagari, a diffusé un communiqué. « Nous prenons chaque déclaration et chaque ennemi au sérieux. Nous avons élevé le niveau d'alerte des unités combattantes », a-t-il déclaré. Censé rassurer la population, le bulletin a eu l'effet contraire. Un vent de panique a précipité les Israéliens vers les supermarchés et les distributeurs de billets.

Après 182 jours de guerre, la plus longue qu'il ait jamais connue, Israël est toujours plongé dans une tension extrême. Ces dernières semaines, un

semblant de calme était pourtant revenu. L'armée avait allégé son dispositif dans la bande de Gaza, les réservistes avaient pu rentrer à la maison, tout comme les habitants de certaines communautés proches de la frontière avec Gaza. À Jérusalem et Tel-Aviv, la vie normale reprenait son cours. Mais tous les ressorts continuaient de se tendre.

En dehors du pays, la crise humanitaire attire les regards vers la bande de Gaza. Mais en Israël, c'est désormais la frontière nord qui suscite le plus d'appréhension. L'armée israélienne ne s'en cache pas : elle prépare activement une invasion terrestre du Sud-Liban. Mardi dernier, une brigade d'infanterie composée de réservistes rattachés au commandement Nord de l'armée a effectué un exercice en Galilée. Il s'agissait de préparer le scénario d'une opération au Liban.

« Nous prenons chaque déclaration et chaque ennemi au sérieux. Nous avons élevé le niveau d'alerte des unités combattantes »

Le vice-amiral Daniel Hagari
Porte-parole de l'armée israélienne

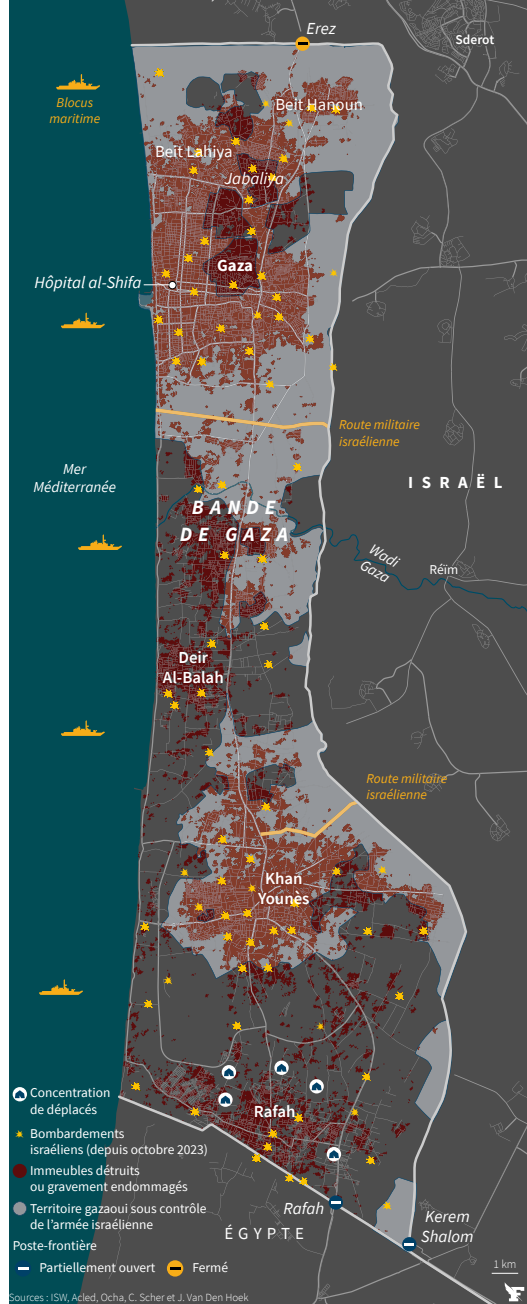
Analyste militaire, le journaliste Amos Harel relevait, vendredi dans les colonnes du journal *Haaretz*, que ce type d'exercices, naguère purement symbolique, est désormais très sérieux. Notamment parce que la guerre dans la bande de Gaza a affûté les combattants israéliens, qu'ils soient réservistes ou non. Si les militaires se tiennent prêts, c'est aussi parce qu'ils savent leur pays confronté à un dilemme. Dans les jours qui ont suivi le 7 octobre, le Hezbollah, puissante milice chiite implantée dans le sud du Liban, est entré dans une guerre larvée contre Israël : tirs de missiles antitanks, de roquettes, attaques au drone. Dans une bande de cinq kilomètres de long, la population a été évacuée. Depuis, 60 000 personnes ne peuvent plus rentrer chez elles. Ce n'est pas seulement la crainte des bombardements qui les en dissuade : c'est surtout celle de vivre un nouveau 7 octobre. « Nous ne reviendrons pas si nous en sommes encore au 6 octobre », disent les habitants du Nord. Une façon d'évoquer cette situation où des miliciens du Hezbollah sont massés le long de la

frontière, prêts à entrer en Israël pour, redoutent les Israéliens, y commettre les mêmes atrocités que les tueurs du Hamas. Une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, votée en 2006 après la seconde guerre du Liban, prévoit que la milice chiite reste au nord de la rivière Litani, à une trentaine de kilomètres de la frontière israélienne. Elle n'est pas respectée par le Hezbollah, ce qui inspire la plus grande méfiance à l'égard de toute solution diplomatique.

Dans la bande de Gaza, l'armée est au point mort. L'entrée des troupes dans la ville de Rafah, le dernier bastion du Hamas, est promise depuis des semaines. Mais les États-Unis n'y sont pas favorables, de crainte de voir la situation humanitaire s'aggraver encore : 1,5 million de Palestiniens évacués s'y entassent dans des conditions déplorables. Selon le ministère de la Santé du Hamas, 32 000 personnes sont mortes depuis le début de la guerre. Les destructions sont massives : le petit territoire a été noyé sous un déluge de bombes. L'ONG Handicap International estime qu'il faudra des années pour déminer toutes celles qui n'ont pas explosé. Lundi dernier, trois véhicules de l'ONG World Central Kitchen ont été ciblés par un drone israélien. La mort de sept travailleurs humanitaires étrangers a déclenché un tollé mondial. Vendredi, l'armée israélienne a reconnu des « erreurs graves » et annoncé l'éviction de plusieurs officiers. Mais, comme l'a fait remarquer Donald Trump le même jour, le pays est en train de perdre une guerre essentielle : celle de la communication. Les images terribles qui proviennent de la bande de Gaza, la famine qui menace près de 300 000 personnes toujours dans le nord du pays, décrédibilisent Israël aux yeux de la communauté internationale. Aveuglé par l'attaque du 7 octobre, le pays peine à saisir l'effet dévastateur de la guerre sur son image internationale. Les relations avec les alliés occidentaux, États-Unis en tête, se dégradent à mesure que dure la guerre. Or Gaza pourrait devenir un bourbier pour Israël. Malgré les déclarations de Benjamin Netanyahu, qui promet une « victoire totale » contre le Hamas, la situation est loin d'être réglée. Après six mois de combats, le mouvement islamiste n'est pas à terre. Il ressurgit dès que l'armée s'en va, et les militaires is-

Un territoire dévasté

Situation dans la bande de Gaza, au 5 avril





MOHAMMED DAMIANIA/PHOTO

Dans les ruines des bombardements, les Gazaouis luttent pour préserver un semblant de dignité

Arrivé au Caire après six mois d'errance, de peur et de privations, Samir Skaik a été saisi d'une immense fatigue. Avec sa mère âgée de 84 ans, sa femme et leur fille de 11 ans, ils sont pourtant en sécurité désormais. Ils peuvent dormir dans un lit sans être gênés par l'incensant bourdonnement des drones, sans crainte de mourir ensevelis dans un bombardement ; ils peuvent se laver à l'eau douce, se nourrir de fruits et de légumes frais plutôt que de ces boîtes de conserve fournies par l'aide humanitaire et achetées à prix d'or sur le marché noir. Mais il est fatigué. Il ne quitte pas sa chambre. « *Mon corps est ici, mais mon âme est restée à Gaza* », explique-t-il au téléphone.

Samir Skaik est le patron de l'hôtel al-Deira, qui se trouve au bord de la mer, dans ce qui fut jadis le quartier le plus vivant de la ville de Gaza : l'hôtel est tout proche d'Abou Asira, un fameux restaurant de poissons ; de ces bars à chicha posés sur le sable ; de ces salles de fête décorées comme des palais des Mille et Une Nuits où l'on célébrait les mariages. Jadis fréquenté par les journalistes étrangers et les travailleurs humanitaires, l'hôtel al-Deira a été entièrement détruit. De même que le restaurant Abou Asira, les bars à chichas, les salles de fête et son appartement, situé dans le quartier aisé de Tall al-Hawa ; détruit également l'immeuble où vivait sa mère, dans le quartier al-Rimal et celui de ses beaux-parents. Fin mars, la Banque mondiale a publié un rapport couvrant la période d'octobre à janvier : elle estime que 60 % des infrastructures de la bande de Gaza ont été ravagées. Elle chiffre le montant des destructions à 18,5 milliards de dollars, soit 97 % du PIB de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. « *Même ma voiture est détruite* », précise Samir Skaik dans un rire bref.

Maintenant, il n'a plus rien que sa nostalgie et l'inconnu. Il se fait du tracé pour sa fille. « *Elle n'a que 11 ans, c'est toujours un enfant*, souligne-t-il. *Pendant six mois elle n'a pas pu aller à l'école, elle n'a pas pu jouer avec d'autres enfants. L'essai de l'aider à se remettre à niveau.* » Son comportement le préoccupe. « *Je l'observe et je suis inquiet. J'aimerais trouver un psychiatre pour l'aider à retrouver son âme de petite fille* », explique-t-il. Sa nouvelle vie a un goût amer. Pourtant, aux yeux des Palestiniens qui sont restés dans la bande de Gaza, il est chanceux. Il a réussi à faire sortir sa famille sans payer. Lui seul a été contraint de déboursier les 5 000 dollars demandés par l'agence égyptienne Hala pour figurer sur la liste des privilégiés admis à quitter l'enfer.

Ali' aussi est passé par l'agence Hala pour faire sortir sa famille. Après avoir

failli mourir dans un bombardement, avoir dormi des semaines dans les couloirs de l'hôpital al-Shifa de Gaza, puis dans ceux de l'hôpital Nasser de Khan Younes, il s'est résigné à installer une tente à el-Mawassi, dans la zone centrale de la bande de Gaza. Il y a passé l'hiver, superposant les bâches de plastique pour lutter contre la pluie et le froid, installant à l'abri des regards des latrines pour sa famille, passant ses journées à faire la queue pour acheter à manger, obtenir de l'eau, recharger son précieux téléphone portable. À la fin du mois de février, alors qu'il quittait avec son fils un de ces kiosques alimentés en électricité par des panneaux solaires, il a failli mourir une fois de plus, dans une attaque d'hélicoptère dit-il. Alors, il a décidé de quitter Gaza. Il a profité de contacts à l'étranger pour organiser une collecte en ligne.

En quelques semaines, la somme de 20 000 dollars a été réunie. Sa famille a quitté Gaza un vendredi matin : c'était la première fois de leur vie qu'ils se séparaient. Le soir même, il a reçu des photos de ses enfants arrivés au Caire, vêtus de neuf, tout sourire, assis devant une table chargée de nourriture. « *Ils dansent et ils chantent* », commentait-il depuis sa tente où, seul désormais, il s'efforce à son tour de sortir de Gaza, partagé entre la tristesse de quitter son pays et la crainte de ne jamais revoir ses enfants.

« Tout est noir ici. Il n'y a plus de solution, il n'y a plus de vie à Gaza. C'est simple de parler d'espoir quand on n'est pas à Gaza. Mais ici, la vie est trop difficile »

Asma Absouyama

Professeur de français à Gaza

Père de quatre garçons âgés de 4 à 19 ans, Loai Nasser ne peut pas passer par l'agence Hala : il n'en a pas les moyens. Directeur pour la Palestine de l'ONG Super-Nowa, qui apporte une aide économique aux nécessiteux, diplômé de l'université de Khan, anglophone, cet homme de 45 ans est pourtant appartenir à « l'élite » locale. Lui aussi a tout perdu depuis le 7 octobre. Comme 1,7 million d'habitants de la bande de Gaza, c'est un réfugié, enregistré auprès de l'UNRWA, l'agence des Nations unies qui prend en charge les héritiers de la Naqba, la « catastrophe » de 1948, quand 750 000 Palestiniens ont fui devant les troupes du jeune État d'Israël. Son père est originaire du village palestinien de Bashit, aujourd'hui disparu. « *C'est près de l'aéroport Ben Gourion* », précise Loai Nasser. Il l'a quitté en 1948 et s'est installé sous une

tente, dans l'enclave palestinienne. C'est là, dans le camp de réfugiés de Jabalya, que Loai Nasser a grandi. Depuis le début de la guerre, il a dû fuir trois fois, raconte-t-il. « *D'abord, depuis le nord vers le sud* », quand l'armée israélienne a décrété l'évacuation des civils de la zone située au nord du Ouadi Gaza, qui coupe le territoire en deux. « *Puis de Deir al-Balah à Khan Younes, puis à Rafah* ».

Le 18 octobre, son fils aîné, âgé de 19 ans, a failli mourir dans un bombardement. « *Il a eu beaucoup de chance* », estime son père. Puis, leur maison, située dans le camp de réfugié, a été détruite. Un voisin toujours sur place lui a envoyé une vidéo des décombres. Ses parents, ses quatre frères, leurs femmes et leurs quinze enfants sont restés dans le Nord. Il parvient parfois à les joindre par téléphone. Il sait qu'ils ont faim, qu'ils n'ont plus de toit. « *Ils ne veulent pas partir. Ils sont prêts à vivre sur les ruines de leur maison, ou à mourir, plutôt que de devenir des réfugiés à nouveau* », explique-t-il. Lui veut s'en aller pour offrir un avenir à ses enfants. Il n'a pas réussi à monter de collecte d'argent, il espère que la voie diplomatique lui offrira une porte de sortie. Il compte beaucoup sur la France. « *On nous a dit que nous étions en haut de la liste* », assure-t-il en précisant qu'il ne veut pas s'installer en France. « *Je sais bien que nous n'appartenons pas à ce pays* », reconnaît-il. Il dit avoir de la famille en Belgique, en Suède, au Canada : des cousins qui ont quitté la bande de Gaza après la guerre de 2014. Il espère les rejoindre, inscrire son fils aîné dans une université pour qu'il puisse reprendre ses études d'informatique. En attendant, il dort sous des bâches, à Rafah et lutte lui aussi pour garder un peu de dignité. « *Cet hiver, j'ai dû acheter des habits chauds à mes enfants, maintenant qu'il fait chaud, je dois leur acheter des habits d'été...* »

Professeur de français au lycée des sœurs du Rosaire, dans la ville de Gaza, Asma Absouyama, a totalement perdu espoir. « *Il n'est noir ici. Il n'y a plus de solution, il n'y a plus de vie ici à Gaza. C'est simple de parler d'espoir quand on n'est pas à Gaza. Mais ici, la vie est trop difficile* », dit-elle. Elle répond par notes vocales, sur WhatsApp : les journalistes étrangers n'ont pas le droit de se rendre dans la bande de Gaza depuis le début de la guerre. Fin janvier, cette habitante de Khan Younes a fui devant les troupes israéliennes. Elle s'est réfugiée chez sa sœur, à Rafah, avec ses parents. Elle redoute une nouvelle opération militaire, maintes fois promise par Benyamin Netanyahu. « *Où irons-nous s'ils attaquent Rafah ?* », s'inquiète-t-elle. Elle voudrait quitter Gaza. « *Mais je n'ai pas pu réunir l'argent nécessaire* », reconnaît-elle.

Tous gardent un souvenir très précis de ce 7 octobre où leur vie a basculé. Ce matin-là, le son des départs de roquettes du Hamas et le bruit des premières explosions ne les ont pas particulièrement inquiétés. Ils étaient habitués. « *J'ai pensé que c'était une réponse à l'assassinat par Israël de chefs du Hamas* », explique Loai Nasser. Il s'attend à ce que reprenne le jeu habituel des « escalades » : bombardements, roquettes, trêve... « *Mais une heure plus tard j'ai lu la nouvelle de cette opération organisée par la branche militaire d'ici, contre des communautés israéliennes autour de Gaza. J'ai compris que la situation allait se dégrader en une guerre dévastatrice pour les deux côtés.* »

« Vous ne pouvez pas quitter votre pays sans l'espoir d'y retourner ; rien ne peut le remplacer. Gaza, c'est toute l'histoire de ma famille, depuis des siècles »

Samir Skaik

Patron de l'hôtel al-Deira

Selon le ministère de la Santé du Hamas, elle a fait plus de 32 000 morts. « *Nous avons fait nos bagages pour fuir le camp de Jabalya, qui est tout près de la frontière et qui est toujours un champ de bataille* », conclut Loai Nasser. Asma Absouyama, elle aussi, a vite compris que la situation était grave. « *Je sais que les Israéliens n'abandonnent jamais leurs otages. Je me suis dit que nous allions avoir une guerre, mais que, comme d'habitude, les Égyptiens et les Qataris feraient une médiation et que ce serait vite terminé. Je ne pouvais pas imaginer que ce serait violent à ce point...* » Après ces mois de guerre, une chose demeure : la peur du Hamas qui maintient les lèvres closes. Le mouvement islamiste est toujours présent et se montre sensible à la critique.

Quant à Samir Skaik, le patron de l'hôtel al-Deira, il a d'abord voulu mettre sa mère à l'abri. « *Je lui ai dit : "Allez maman, il faut faire tes valises". Nous sommes restés deux ou trois jours chez elle et nous sommes partis* ». Désormais loin de leur terre natale, il est à la dérive. « *Vous ne pouvez pas quitter votre pays sans l'espoir d'y retourner ; rien ne peut le remplacer. Gaza, c'est toute l'histoire de ma famille, depuis des siècles. Ce n'est pas seulement 49 ans de ma vie, ce n'est pas seulement tout ce dont je puis rêver...* » Il espère y retourner un jour pour reconstruire son hôtel, face à la mer Méditerranée et accueillir les étrangers, comme avant. ■ **G.D.**

(CORRESPONDANT À JERUSALEM)

* Le prénom a été changé.

Des Palestiniens fuient le nord de Gaza, dont les accès routiers sont bloqués par des chars israéliens, en novembre 2023.

raéliens se préparent désormais à affronter une longue guérilla. Les 134 otages israéliens sont toujours aux mains du Hamas. Les négociations, menées avec la médiation du Qatar et de l'Égypte, font du sur-place. Les principaux chefs du mouvement islamiste dans la bande de Gaza sont toujours insaisissables. En Cisjordanie également, la situation sécuritaire continue de se dégrader. Fin mars, l'ONU dénombrait 434 Palestiniens tués dans des affrontements avec l'armée israélienne ou des colons depuis le 7 octobre, plus qu'à l'époque de la Seconde Intifada.

Dans la société israélienne, le calme relatif de ces dernières semaines a fait remonter à la surface des problèmes toujours irrésolus. Le temps de l'union sacrée du peuple israélien derrière son drapeau semble révolu. Le pays est rattrapé par ses divisions. Pour la première fois depuis le début de la guerre, les manifestations mobilisent des dizaines de milliers de personnes demandant la libération des otages, la fin de la guerre et, surtout, des élections. À la peine dans les sondages, le premier ministre Benyamin Netanyahu s'y refuse. Mais mercredi, une voix puissante a réclamé un retour aux urnes : il s'agit de Benny Gantz, figure majeure de l'opposition, qui a accepté de siéger au sein du Conseil de guerre israélien depuis le 7 octobre. Son appel à des élections, pour le mois de septembre, rejoint celui de l'ex-premier ministre Yair Lapid.

Le calendrier électoral de la Knesset ne prévoit pas de nouveau scrutin avant 2026. Benyamin Netanyahu n'a donc aucune raison de se plier à ces demandes. Mais sa coalition, composée notamment de deux partis ultra-orthodoxes, est fragilisée par la question de l'exemption de service militaire dont bénéficient les jeunes hareidim. Octroyée lors de la création d'Israël, elle n'a pas de fondement légal. La Cour suprême vient d'ordonner au gouvernement de prononcer l'enrôlement obligatoire de 60 000 jeunes ultra-orthodoxes. Pour les chefs de leurs partis, c'est inenvisageable. Mais l'armée pousse dans ce sens : elle a besoin de plus de soldats. Face à la multiplication des risques, elle a décidé d'allonger la durée du service militaire et celle de la période de réserve. Les Israéliens soumis à cette obligation sont exaspérés par l'exemption dont bénéficient les ultra-orthodoxes. Les sionistes religieux, mouvement spirituellement proche des ultra-orthodoxes mais divergeant politiquement, voient aussi d'un mauvais œil un statut dont ils ne bénéficient pas, eux dont la jeunesse verse son sang pour Israël.

Demeure une source d'optimisme pour le pays : l'économie tient bon. Le secteur de la tech, locomotive du pays, n'a pas été affecté par la guerre et a su garder la confiance des investisseurs. C'est sans doute le seul domaine qui n'ait pas été radicalement bouleversé par l'attaque du 7 octobre. Pour le reste, Israël est embarqué dans une dynamique dont nul ne peut prévoir où elle le conduira. ■

Biden menace pour la première fois de conditionner son aide

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

Les États-Unis menacent dorénavant Israël de conditionner leur aide si des mesures humanitaires ne sont pas prises à Gaza. Dans un entretien téléphonique avec Benyamin Netanyahu, Joe Biden a souligné jeudi que les attaques contre les employés humanitaires et la situation humanitaire en général dans le territoire palestinien étaient « inacceptables ». Selon le communiqué de la Maison-Blanche, le président américain « a clairement indiqué qu'Israël devait annoncer et mettre en œuvre une série de mesures spécifiques, concrètes et mesurables » pour alléger la crise humanitaire et assurer la sécurité des employés chargés de l'aide aux civils.

Pour la première fois depuis le début des opérations contre le Hamas à Gaza, ces injonctions ont été assorties d'une mise en garde sur l'aide militaire que fournissent les États-Unis à Israël. Biden aurait ainsi laissé entendre à Netanyahu que « la politique des États-Unis serait déterminée par (leur) évaluation de l'action immédiate d'Israël dans le cadre de ces mesures... et qu'un cessez-le-feu immédiat était essentiel pour stabiliser et améliorer la situation humanitaire et protéger les civils innocents ».

Le président américain n'a pas précisé les conséquences possibles d'un refus israélien. Ses avertissements ont été répétés par d'autres membres de son Administration. « *Si nous ne voyons pas les changements nécessaires, nous changerons de politique* », a averti le secrétaire d'État, Antony Blinken, de Bruxelles.

Ces premières mises en garde publiques adressées à Israël interviennent après la mort de sept employés de l'ONG américaine World Central Kitchen, tués par des frappes contre leur convoi lundi soir à Gaza. Cet événement a particulièrement choqué Biden et les milieux politiques américains proches du fondateur de l'organisation, le restaurateur vedette de Washington José Andrés. Après des mois de demandes répétées de l'Administration américaine à son allié israélien de prendre en considération la dimension humanitaire du conflit, cette attaque contre un convoi clairement identifié semble avoir déterminé à assortir les injonctions de quelques mesures concrètes.

La portée de ces mises en garde a été un peu atténuée par l'approbation simultanée par le Département d'État américain de nouvelles livraisons de bombes à Israël, que la diplomatie américaine a expliquée par le fait qu'elles avaient été approuvées avant cette attaque contre l'ONG. Mais le changement de ton de Washington a néanmoins été pris au sérieux par Israël. Au lieu des rebuffades publiques contre

son puissant allié dont il est coutumier, Netanyahu a reconnu qu'une faute avait été commise. Des sanctions ont été annoncées contre les officiers responsables de l'attaque sur le convoi de World Central Kitchen, une première depuis le début du conflit.

Le cabinet de sécurité israélien a aussi annoncé jeudi les premières levées partielles du siège de Gaza pour permettre l'acheminement d'une plus grande quantité d'aide humanitaire. Le point de passage d'Erez entre Israël et le nord de la bande de Gaza, fermé

« Si nous ne voyons pas les changements nécessaires, nous changerons de politique »

Antony Blinken
Secrétaire d'État américain

depuis le début de l'opération contre le Hamas, ainsi que le port israélien d'Ashdod seront rouverts pour faciliter le transfert de l'aide vers le territoire palestinien. L'Administration américaine a salué ces annonces, tout en soulignant qu'elles devront à présent être mises en œuvre « pleinement et rapidement », selon un communiqué du Conseil national de la sécurité.

Les critiques contre le soutien inconditionnel apporté à Israël depuis le début de l'opération contre le Hamas

ont atteint ces derniers temps un niveau préoccupant pour l'Administration Biden. L'ampleur des pertes civiles et l'indignation qu'elles suscitent affaiblissent le président américain dans une campagne électorale difficile. Ses apparitions publiques sont fréquemment interrompues par des manifestations qui l'accusent de complicité de crimes de guerre et l'ont surnommé « Genocide Joe ». Ces critiques dépassent dorénavant l'aile gauche du parti.

Certains élus démocrates au Congrès expriment de plus en plus ouvertement leur souhait de mettre des conditions à l'aide militaire américaine. « *Je n'ai jamais dit cela auparavant, mais je pense que nous en sommes arrivés là* », a déclaré jeudi sur CNN le sénateur du Delaware Chris Coons, un proche allié de Biden. « *Si Netanyahu ordonne une attaque à grande échelle contre Rafah... sans rien prévoir pour les civils ou l'aide humanitaire, alors je voterai pour conditionner l'aide à Israël* », a-t-il affirmé.

Les critiques sont même venues du camp républicain. Dans un entretien à la radio, Donald Trump a appelé Israël à terminer au plus vite son opération, soulignant la catastrophe que la guerre contre le Hamas représente en termes de relations publiques. « *Qu'ils en finissent et qu'ils en finissent vite, parce que nous devons... revenir à la normalité et à la paix, à déclarer Trump. Israël doit améliorer ses relations publiques, qui sont actuellement en ruines.* » ■

Six mois après la tragédie du 7 octobre, les frac

Cyrille Louis Envoyé spécial en Israël

Fragmentée par le choc entre religieux et laïcs, libéraux et conservateurs, Ashkénazes et Séfarades ou partisans et adversaires de

Debout sur la terrasse de sa maison en lisière de Zichron Yaakov, une localité paisible située dans le nord d'Israël, Fania Oz-Salzberger contemple avec un sourire triste les reliefs boisés du mont Carmel. Reentrée la veille de New York, elle souffre d'une rage de dents et ne digère pas la manière dont s'est conclu son séjour. La fille aînée d'Amos Oz devait y assister à l'adaptation théâtrale d'*Une paix parfaite*, le roman du célèbre écrivain disparu en 2018. Mais en consultant les programmes de Broadway, elle a découvert que la représentation n'aurait finalement pas lieu. La production s'est bornée à lui indiquer que deux membres de la troupe venaient de rendre leur tablier. Pour Fania Oz-Salzberger, il est clair que l'œuvre de son père a fait les frais d'un boycott lié à la guerre d'Israël dans la bande de Gaza. Un comble, soupire-t-elle, au regard de ce qu'il incarne tout au long de sa vie. Partisan convaincu de la solution des deux États, cofondateur du mouvement La Paix maintenant, Amos Oz était le porte-voix respecté d'un sionisme progressiste et libéral. Depuis le 7 octobre, sa fille observe avec effroi que des pans entiers de l'opinion occidentale se détournent d'Israël, parfois au point de contester sa légitimité même. « Pour la première fois, s'afflige cette historienne de renom, je ressens dans ma chair que notre pays est confronté à une menace existentielle. »

Six mois après le raid meurtrier du Hamas, tandis que la guerre se poursuit dans la bande de Gaza, une atmosphère étrange imprègne la société israélienne. En surface, l'impression d'un retour à la normale est saisissante. Les tirs de roquette en provenance de l'enclave sont devenus exceptionnels. Un grand nombre de réservistes ont été démobilisés. « À Tel-Aviv, les restaurants sont bondés, les transactions immobilières ont repris et le sens de vulnérabilité engendré par les attaques du 7 octobre s'est largement dissipé », observe Tamar Hermann, politologue à l'Institut israélien pour la démocratie. Et pourtant, lorsqu'on tend l'oreille, de nombreux Israéliens se disent en proie à une sensation de vertige. Comme si la tragédie, au-delà de son terrible bilan et malgré l'ampleur des destructions infligées dans l'enclave côtière, avait durablement fissuré les certitudes d'un peuple.

« Savez-vous que les missiles du Hezbollah peuvent atteindre ma maison ? » Fania Oz-Salzberger, qui dit s'être installée à Zichron Yaakov pour y trouver la sérénité, indique d'un geste vague la direction de la frontière libanaise. Cette milice chiite soutenue par l'Iran s'applique pour l'heure à éviter l'embarrasement. Mais nul n'ignore qu'elle possède un arsenal capable d'infliger des dommages majeurs à la population comme aux infrastructures. « À la veille du 7 octobre, soupire l'historienne, la plupart d'entre nous se sentaient en sécurité. » Doté de l'arme atomique, sûr de son écrasante supériorité militaire, l'État hébreu croyait tenir en respect les plus coriaces de ses ennemis. Il rêvait aussi de parachever le processus de normalisation régionale amorcé sous le patronage de Donald Trump, en convainquant l'Arabie saoudite de s'y engager à son tour. « Depuis l'amélioration spectaculaire du niveau de vie et le reflux du terrorisme au milieu des années 2000, observe le politologue Tamar Hermann, la plupart des Israéliens avaient fini par renier la question palestinienne au dernier rang de leurs préoccupations. » Fania Oz-Salzberger nuance : « Je sentais bien, au fond de moi, qu'on ne pourrait pas vivre éternellement sur les barils de poudre de la Cisjordanie occupée et de la bande de Gaza. Mais à force de contempler le miracle de notre réussite, de notre culture vibrante et de nos start-up si créatives, beaucoup croyaient pouvoir mettre ces problèmes sous le tapis. »

Cette ambivalence ne date pas d'hier. Sur la place principale de Zichron Yaakov, une élégante bâtisse édifiée à l'initiative du baron philanthrope Edmond de Rothschild abrite le « musée de la première aliya ». Cette vague d'immigration, à laquelle prirent part des 1882 plusieurs milliers de Juifs chassés de Russie et de Roumanie par une succession de pogroms, inaugura le

« retour » en Terre d'Israël dont rêvaient les inventeurs du sionisme. La scénographie du musée rend hommage au courage de ces pionniers, qui butèrent sur l'hostilité des autorités ottomanes et subirent les épidémies de paludisme. La population arabe indigène n'est mentionnée que de façon incidente. À l'époque, son refus catégorique de voir un État juif s'établir sur les rives de la Méditerranée n'échappa pourtant pas aux dirigeants sionistes. Le fondateur du parti révisionniste, Vladimir Jabotinsky, jugea dès les années 1920 qu'une collision était inévitable. Il appela dès lors à s'organiser pour refouler la population arabe au-delà d'une « muraille de fer ». Mais David Ben Gourion, l'homme fort du Parti travailliste, sut imposer une ligne plus pragmatique. Soucieux de ne pas alléger la puissance mandataire britannique, il affirma vouloir négocier avec la majorité arabe tout en entretenant le flou autour de ses objectifs.

« Je sentais bien, au fond de moi, qu'on ne pourrait pas vivre éternellement sur les barils de poudre de la Cisjordanie occupée et de la bande de Gaza. Mais à force de contempler le miracle de notre réussite, de notre culture vibrante et de nos start-up si créatives, beaucoup croyaient pouvoir mettre ces problèmes sous le tapis »

Fania Oz-Salzberger

Fille aînée d'Amos Oz, cofondateur du mouvement La Paix maintenant

Au lendemain du 7 octobre, c'est tout le pays qui s'est vu renvoyer plusieurs décennies en arrière, aux racines d'un conflit qu'il croyait en voie de résorption. Certains distinguent dans les massacres perpétrés par le Hamas une réminiscence de la guerre d'indépendance (1948-1949), durant laquelle le jeune État d'Israël dut défendre son existence contre ses voisins arabes, tandis que la dévastation infligée à la bande de Gaza rappelle la « catastrophe » (Nakba) alors subie par les Palestiniens. D'autres comparent la situation actuelle à celle qui prévalait avant la signature des accords d'Oslo (1993-1995), quand l'horizon politique semblait intégralement bouché. Le parallèle avec la guerre du Kippour (1973), qui vit l'Égypte attaquer Israël par surprise au matin de cette fête religieuse, flotte également dans les esprits. Malgré la victoire de l'État hébreu, cet affrontement fut suivi d'une crise politique et morale qui se solda par la démission de la première ministre, Golda Meir. Quatre ans plus tard, le Likoud de Menahem Begin accéda au pouvoir pour la première fois depuis l'indépendance. Des négociations avec l'Égypte débouchèrent peu après sur la signature des accords de Camp David.

Aujourd'hui comme jadis, Israël vibre d'un intense besoin de changement. Benyamin Netanyahou, au pouvoir presque sans interruption depuis 2009, est unanimement désigné comme le grand responsable de la crise. En attendant l'heure des comptes, qui viendra une fois la guerre terminée mais ne règlera sans doute pas tous les problèmes, le pays ausculte ses fractures ouvertes dans un climat d'incertitudes. Laïcs ou religieux, de droite comme de gauche, bien des Israéliens voient dans l'effondrement du 7 octobre un révélateur de leurs divisions. En 2015, déjà, le président Reuven Rivlin avait alerté sur la fragmentation du pays en de multiples « tribus » poursuivant des objectifs antagonistes. Mais en dépit de ses mises en garde, leurs chemins ont continué de s'écartier.

« Le Hamas savait pertinemment qu'il s'attaquait à un pays fragilisé par plusieurs mois de semi-guerre civile », grince l'ancien diplomate Eran Etzion, aujourd'hui patron de start-up. À compter de janvier 2023, cet adversaire résolu de Benyamin Netanyahou fut de toutes les manifestations contre un ensemble de projets de lois controversés visant à modifier l'équilibre des pou-



voirs, notamment en restreignant les compétences de la Cour suprême. Cet organe indépendant, qui censure régulièrement des textes votés par la Knesset au motif qu'ils contreviennent aux Lois fondamentales, est la bête noire du Likoud et de ses partisans religieux. « En s'y attaquant, dénonce M. Etzion, le gouvernement le plus à droite de notre histoire a voulu saper le caractère libéral d'Israël pour imposer un régime hybride, combinant théocratie et démocratie réservée aux Juifs. » Chaque samedi durant plusieurs mois, ce psychodrame national a précipité des dizaines de milliers d'Israéliens dans les rues de Tel-Aviv, et mis en lumière la confrontation entre deux visions du pays. Des centaines de réservistes sont allés jusqu'à menacer de ne plus servir si la loi venait à être promulguée. « Non content de refuser aux Palestiniens tout espoir d'aboutir à un accord territorial, fulmine Fania Oz-Salzberger, ce gouvernement nous a conduits au seuil du 7 octobre plus faibles et divisés que jamais. »

« En s'attaquant à la Cour suprême, le gouvernement le plus à droite de notre histoire a voulu saper le caractère libéral d'Israël pour imposer un régime hybride, combinant théocratie et démocratie réservée aux Juifs »

Eran Etzion Ancien diplomate

La rabbinne Tirza Kelman, qui se rattache au courant sioniste religieux, ne voit pas les choses de la même manière. Mais cette intellectuelle partage le sentiment qu'Israël, une fois la guerre terminée, ne pourra pas repartir du même pied. « Au-delà de la responsabilité irreductible du Hamas, observe-t-elle, une partie de cette catastrophe tient au fait que nous nous sommes collectivement

sentis bien plus forts que nous ne le sommes en réalité. » L'effervescence messianique qui a accompagné le développement du monde sioniste religieux, après la conquête israélienne de la Cisjordanie (juin 1967), n'est pas sans lien avec ce constat. Près de 500 000 colons se sont installés au cœur du territoire palestinien sur lequel ils revendiquent, à rebours du droit international, un titre de propriété inscrit dans la Bible. « J'ai grandi avec un immense sentiment de gratitude pour le privilège qui nous est donné d'assister à l'accomplissement d'un rêve vieux de 2 000 ans, confie Mme Kelman. Mais je suis convaincue que cette chance nous confère aussi des devoirs. »

Depuis une quinzaine d'années, Benyamin Netanyahou a constamment reproché à l'Autorité palestinienne l'enlèvement du processus de paix, tout en encourageant la poursuite de la colonisation. Jugéant que « la solution des deux États n'est pas viable en pratique », mais prenant acte du fait que « les Palestiniens ne vont pas nous s'en aller », Tirza Kelman estime que l'heure est venue de rompre avec les ambiguïtés entretenues à ce sujet pour articuler enfin une position claire, « quelle qu'elle soit ». « D'une façon plus générale, expose-t-elle, attablée dans un café de Lod, non loin de Tel-Aviv, il me semble nécessaire d'ouvrir une nouvelle étape dans l'histoire du pays. Jusqu'à présent, nous avons choisi de mettre certains problèmes de côté parce qu'on n'y voyait pas de solution pratique ou consensuelle. Cette attitude ne fut pas sans vertu, puis qu'elle nous a permis de construire le pays sans nous enliser dans nos désaccords. Mais après 75 ans d'existence, et au lendemain d'une tragédie sans précédent, il serait bon d'examiner enfin les sujets qui nous opposent pour construire un pays dans lequel chacun puisse se reconnaître. »

La conscription des juifs ultraorthodoxes, qui empoisonne à intervalle régulier la vie politique israélienne, fait

partie de ces problèmes réputés insolubles. David Ben Gourion, convaincu que les membres de cette communauté à l'origine peu nombreuse étaient voués à se fondre tôt ou tard dans le creuset national, les avait temporairement exemptés de service militaire. Il était loin de prévoir qu'ils représenteraient un jour 14 % de la population israélienne, et que leur refus de servir dans l'armée deviendrait un sujet de crispation majeure. Jusqu'à présent, l'alliance scellée par les partis qui les représentent avec le Likoud de Benyamin Netanyahou les préservait d'assauts menés essentiellement par l'opposition libérale de gauche et du centre. Mais depuis le 7 octobre, les sionistes religieux se sont à leur tour mis à réclamer la fin de cette inégalité devant la loi. La moitié environ des 600 soldats israéliens tués, lors des attaques du Hamas ou au cours des opérations dans la bande de Gaza, sont issus de leurs rangs. Le grand rabbin Yitzhak Yossef, chef spirituel de la communauté séfarade, a réagi début mars par une rodomontade. « Si vous nous obligez à entrer dans l'armée, a-t-il prévenu, nous partirons à l'étranger. » La menace, peu crédible, n'en a pas moins ulcéré de très nombreux Israéliens.

Le rabbin Yeoshua Pfeffer, fondateur du journal Tzarich Iyun, juge la position du dignitaire séfarade « très problématique ». Agé de 48 ans, père de huit enfants, ce religieux éduqué au Royaume-Uni porte une voix singulière au sein du monde ultraorthodoxe. Selon lui, les attaques du 7 octobre constituent un tournant que sa communauté ne peut ignorer. « Notre refus de servir dans l'armée, explique-t-il, s'inscrit dans une stratégie de mise à l'écart qui remonte aux origines de l'État. Alors que celui-ci cherchait à créer un homme nouveau, fort et affichant sa confiance, l'objectif des haredim [littéralement : « les craignant-Dieu »] fut au contraire de protéger leur communauté contre une modernité perçue comme toxique. Mais après

tures et le vertige d'Israël

la solution des deux États, la société peine à entrevoir son destin commun.

Des Israéliens manifestent devant le ministère de la Défense, le 30 mars, à Tel-Aviv, pour demander la libération des otages détenus à Gaza.

AHMAD GHARABLI/AFP

dans l'espoir d'obtenir leur libération. Une partie non négligeable de la population appelle au contraire à intensifier la pression militaire, convaincue qu'il s'agit de la recette pour faire plier le Hamas. Le soutien inconditionnel aux opérations militaires dans la bande de Gaza, nourri par le traumatisme et entretenu par une rhétorique qui assimile l'ensemble de la population palestinienne au mouvement islamiste, constitue l'unique ciment à même de rassembler la population.

Fin janvier, alors que le ministère de la Santé du Hamas dénombrait 25 000 morts palestiniens dont une majorité de femmes et d'enfants, 88 % des Israéliens interrogés pour le sondage Peace Index jugeaient ce bilan « justifié ». La plupart disent aussi s'opposer au transfert d'aide humanitaire dans l'enclave assiégée. Les chaînes de télévision, qui font encore une large place aux images et témoignages évoquant les massacres du 7 octobre, ne montrent presque rien des dévastations infligées à l'enclave. Les alertes de l'ONU sur le risque de famine sont couramment balayées par des commentateurs prompts à mettre en doute toute parole qui émane de Gaza.

« Après 75 ans d'existence, et au lendemain d'une tragédie sans précédent, il serait bon d'examiner enfin les sujets qui nous opposent pour construire un pays dans lequel chacun puisse se reconnaître »

Tirza Kelman Rabbinne

Dans ce contexte, rares sont les voix israéliennes qui osent alerter sur le coût moral et humain de la guerre en cours. Yehuda Shaul, vétéran du combat contre l'occupation et codirecteur du centre de réflexion Ofek, en fait partie. « Le déclenchement de cette guerre était pleinement justifié, souligne l'activiste, mais il est triste d'observer que la plupart des Israéliens se laissent à présent consumer par la rage, le désir de vengeance et la vieille tentation de déshumaniser les Palestiniens. Ils ne se rendent pas compte que nous autres, Israéliens, devons assumer collectivement les conséquences de ces abominations. » Eran Etzion, l'ancien diplomate, s'inscrit également. Il observe avec consternation la diffusion virale de vidéos sur lesquelles des soldats israéliens se délectent de faire exploser des bâtiments ou d'humilier des Palestiniens. « Ce phénomène, dit-il, témoigne d'une permissivité nouvelle dans les rangs de l'armée. Il s'explique possiblement par le nombre croissant d'officiers intermédiaires recrutés dans les colonies. Mais le plus consternant est que de telles dérives ne choquent guère le reste de la population. Tout le monde laisse faire, comme si l'humiliation que nous a infligée le Hamas justifiait qu'on administre une bonne leçon à tous les Palestiniens. »

Hagit Molgan, une artiste engagée dans la lutte contre les discriminations subies par les Juifs originaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, estime que son pays marche sur une ligne de crête. Elle se méfie de l'empressement de ses compatriotes à renouer avec une forme de normalité. « Notre peuple, dit-elle, est fier de sa capacité à traverser les pires crises puis à renaitre de ses cendres. Mais cette résilience, après le 7 octobre, a quelque chose d'effrayant. » Convincue que la société israélienne doit à tout prix se réformer, elle appelle à n'espérer aucun débat, aucune fracture. Religieux contre laïcs, libéraux contre conservateurs, Ashkénazes et Séfarades ou encore partisans et adversaires de la solution des deux États... Il y va, selon elle, de la survie du pays. « À deux reprises par le passé, sous la dynastie du roi David puis sous celle des Hasmonéens, la désintégration de l'État juif fut précipitée par ses divisions après 75 ans d'existence. » Mais l'artiste, qui s'investit aussi dans des projets visant à construire un dialogue entre Israéliens et Palestiniens, refuse de baisser les bras. « Cette fois, sourit-elle, nous n'avons mille part où aller. Alors, il faudra bien qu'on réussisse à conjurer cette malédiction de la huitième décennie. » ■

élué-t-elle. Pour peser davantage, ils devront faire plus d'enfants. Autrement dit : s'ils veulent rester sur la terre d'Israël, il leur faudra vivre à la manière des Juifs... »

Ce genre d'ultimatum n'impressionne guère Fania Oz-Salzberger. L'historienne, fière d'incarner une ligne « modérée », est plus que jamais résolue à tenir tête aux « extrémistes israéliens » comme aux « terroristes du Hamas », ainsi qu'« à tous ceux qui, à travers le monde, les soutiennent en nous présentant comme des colons et sous-entendent que nous devrions retourner en Pologne ». « À ces gens et à notre gouvernement brutal, insiste-t-elle, je réponds que les tenants du camp libéral n'ont aucunement l'intention de quitter ce pays. Nous sommes ici pour nous battre et, je l'espère, pour gagner. »

« Il est triste d'observer que la plupart des Israéliens se laissent à présent consumer par la rage, le désir de vengeance et la vieille tentation de déshumaniser les Palestiniens. Ils ne se rendent pas compte que nous autres, Israéliens, devons assumer collectivement les conséquences de ces abominations »

Yehuda Shaul Codirecteur du centre de réflexion Ofek

Après six mois de guerre, tout indique qu'il ne subsiste plus grand-chose de l'union sacrée proclamée le 7 octobre contre le signe du deuil et de la colère. Le sort même des 134 otages encore détenus dans la bande de Gaza semble être devenu un sujet de discorde. Voici plusieurs mois que leurs proches supplient le gouvernement de cesser les combats

Sous pression, les Arabes israéliens font profil bas

La manifestation, partie en fin de matinée du centre de Majd al-Krum, devait à l'origine se prolonger une bonne partie de l'après-midi. Mais au bout d'une heure à peine, ce samedi 23 mars, la police israélienne a fait savoir aux organisateurs qu'il était temps d'y mettre un terme. Les quelques milliers de personnes venues réclamer la fin de la guerre à Gaza, majoritairement des citoyens arabes de Galilée, dans le nord d'Israël, se sont alors dispersés sans protester.

« Dans le contexte actuel, personne ne veut prendre le risque d'un incident », soupire Youssef Jabarin, un ex-député de la Liste arabe unie à la Knesset. Avant celui de Majd al-Krum, seuls trois rassemblements de soutien aux Palestiniens de Gaza avaient été autorisés depuis le 7 octobre. « Nos libertés sont sévèrement restreintes depuis six mois », déplore Mohammed Barakeh, président du Haut Comité de suivi pour les citoyens arabes d'Israël, qui fut notamment interpellé en novembre pour avoir tenté d'organiser une manifestation à Nazareth.

Par contraste avec les violences de mai 2021, auxquelles ils avaient participé au côté des Palestiniens de Jérusalem-Est, de Cisjordanie et de Gaza, les citoyens arabes d'Israël se tiennent soigneusement à l'écart de la bourrasque soulevée par le 7 octobre. « On me demande souvent pourquoi nous restons silencieux, soupire Ameer Makhoul, un influent responsable associatif, depuis son appartement qui surplombe le port de Haïfa. Je dirais tout d'abord que la majorité d'entre nous désapprouvent la méthode employée par le Hamas, qui ne correspond pas à la culture de notre mouvement national. Mais surtout, nous avons adopté une stratégie de survie. Depuis le début de cette guerre, tout le monde comprend qu'il ne s'agit pas d'un simple épisode supplémentaire mais d'un basculement décisif. Tout le monde a peur de la réaction d'Israël. Et personne ne veut donner à Ben Gvir (le ministre suprémaciste juif de la Sécurité intérieure, NDIR) le prétexte qu'il attend pour organiser le transfert des Palestiniens hors de Cisjordanie - voire peut-être, demain, hors d'Israël. »

Après les guerres de 1948, 1967 et 1973, les deux Intifadas et la longue litanie de violence dans la bande de Gaza, la minorité arabe est depuis six mois confrontée à un défi sans précédent. Ces descendants de Palestiniens qui choisirent de rester sur leurs terres après la création de l'État sont déchirés entre leur citoyenneté israélienne et l'intrication de leurs liens - linguistiques, culturels, religieux et identitaires - avec la population martyre de la bande de Gaza.

« Depuis le 7 octobre, le Hamas voudrait que nous entrions en guerre afin d'atténuer la pression qui s'exerce sur la bande de Gaza. Mais ce n'est clairement pas dans notre intérêt », constate Mohammed Darawsheh, directeur de la stratégie de l'ONG Givat Haviva, qui milite pour le développement des liens entre les ci-

toyens arabes et juifs du pays. « Dans le meilleur des scénarios, explique-t-il, un État palestinien sera créé en Cisjordanie et à Gaza mais ne s'étendra jamais jusqu'aux localités arabes d'Israël. C'est pourquoi il est important que nous gérons avec tact nos relations avec la population juive d'Israël. Nous ne voudrions surtout pas qu'une flambée de violence réduise à néant les améliorations enregistrées ces dernières années sur le terrain social et politique. »

L'intégration de la minorité arabe, qui compte pour un cinquième de la population d'Israël (environ 1,6 million de Palestiniens sur un total de 8,7 millions d'habitants), progresse en dépit d'inégalités persistantes et d'une défiance tenace au sein d'une partie de la majorité juive. L'épidémie de criminalité violente qui sévit dans de nombreuses localités arabes est fréquemment citée comme le marqueur des faibles moyens qui leur sont alloués.

« Depuis six mois, Ben Gvir et sa police nous soumettent à une répression radicale afin de nous pousser à la faute », s'inquiète Mohammed Darawsheh, qui soupçonne l'extrême droite de vouloir « entraîner » les Arabes dans la guerre. « Au total, dit-il, plus de 800 citoyens palestiniens d'Israël ont été arrêtés au cours des six derniers mois. » Mohammed Barakeh, du Haut Comité de suivi, compare les règles en vigueur depuis le 7 octobre avec celles qui prévalurent, de 1948 et 1966, lorsque les citoyens arabes d'Israël étaient soumis à la loi martiale.

« Depuis le début de cette guerre, tout le monde comprend qu'il ne s'agit pas d'un simple épisode supplémentaire mais d'un basculement décisif. Tout le monde a peur de la réaction d'Israël »

Ameer Makhoul

Responsable associatif à Haïfa

Dans les rues de Majd al-Krum, où les slogans crachés par un haut-parleur réclament la fin du « génocide » à Gaza, les manifestants déplorent une atmosphère viciée. « Tout le monde se sent sous pression. Nos relations avec les Juifs sont plus tendues qu'à l'accoutumée et nous ne savons pas quoi attendre de l'avenir », confie Ameer Abu Younes, un psychologue venu de Kafar Qana. Selon Ameer Makhoul, l'activiste de Haïfa, plus de 200 étudiants arabes ont été sanctionnés par leur université, le plus souvent pour des messages postés sur les réseaux sociaux en lien avec les massacres du Hamas ou la guerre à Gaza. « Les Palestiniens d'Israël, poursuit-il, ne s'étaient pas sentis à ce point menacés depuis plusieurs décennies. » Mohammed Barakeh prévient cependant : « Nous surmonterons cette période sombre par notre unité. » ■

(À HAÏFA ET MAJD AL-KRUM)

cette nouvelle tragédie infligée à notre peuple, nous ne pouvons plus ignorer les invitations pressantes à jouer un rôle au sein de la société israélienne. »

Depuis son bureau aux murs tapissés d'ouvrages religieux qui surplombent le quartier de Romema, à Jérusalem, Yeoshua Pfeffer met cependant en garde. Pour convaincre les dirigeants ultraorthodoxes, à ce stade très rétifs, de s'engager dans un tel processus, il faudra tenir compte de leurs « lignes rouges ». Il ne saurait être question, précise-t-il, que de jeunes haredim soient affectés dans des unités où servent des femmes ou des homosexuels. « D'une façon plus générale, énonce le rabbin, l'heure est venue de nous impliquer dans la redéfinition du contrat social israélien. J'y vois non seulement un devoir, mais aussi une opportunité pour les ultraorthodoxes. »

Daniela Weiss, dans un autre registre, rêve de transformations plus vastes encore. Cette septuagénaire au dynamisme intact, en dépit de la chute récente qui la contraint à porter un plâtre, compte parmi les figures les plus radicales du mouvement de colonisation. Elle reçoit dans sa maison de Kedumim, dans le nord de la Cisjordanie, entre deux réunions pour préparer « le futur peuplement juif de la bande de Gaza ». À brève échéance, Daniela Weiss estime que le massacre du 7 octobre doit ouvrir la voie à l'expulsion rapide des 2,3 millions de Palestiniens qui vivent dans l'enclave. « C'est ce que nous appelons, dit-elle, une réponse sioniste. » À plus long terme, elle voudrait aussi que l'État d'Israël assume davantage son caractère juif. « Plus le temps passe, justifie-t-elle, et plus le poids démographique des religieux devient important. » De son point de vue, des dirigeants extrémistes comme Bezalel Smotrich ou Itamar Ben Gvir incarnent désormais l'avenir du pays. Il lui importe peu, devine-t-on, que les libéraux de Tel-Aviv ne s'y retrouvent pas. « L'avenir de ces Israéliens laïcs est entre leurs mains,

TAJAN
Faites estimer et vendez aux enchères



Vase Meiping
Chine, dynastie Qing, XIX^e siècle

Prochaines ventes en préparation

Arts d'Asie • 17 avril & 10 juin 2024
Déborah Teboul +33 1 53 30 30 57 teboul-d@tajan.com

Mobilier et Objets d'Art • 30 mai 2024
Elsa Kozlowski +33 1 53 30 30 59 kozlowski-e@tajan.com

37, rue des Mathurins 75008 Paris • www.tajan.com
Agencement n°2001-006 du 7 novembre 2001

Faire de faux-tuils à dossier à la Reine, par Jean Antoine, époque Louis XV

Estimation en Euro

Nicolas Barotte
Envoyé spécial en Pologne

Les instructeurs français de la mission Gerfault entraînent les Ukrainiens avant qu'ils ne repartent se battre.

Des deux mains, le soldat « chargeur » tient un obus invisible. Debout près du mortier, du 98 mm fourni par l'armée polonaise, il attend l'ordre de placer la pièce fictive dans le tube : un obus explosif, fumigène ou éclairant, selon l'objectif qui aurait été fixé. De l'autre côté de la pièce, le pointeur, vêtu lui aussi d'un gilet bleu pour reconnaître son unité, règle une dernière fois le « gisement » et « l'angle » de l'arme. Le tir s'ajuste manuellement, en fonction des indications du chef. Sur la foi des « observateurs avancés » ou du renseignement fourni par son téléopérateur de drone, celui-ci a calculé, en griffonnant quelques notes sur son carnet, la position de la cible fictive, située à une distance maximale de 7 km. Un troisième homme, le tireur, s'écarte de quelques mètres, une corde à la main pour déclencher le tir d'un coup sec. Chaque geste a été répété comme une chorégraphie.

Une poignée de minutes plus tard, un deuxième tir est simulé pour intégrer des corrections. Puis il faut déplacer la pièce, quitter l'orée du bois et se dissimuler sous les feuillages. Sur le front, le risque de tir de contre-batterie imposerait d'être mobile. Un prochain jour, ces soldats ukrainiens « réaliseront des tirs avec des munitions réelles sur un champ de tir », explique le lieutenant Ben*, leur instructeur en charge de la formation de l'artillerie légère. « Notre but est de leur apporter des compétences techniques », dit-il.

Quelque part en Pologne, des militaires français de la mission européenne Eumam forment des soldats ukrainiens. Sur leur bras et leur casque, un drapeau bleu et jaune les distingue et rappelle d'où ils viennent. Leurs regards sont ailleurs, concentrés mais appliqués, comme ce soldat qui simule jusqu'au bruit de l'obus tiré du mortier d'une voix sourde. Leur séjour en Pologne est un répit loin de la guerre mais aussi un préalable au combat. Ils sont logés dans des bâtiments en dur à quelques kilomètres. S'y entraînent six jours sur sept, parfois la nuit. « Mais leurs conditions d'hébergement sont très bonnes. Ils ne sont pas là pour accumuler de la fatigue gratuite », explique le lieutenant-colonel Fabrice, qui commande le détachement de la mission Gerfault, la mission de formation française en Pologne. « Le gerfault est un rapace, le plus gros dans cette région. Il est endurant et résilient. Avec la mission Agile, cela nous fait deux rapaces sur le flanc est de l'Europe ! », poursuit l'officier, en référence à la présence française en Roumanie dans le cadre de l'Otan. L'officier a déjà supervisé la formation de plusieurs bataillons ukrainiens.

Depuis le début du conflit, l'armée a formé 10 000 militaires ukrainiens, en France et en Pologne, où entre 200 et 250 soldats sont déployés. Ces militaires accueillent les uns après les autres des bataillons ukrainiens de 400 à 700 hommes pour une durée d'environ un mois et demi. Ils enchaînent les ateliers : des compétences basiques, comme le secourisme au combat ou le tir au fusil d'assaut, à d'autres plus techniques, comme le génie, l'artillerie légère, la reconnaissance, les drones, le tir de précision... Une sensibilisation au droit de la guerre leur est aussi prodiguée. Il s'agit d'une exigence française. Les Ukrainiens s'y plient même si l'urgence est ailleurs. L'épreuve du « labyrinthe », où ils sont plongés dans le noir et dans la fumée, les entraîne à la gestion du stress. « La création d'automatismes permet de surmonter la peur », indique le lieutenant-colonel Fabrice.

Deux fanions accrochés au mur dans le centre des opérations témoignent du passage de précédentes unités ukrainiennes. « On a peu de retours individuels. On n'est pas là pour se faire des politesses. Mais l'armée ukrainienne demande à revenir », poursuit le commandant, comme une preuve que la formation française est appréciée. Inutile de chercher un commentaire des intéressés. Consigne à été donnée de ne pas interroger les soldats, pour ne pas perturber leur entraînement ni dévoiler d'indication compromettante pour leur sécurité. La localisation du terrain est, elle aussi, confidentielle, comme celles de la dizaine d'autres où d'autres partenaires de l'Ukraine organisent des formations. Le mandat de Eumam est censé s'achever cette année. Il devrait être reconduit.



Outre l'utilisation de mortier et une remise à niveau en tir, les militaires français entraînent les soldats ukrainiens au combat en zone urbaine.

En Pologne, des militaires français forment des soldats ukrainiens appelés à rejoindre

Après l'échec de la contre-offensive, l'année dernière, le moral est en berne. Les Français de Gerfault entendent donner à ces soldats les moyens de durer. Parmi eux, certains ont connu l'épreuve du feu, d'autres pas encore. Les vétérans ne sont pas les plus simples à gérer, persuadés de connaître l'essentiel. Lors d'une précédente session, certains ont cru pouvoir se passer d'une remise à niveau en tir, avant de se rendre compte qu'ils rataient leurs cibles à 100 mètres. Le niveau des hommes est hétérogène, y compris physiquement. « Ce n'est pas en quelques semaines qu'on donne à tous une forme physique, mais ils sont endurants », admet le lieutenant-colonel Fabrice.

« On prend les bataillons tels qu'ils sont et nous nous adaptons à eux », explique le colonel Antoine Laparrat, Senior National Representative de l'armée française en Pologne, c'est-à-dire le représentant de la France à Varsovie. « Nous formons au combat inter-arme, c'est-à-dire comment le chef tactique peut utiliser tous les moyens dont il dispose », poursuit-il. La formation commence au niveau individuel puis progresse aux niveaux du groupe, de la section et enfin de la compagnie, l'échelon pivot.

« Nous avons pris l'initiative de proposer une formation spécifique pour les chefs de groupe, une semaine avant l'arrivée du reste du bataillon. C'est un niveau un peu oublié. Ils y apprennent à commander une dizaine d'hommes »

Colonel Antoine Laparrat
Senior National Representative
de l'armée française en Pologne

« Nous avons pris l'initiative de proposer une formation spécifique pour les chefs de groupe, une semaine avant l'arrivée du reste du bataillon. C'est un niveau un peu oublié. Ils y apprennent à commander une dizaine d'hommes », indique l'officier. La section et la compagnie progressent d'autant : « Ça ne sert à rien de passer au niveau compagnie si le niveau section n'a pas été atteint ». Au sein de l'armée française, la formation des chefs de groupe dure deux ans.

Sur chaque atelier, les instructeurs courent derrière les soldats comme des ombres. Ils écoutent les ordres donnés et surveillent les comptes rendus. Les chefs des unités engagées dans une phase de combat doivent se fier à ces messages pour construire leur offensive. La confiance se forge par l'acquisition d'une méthode commune. « Il faut mettre en place des réflexes de communication : sur la consommation de munitions, sur les ennemis neutralisés, sur les blessés », explique la lieutenantante Léa, qui mène un groupe vers le champ de tir. Deux par deux, accompagnés d'un formateur et d'un interprète, les soldats rejoignent des positions pour faire feu sur des cibles métalliques à cent mètres. Elle corrige aussi leurs positions corporelles, les conseille sur le rythme de la respiration. Ils sont plusieurs binômes sur la ligne. Ils s'interpellent en ukrainien dans le vacarme des rafales. Des dizaines de cartouches jonchent le sol : calibre 7,62 mm. L'armée polonaise leur fournit l'équipement. En une journée « ordinaire », la compagnie tire quelque 4 200 balles... « On leur apprend la gestion du feu pour durer longtemps sans tirer tout le temps. En trois semaines, on en fait de bons tireurs », poursuit la lieutenantante Léa, en revenant du poste de tir. Elle débrieife avec les soldats. « On en a pensé quoi ? », leur lance-t-elle. « On n'a pas assez de radios » pour communiquer, réplique l'un d'eux. « Vous n'en avez pas plus au combat. Dans ces cas-là, qu'est-ce qu'on fait ? », assène-t-elle, avant de répondre : « Le chef de groupe se met au milieu et les chefs d'équipe gardent une oreille attentive ». Avant de passer au groupe suivant, elle leur délivre quelques derniers conseils sur le repli tactique, c'est-à-dire comment quitter une position en étant couvert par ses camarades.

À défaut d'être plus nombreux ou mieux équipés que leur adversaire, les Ukrainiens doivent s'en remettre à leur entraînement pour faire la différence : pour être plus efficaces, plus performants et sauver plus de leurs soldats. Ailleurs sur le camp polonais, une mini-ville permet aux militaires de s'entraîner au combat en zone urbaine. Ce n'est pas nécessairement ce qui les attend dans un combat de tranchées ou dans les ruines des villages détruits. « Le combat en zone urbaine est le plus complexe qui soit : ce qu'ils apprennent leur sera utile partout », observe le lieutenant Damien. La

manœuvre du jour est un tour d'échauffement : les jours prochains, d'autres éléments seront introduits dans le scénario. Pour l'heure, trois sections doivent mener une opération de prise de contrôle d'une rue, assortie d'évacuations de blessés, vers un bâtiment sur leurs arrières. « Chaque section travaille dans un compartiment de terrain », insiste l'officier. Avant l'assaut, le chef de compagnie a réuni ses subordonnées pour un baptême de terrain. Sur un plan de la ville griffonné sur une bâche étendue à même le sol, il a répété la manœuvre et désigné le futur « nid de blessés », dans le bâtiment numéroté 417. Un soldat recopie le plan sur son avant-bras. Quand l'action aura commencé, il ne sera plus temps d'avoir un doute vers où se diriger. « Quand le combat sera lancé, ce sera un rouleau compresseur », prévient le lieutenant Damien. Pour tenir le rythme, il faut avoir planifié le maximum de séquences. À l'arrière, le capitaine ne peut s'appuyer que sur les comptes rendus de ses subordonnées et quelques images de drones pour donner ses ordres suivants. « Aujourd'hui, le début de la manœuvre manquait de rythme », dit-il à l'issue de l'exercice.

« Une unité en mouvement est moins vulnérable », complète-t-il, avant de marquer une pause : « Les Russes n'hésitent pas à engager leur artillerie contre les positions perdues, même s'ils ont encore des soldats imbringués. Alors on apprend aux Ukrainiens à se déconcentrer. Le tir d'artillerie, c'est leur première préoccupation », dit-il. Même si les Français et les Ukrainiens ne sont pas censés nouer des liens, certains racontent par bribes leur expérience du terrain.

Dans le ciel, le vrombissement d'un drone se fait entendre. « C'est à nous ? », s'interroge un instructeur en aparté. L'armée polonaise s'entraîne, elle aussi, un peu plus loin et celui-ci ne fait pas partie de la séquence... Mais les drones sont omniprésents dans tous les exercices. Le bataillon ukrainien est d'ailleurs venu avec ses propres appareils, de simples drones comme on en trouve dans le commerce. L'armée française en manque terriblement.

« Les Ukrainiens sont "drones dépendants". Sans, ils ont tendance à ne pas accepter la manœuvre », déplore le lieutenant Louis, près du terrain de tranchées, où il forme les unités de reconnaissance. « Alors on leur fait aussi travailler sans drones. La

présence d'un drone peut priver de l'effet de surprise. Agir par temps dégradé, qui empêche les appareils de voler, peut aussi représenter un avantage tactique », dit-il.

Ce jour-là, le temps est particulièrement clémente. Dans une prairie à quelques kilomètres du village de combat et non loin des positions d'artillerie, la terre a été percée de trous d'obus comme d'immenses taupinières. Les Ukrainiens ont demandé à travailler dans ce type d'environnement dévasté, dangereux, où l'on peut s'enterrer et se dissimuler. Des réseaux de tranchées plus ou moins profondes ont été creusés au bout du terrain. Une section ukrainienne

« On les fait aussi travailler sans drones. La présence d'un drone peut priver de l'effet de surprise. Agir par temps dégradé, qui empêche les appareils de voler, peut aussi représenter un avantage tactique »

Le lieutenant Louis

lance l'assaut et se jette dans l'artère. Des grenades fumigènes servent à se protéger des tirs ennemis (joués par des Français), et à donner au chef d'unité, demeuré en arrière, une indication sur la progression de ses hommes. Sur le talus, les instructeurs observent. Ils jugent le rythme de progression : ni trop lent, pour ne pas laisser le temps à l'ennemi de se réorganiser, ni trop rapide pour ne pas se trouver à court de ressources. « Il ne faut éviter de s'agglomérer dans la tranchée », analyse le lieutenant Louis.

Un drone survole la scène à basse altitude. La transparence du champ de bataille a été modifiée radicalement de la façon d'organiser une manœuvre. « Chaque camp peut connaître la position de l'autre. L'effet de surprise peut être vite perdu », prévient l'instructeur. La peur générée par les drones peut figer les positions.

« Le chef tactique doit gérer la permanence des drones », analyse-t-il. « Il peut y en avoir cinq ou six en même temps dans le ciel. Il faut constamment en faire décoller », dit-il. Au sol, les hommes doivent apprendre à les reconnaître et s'en méfier. « Si un

Face au danger russe, l'armée polonaise recrute aussi

Adrien Sarlat
Varsovie

Alors qu'un missile russe a de nouveau violé récemment son espace aérien, la Pologne affiche depuis deux ans sa volonté de créer « l'armée la plus puissante d'Europe », capable de faire face à la menace russe. Le pays a programmé des investissements matériels et un doublement des effectifs militaires. Depuis, les centres de recrutement ne désemplissent pas.

Ce jour-là, dans la salle d'examen du centre de recrutement militaire de Praga Varsovie, les visages des six candidats sont tendus et aucun d'entre eux n'a envie de discuter. « Ils jouent leur avenir », explique le psychologue venu leur faire passer des tests psychologiques et cognitifs. Si les résultats sont positifs, ils pourront intégrer l'armée dans les prochaines semaines. Et peut-être, comme le clame l'affiche placardée sur la porte d'entrée, « rejoindre les meilleurs ».

Si le ministre de la Défense, Władysław Kosiniak-Kamysz, a exclu dernièrement la possibilité de rétablir le service militaire, aboli en Pologne en 2008, l'armée connaît un succès inédit depuis deux ans auprès de nouvelles recrues. Cette attractivité a été renforcée par la loi pour la défense de la patrie, votée en mars 2022, au lendemain du déclenchement de la guerre en Ukraine. La nouvelle législation a promu de nouvelles voies d'accès au service militaire, moins contraignantes qu'un engagement professionnel ou un service traditionnel.

À peine sorti de la salle d'examen, Edward Wilkus se dirige avec les autres candidats vers le deuxième étage, pour passer des tests de psychomotricité. Le jeune homme élané de 22 ans espère intégrer les troupes de l'armée de défense territoriale. Un programme développé grâce à la nouvelle législation, qui lui permettra de servir dans l'armée un week-end par mois, après avoir suivi une formation intensive de seize jours. S'il parvient à intégrer cette unité, les deux jours de service mensuels qu'il devra effectuer lui seront rémunérés 882 zlotys, soit 203 euros.

Ce complément de revenu est le bienvenu pour cet étudiant en physiothérapie. « Je candidate principalement pour des raisons financières, car l'armée polonaise permet à des jeunes gens de combiner études et travail », concède-t-il, en s'avançant vers une machine censée tester ses réflexes psychomoteurs. Dès qu'un voyant rouge s'allume, il doit cliquer sur le bouton

« Je candidate principalement pour des raisons financières, car l'armée polonaise permet à des jeunes gens de combiner études et travail »

Edward Wilkus
Étudiant de 22 ans

correspondant le plus vite possible. Chaque milliseconde compte, et Edward sait qu'il n'a pas le droit à l'erreur. Si le test s'avère concluant, il devrait commencer sa formation dès le mois de mai.

Cette démarche n'a rien d'exceptionnel pour un jeune Polonais. L'idée de s'engager lui est venue d'amis rencontrés lors de ses études à Varsovie, eux aussi membres de la défense territoriale. Pourtant, le sous-lieutenant Lobodowski, chargé de la communication du centre de recrutement, se refuse à établir un profil type du candidat aux troupes de défense territoriale. « On ne peut pas nier qu'on vise particulièrement les jeunes, mais le recrutement reste ouvert à tous les profils jusqu'à 63 ans », martèle le gradé.

À l'autre bout du couloir justement, Sylwia Fijałkowska a renfilé son coupe-vent bleu canard et s'apprête à quitter le centre de recrutement. Alors qu'elle fêtera l'année prochaine ses 40 ans, cette employée du secteur médical vient de déposer son dossier pour intégrer, elle aussi, les forces de défense territoriale. « Quand j'en ai entendu parler, ça m'a tout de suite tenté, car j'ai toujours aimé l'uniforme, et le contexte actuel a accéléré ma décision d'intégrer l'armée », dit celle qui précise adorer son métier. Elle salue la



Trois militaires tiennent un stand de recrutement, à Myslenice, au sud de Cracovie, pour inciter la population concernée à passer des tests médicaux pour vérifier son aptitude à servir dans l'armée polonaise.

possibilité de « combiner les deux mondes », civil et militaire, grâce à cette formule, en montrant du doigt les nombreuses brochures d'information estampillées « rejoignez-nous ». « Chaque citoyen doit être en mesure de se défendre, d'utiliser une arme, de réagir à un signal d'alarme et, ajoute la quadragénaire, je pense qu'une grande partie de la population n'en sait rien, alors qu'aujourd'hui la menace de guerre pèse davantage sur nous qu'il y a deux ans ».

Une éventualité à laquelle l'État veut être préparé. La loi pour la défense de la patrie de 2022 a instauré une catégorisation militaire pour tous les jeunes citoyens. L'année de leurs 19 ans, tous les jeunes hommes sont convoqués pour passer des examens médicaux censés évaluer leurs aptitudes physiques et psychologiques à servir dans l'armée en cas de situation de crise. Ils sont répartis en quatre catégories, en fonction de leur état de santé, et font d'office parti d'une « réserve militaire passive ». Les femmes ayant suivi des études dans le médical ou le paramédical sont également concernées.

La campagne vidéo sur cette « qualification » se veut néanmoins rassurante : « Ce n'est pas une conscription », se défend l'institution militaire dès les premières secondes du clip. Pourtant, l'ancien premier ministre, Mateusz Morawiecki, avait bien annoncé vouloir doubler les effectifs de l'armée d'ici à 2035, passant ainsi de 150 000 à 300 000 hommes. Mais les changements introduits par la loi pour la défense de la patrie et le poids de la menace russe grandissante semblent attirer suffisamment de nouvelles recrues pour se passer d'un dispositif aussi coercitif que la conscription obligatoire.

Depuis février 2022, le budget de l'armée n'a cessé de s'accroître pour atteindre plus de 3 % du PIB, et tendre vers un objectif de 4 % à l'horizon 2035 (là où seuls 2 % du PIB seraient nécessaires selon les recommandations de l'Otan). Un objectif que le nouveau gouvernement de Donald Tusk semble poursuivre. Depuis deux ans, les centres de recrutement ont ainsi bénéficié de fonds supplémentaires pour développer leurs activités de communication. Le slogan « deviens soldat », parfois accompagné d'une promesse salariale alléchante, a investi les panneaux publicitaires, les écrans dans les tramways, des bus, ou encore le fil d'actualité sur les réseaux des Polonais, tandis que des stands de recrutement éphémères ont été déployés sur tout le territoire, surtout durant les premiers mois du conflit. « On doit faire entendre à la société que l'armée est une option de carrière professionnelle. C'est pourquoi nous investissons tous types de moyens publicitaires », confirme le sous-lieutenant Lobodowski.

Cette communication a manifestement été fructueuse. « En 2022, ce sont plus de 20 000 recrues qui ont rejoint le service militaire volontaire, et l'année dernière, on a eu 30 000 candidats », se réjouit le sous-lieutenant.

« En 2022, ce sont plus de 20 000 recrues qui ont rejoint le service militaire volontaire, et l'année dernière, on a eu 30 000 candidats »

Le sous-lieutenant Lobodowski

Chaque jour, entre dix et vingt aspirants soldats se présentent dans son centre de recrutement. Installé derrière son bureau, le gradé invite le prochain candidat à s'asseoir en face de lui. Grzegorz Kierski lui tend ses documents d'identité ainsi que le diplôme d'officier réserviste, qu'il a obtenu lors d'une formation à l'Académie des techniques militaires cette année. A 41 ans, cet ingénieur en

contrôle-qualité dans une entreprise de soudure ne souhaite pas se limiter à deux jours d'entraînement mensuels : si son dossier est accepté, il entend démissionner de son travail pour intégrer les rangs de l'armée à plein temps.

« J'ai un super poste dans le civil, mais les conditions de travail et le salaire que j'ai actuellement », explique l'ingénieur, qui voit une promotion sociale à endosser l'uniforme.

Le ministère de la Défense promet aujourd'hui un salaire de 6 000 zlotys (1 380 euros) dès le premier jour de service, soit 500 euros de plus qu'avant l'invasion de l'Ukraine.

Cet ingénieur quadragénaire, au visage doux et au regard rieur, se dit cependant conscient du danger potentiel qui plane sur la Pologne. « J'espère que je n'aurai jamais à mettre en pratique les compétences que j'ai apprises en formation, et que je continuerai d'acquérir en rejoignant l'armée », confie-t-il. Mais si ses craintes venaient à se concrétiser, il préfère être prêt. ■

ment les le front

drone est en vol stationnaire bas, c'est sans doute pour attaquer », poursuit le lieutenant. En Ukraine, les appareils peuvent être équipés de simples grenades. Pour être précis, le largage doit se faire le plus bas possible. « S'il fait de la surveillance, il peut voler 15 mètres plus haut. Il est alors invisible à l'œil nu mais ses moyens optiques sont suffisants pour zoomer », décrit l'officier. Abattre des drones ennemis est une priorité sur le champ de bataille, mais c'est aussi particulièrement difficile. L'armée française n'entraîne pas au brouillage. Elle ne dispose pas non plus pour ses exercices de drones FPV, commandés par certains avec un casque de réalité virtuelle et qui pourraient « se faufiler à l'intérieur des tranchées » si le pilote est assez doué. « On forme des droneistes à ce que l'on sait faire : la reconnaissance, l'appui au tir d'artillerie mais aussi aux règles de gestion de l'espace aérien », explique le lieutenant-colonel Fabrice, qui commande Gerfaut. « On ne forme pas à l'attaque suicide avec un drone kamikaze », dit-il, tandis que dans la tranchée l'entraînement se poursuit. Là, deux soldats travaillent à déminer un passage piégé. Ici, il s'agit d'apporter les premiers soins à un blessé.

Sur le camp polonais, les compagnies ukrainiennes passent d'un atelier à un autre. Elles accumulent des briques de compétences. Les savoir-faire « sont transposables », explique le colonel Lapanat. Ils serviront en offensif comme en défensif, quelle que soit la stratégie suivie par l'état-major ukrainien. « Ici on travaille au niveau tactique. Les niveaux stratégiques ou opérationnels sont décidés en Ukraine », complète le lieutenant-colonel Fabrice. Dans quelques jours, ces hommes seront de retour dans leur pays. Une autre formation les attend avant qu'ils soient déployés. Là-bas, ils seront confrontés à la pénurie d'obus et au danger permanent. C'est une autre histoire que les instructeurs suivent mais n'enseignent pas. « On ne leur apprend pas à rationner leurs armements », continue le commandant de Gerfaut. « Frugalité des tirs ou non ? C'est la situation qui le détermine. C'est au commandement ukrainien de déterminer s'il veut faire un effort à un endroit », dit-il. En Pologne, les formateurs français gardent leurs conseils pour eux. ■

« Seuls les prénoms et grades sont indiqués pour des raisons de confidentialité ».

ARTCURIAL



Jacques MAJORELLE (1886-1962)
Les Allamattes
Vendu 355 182 €

ESTIMATIONS GRATUITES
& CONFIDENTIELLES
Tableaux Marocains & Orientalistes

Vente aux enchères en préparation
Clôture du catalogue : début mai

+33 (0)1 42 99 20 67

oberman@artcurial.com

« Nous devons agir contre l'immigration illégale »

Propos recueillis par Patrick Saint-Paul

Le chancelier autrichien, Karl Nehammer, appelle l'UE à passer des accords avec les pays tiers pour lutter contre les passeurs.

LE FIGARO. - Pensez-vous comme Emmanuel Macron qu'il ne faut rien exclure pour aider l'Ukraine, y compris l'envoi de troupes ?

KARL NEHAMMER. - Nous sommes d'accord sur les questions de soutien et de solidarité avec l'Ukraine. Nous pensons aussi qu'il faut un format dans lequel les parties au conflit se parlent à nouveau. Il y a une base pour cela avec le plan de paix de Volodymyr Zelensky. Nous sommes donc d'accord sur l'objectif d'une paix durable. Là où nous sommes en désaccord, c'est sur la voie à prendre pour atteindre ce but. Je suis en faveur du principe de précaution. Le président français est un partisan du principe de dissuasion. Certains éléments sont convaincants quand on voit l'agressivité avec laquelle la Fédération de Russie procède. Mais je pense aussi qu'il faut appliquer le principe de précaution pour éviter une escalade incontrôlable.

Croyez-vous encore au dialogue avec Vladimir Poutine ?

Lorsque je suis allé le voir à Moscou (en avril 2022, NDLR), il y avait encore des possibilités pour que les Russes et les Ukrainiens se parlent directement. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, parce que la Russie ne manifeste aucune volonté de négocier. Mais sans la Fédération de Russie, il n'y aura pas de paix. C'est une situation difficile à résoudre, mais la reprise d'un dialogue, le jour venu, est une nécessité. L'Ukraine mène une lutte défensive plus que courageuse contre l'armée russe. Et je pense qu'il est important d'avoir une solidarité totale avec Kiev. Il est important aussi de réfléchir à la manière dont le conflit peut se terminer.

La Russie mène une guerre hybride en Europe, notamment en Autriche, où il y a eu des infiltrations...

La Russie tente d'influencer les élections européennes, et je pense que ce sera aussi le cas lors de nos élections nationales. Nous devons nous en prémunir et dénoncer les campagnes de désinformation. C'est un grand défi pour l'avenir. Nous voyons que la Russie a déjà réussi en partie à provoquer cette inversion coupable-victime dans les médias sociaux, et nous devons tout faire pour démonter les mensonges. Un exemple : l'Autriche soutient les sanctions contre la Russie ; de fausses informations sur les réseaux sociaux affirment que l'énergie est plus chère chez nous à cause des sanctions. La vérité est que l'énergie n'est pas devenue plus chère à

cause des sanctions contre la Russie mais à cause de la guerre que la Russie a déclenchée. S'il n'y avait pas eu d'agression russe contre l'Ukraine, il n'y aurait pas eu de crise énergétique et donc pas de spirale inflationniste. La Russie tente de tisser un réseau avec différents groupes à travers l'Europe et de développer ses canaux d'information. C'est une menace pour toute l'Europe.

Êtât-ce une erreur pour l'Autriche d'être aussi dépendante du gaz russe ?

Les choses sont souvent présentées d'une façon déformée. La République d'Autriche n'achète pas de gaz russe. Nous avons une entreprise pétrolière privatisée qui a des contrats à long terme avec Gazprom, l'un des plus importants distributeurs de gaz. Il n'y a pas d'intérêt politique de l'État autrichien pour le gaz russe. Et, depuis deux ans, nous avons modifié la gestion de nos réserves de stockage de manière à éviter les pénuries en cas de panne de gaz russe en Autriche.

Joe Biden réclame un cessez-le-feu à Gaza. Êtes-vous d'accord avec lui ?

Le 7 octobre, le meurtre de plus de 1000 juifs et juives a entraîné une action militaire contre l'organisation terroriste

Hamas. Le Hamas doit être détruit, car il représente une menace pour la sécurité non seulement d'Israël, mais aussi de l'Union européenne. En même temps, il faut bien évidemment davantage d'aide humanitaire pour les Palestiniens. La guerre au Proche-Orient porte en elle le potentiel de s'amplifier si l'Iran s'implique davantage. Les États-Unis, de leur côté, ont toujours lié le cessez-le-feu à la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages. Et c'est ce qui, à mon avis, manque encore dans la discussion européenne. Qui est le coupable ? Le Hamas. Qui est la victime ? Aussi bien Israël que les Palestiniennes et les Palestiniens, qui sont instrumentalisés par le Hamas comme boucliers et comme armes de propagande pour leur action meurtrière.

L'UE est-elle armée pour faire face à une nouvelle vague de réfugiés ?

Depuis une décennie, les États européens sont confrontés à différentes vagues qu'ils doivent traiter et qui surchargent les systèmes sociaux, les systèmes d'éducation et le marché du travail. Cela provoque le mécontentement de la population. Qui en profite ? Les mouvements radicaux et d'extrême droite, qui partent en Europe progres-

sent en donnant de faux espoirs aux gens. C'est pourquoi nous devons agir. Nous avons besoin de nombreux accords avec des pays tiers sûrs, semblables à ceux que nous avons conclus entre l'Union européenne et l'Égypte ou la Turquie. Nous avons de nombreuses régions en crise. Rien qu'en Égypte, il y a actuellement 8 millions de réfugiés, selon les déclarations du président égyptien. La migration est devenue un tel problème parce que le crime organisé a développé un modèle commercial avec la contrebande d'êtres humains. Nous devons détruire ce modèle commercial. Nous n'y parviendrons que si nous travaillons sur le plan de la sécurité et de la migration, mais aussi sur le plan de la politique économique avec des pays tiers fiables. Par ailleurs, l'UE doit permettre que les procédures d'asile soient menées dans des pays tiers. Une famille de réfugiés qui se met en route doit avoir la possibilité de bénéficier d'une procédure d'asile en Afrique du Nord, dans un environnement sûr, ce qui lui évite de devoir entreprendre le dangereux voyage à travers la Méditerranée. C'est une mesure très importante contre l'immigration clandestine. Par ailleurs, nous sommes un continent vieillissant. Cela signifie que nous avons besoin

d'une forme d'immigration légale. Celle-ci doit être ordonnée et ne peut l'être que si nous réduisons considérablement la pression exercée sur les frontières extérieures. Pour cela, il faut de nouvelles procédures d'asile et des perspectives pour les États qui coopèrent avec nous.

Comment l'Europe peut-elle lutter plus efficacement contre le terrorisme ? La mise en réseau des institutions policières et des services de renseignements est la clé du succès. Le crime organisé et le terrorisme se nourrissent l'un l'autre, ils coopèrent souvent l'un avec l'autre. Les organisations terroristes se servent souvent du crime organisé pour obtenir des moyens pour leurs attentats, ce qui est soit des explosifs, des armes ou des munitions. Et le crime organisé se sert des groupes terroristes pour se procurer de la drogue. C'est pourquoi il est si important de lutter contre les deux à la même échelle, et cela ne peut se faire qu'au niveau transnational. Il faut que des institutions comme Europol soient encore renforcées. Seule une coopération policière intensive permet de faire face d'égal à égal au crime organisé et aux réseaux terroristes, qui ont depuis longtemps une dimension internationale.

Que peut faire l'Europe pour améliorer sa compétitivité face à la Chine ou aux États-Unis ?

Au sein de l'économie mondialisée, les États-Unis sont innovants. Les Chinois sont particulièrement productifs et de plus en plus innovants. Qu'en est-il de nous, Européens ? Nous ne sommes malheureusement ni l'un ni l'autre. Au sein de l'UE, la compétitivité dépend très fortement du degré de régulation et de l'autorisation de l'innovation et de la recherche. Nous sommes victimes d'une surrégulation en Europe. L'abandon du moteur à combustion, par exemple, a été une grave erreur. Nous avons un champ de compétences au sein de l'UE. Nous l'avons abandonné au profit du moteur électrique. Et nous sommes maintenant dépendants d'une technologie qui est majoritairement produite en Chine à des coûts très bas. Cela doit nous servir d'avertissement. Il est urgent de réfléchir à la manière dont nous pouvons permettre le renforcement de l'innovation et de la recherche. Nous devons œuvrer au développement du marché intérieur, dé-réguler au sein de l'UE. Et conclure des accords commerciaux équitables pour nos producteurs, qui leur offrent des chances réelles et pas seulement des inconvénients. ■



Le chancelier autrichien, Karl Nehammer, le 4 avril, à Paris.

STEFAN SCHWABE/LE FIGARO

Deux Slovaquie s'affrontent pour un siège de président

Albert Kornél Budapest

Le national-populiste, Peter Pellegrini, affronte pour le second tour de scrutin, ce samedi, le candidat de l'opposition, Ivan Korcok.

Réunion suivie d'une conférence de presse de crise, mercredi au siège du Parti national slovaque (SNS), quelques heures avant la suspension de la campagne. Il s'agissait pour les ténors de la coalition gouvernementale national-populiste de Robert Fico d'assurer de leur soutien leur candidat, Peter Pellegrini, et d'inciter les électeurs à voter pour lui au second tour de la présidentielle ce samedi. Ou plutôt de voter contre le candidat opposé par l'opposition, Ivan Korcok.

« Ce qui nous unit aujourd'hui, c'est notre combat acharné contre la politique libérale. Parce que Korcok incarne ce mal politique », a déclaré face aux caméras Andrej Danko, le chef du Parti nationa-

liste SNS. C'est un homme « méchant » doublé d'un « candidat antislovaque (...) au service d'intérêts étrangers », ont prévenu tour à tour le premier ministre, Robert Fico, et Andrej Danko. Au même moment, Ivan Korcok, diplomate de carrière et ex-ministre des Affaires étrangères, réunissait quelques milliers de ses partisans sur la place du Soulèvement national à Bratislava et dans plusieurs villes de province telles que Kosice, Zilina et Banska Bystrica.

Il y a péril en la demeure pour la coalition gouvernementale, qui compte remplacer la présidente Zuzana Caputova issue du camp adverse par l'un des leurs. En effet, Ivan Korcok, pourtant novice en bagarre politique, a déjoué les son-

ges pour remporter nettement le premier tour avec 42,5 % contre 37 % pour Pellegrini. Il a effacé un retard de dix points dans les sondages et fait désormais jeu égal avec son adversaire du second tour.

Minorité hongroise

Jusque-là, Robert Fico et Andrej Danko n'ont pas brillé par leur soutien à Peter Pellegrini, leur partenaire de coalition, président du parti social-démocrate Ilias et du Parlement. Le premier, son mentor, ne lui pardonne pas d'avoir créé son propre parti en 2020. Le second exerce son style de vie - il n'y aura pas de « première dame » à la présidence - et se fait volontiers menaçant sur ce point dans les médias.

Avec ses 11,7 %, Stefan Harabin, le troisième homme du premier tour fait figure de faiseur de rois. Celui qui a été membre du Parti communiste tchécoslovaque, puis président de la Cour suprême et ministre de la Justice veut sortir de l'Otan - qu'il considère comme une organisation criminelle - et de l'Union européenne. Pour l'emporter, Pellegrini doit donc compter sur les électeurs progressistes et extrémistes. Il a tenté de les séduire en participant à une interview avec le néonazi Daniel Bombie, qui s'est fait connaître en traquant les policiers qui faisaient respecter le couvre-feu pendant l'épidémie de Covid-19. Les tribunaux slovaques ont émis trois mandats d'arrêt internationaux contre l'extrémiste qui

vit à Londres. Outre les électeurs de Stefan Harabin, les votes de la minorité hongroise, qui représente 8 % de la population totale, sont aussi convoités.

Dès la soirée électorale du premier tour le 23 mars, Peter Pellegrini a embrayé sur ce qui est son argument choc de l'entre-deux-tours : « La Slovaquie veut un président qui n'entraînera pas la Slovaquie dans la guerre, mais qui parlera de paix ». Le message est asséné aux électeurs qui redoutent que la guerre ne déborde de l'Ukraine, sa voisine orientale. Pellegrini est le candidat de la paix, Korcok celui de la guerre. Si Pellegrini l'emporte, Robert Fico aura franchi un palier important dans sa prise de contrôle de l'appareil d'État. ■

LE GRAND JURY

RAPHAËL GLUCKSMANN

Tête de Liste PS-Place Publique pour les élections européennes

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL PARIS ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PREMIÈRE



Olivier BOST
Pauline BUISSON
Claire CONRUYT

LE FIGARO

#LeGrandJury

RTL

PHOTO: © DIMITAR DILKOFF / AFP

80 ans de la Libération: Macron lance son marathon mémoriel

Louis Hausalter

Le chef de l'État rendra dimanche un hommage aux maquisards du plateau des Glières et aux enfants juifs de la Maison d'Izieu.

Emmanuel Macron donne dimanche le coup d'envoi d'un long itinéraire de commémorations retraçant les combats de la Libération, en 1944, et la fin de l'Occupation. Le président de la République rendra un hommage aux résistants du plateau des Glières, dans les Alpes, puis aux enfants juifs déportés de la Maison d'Izieu, dans l'Ain. « C'est la première étape d'un parcours de mémoire lié au 80^e anniversaire de la Libération, qui consacrait à l'époque la renaissance du pays avec le retour de la République chez elle », souligne-t-on à l'Élysée.

Plusieurs centaines de maquisards s'étaient regroupés aux Glières à l'hiver 1944 pour recevoir des parachutages d'armes venus des Alliés, avant d'être tués ou faits prisonniers. L'occasion pour Emmanuel Macron de célébrer une nouvelle fois la Résistance, après plusieurs

cérémonies en ce sens, dont l'entrée au Panthéon de Missak Manoussian et ses camarades en février. Mais aussi de rappeler les « zones d'ombre » de cette période, selon les termes de l'Élysée : des gardes mobiles et miliciens français ont épaulé l'armée allemande lorsque celle-ci s'est attaquée au maquis. À la Maison d'Izieu, le chef de l'État commémorera la mémoire douloureuse des 44 enfants juifs rafles par la Gestapo de Lyon, sous la direction de Klaus Barbie, puis exterminés à Auschwitz-Birkenau et Reval.

Joe Biden attendu le 6 juin

Ainsi débute ce que l'entourage présidentiel désigne comme un « temps deux » du cycle mémoriel ouvert pour les 80 ans des événements liés à la Seconde Guerre mondiale, avant une année 2025 tournée vers l'armistice. Après la Résistance, place donc à la Libération, célébrée en plusieurs étapes. Le 16 avril, Emmanuel Ma-



Emmanuel Macron prononce un discours lors des commémorations du 75^e anniversaire des combats de la Résistance sur le plateau des Glières, le 31 mars 2019, à Thônes. JEREMIE LUSSEAU/JHANS LUCAS VIA AFP

cron honorera les maquisards du Vercors. Le 8 mai, il compte se rendre à Marseille pour commémorer la libération de la ville. L'année mémorielle culminera début juin pour les 80 ans du débarquement de Normandie, que le chef de l'État souhaite commémorer en grande pompe trois jours durant, en commençant par un hommage aux parachutistes en Bretagne, le 5 juin. La présence du président américain, Joe Biden, est attendue à la grande cérémonie de souvenir du D-Day, le lendemain. Vladimir Poutine, qui avait participé avec Barack Obama à l'anniversaire des 70 ans autour de François Hollande, en 2014, n'est pas invité, mais la question de la présence d'une délégation russe est en réflexion.

Cet événement international ne mar-

quera pas la fin du cycle, loin de là. Le 10 juin, Emmanuel Macron doit se rendre à Tulle (Corrèze) et à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) pour honorer la mémoire des victimes d'executions nazies en 1944. Le 7 juillet, il commémorera la mort du ministre et résistant Georges Mandel, assassiné par la milice en forêt de Fontainebleau. En août, ce sera au tour du débarquement de Provence, puis de la libération de Paris, qui fera l'objet d'un événement « populaire » autour de la place Denfert-Rochereau, a annoncé l'Élysée. Enfin, en novembre sera commémorée la libération de Strasbourg après les combats acharnés de la campagne d'Alsace.

Ainsi se conclura ce qu'Emmanuel Macron a voulu comme une année mé-

morielle au format XXL, en multipliant les rendez-vous. « 2024 fera mémoire de la renaissance de notre nation », proclamait le chef de l'État début mars dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux, avec une allusion évidente au nom de son parti politique. De fait, les agendas mémoriel et électoral sont étroitement liés : les élections européennes du 9 juin se tiendront juste après la libération de Paris, et le 10 juin se tiendront juste après l'anniversaire du Débarquement, lors duquel Emmanuel Macron prévoit de prendre la parole. De là à en faire un meeting qui ne dirait pas son nom, en insistant sur le retour de la guerre en Europe, dont le camp présidentiel fait un axe fort de la campagne, il n'y a qu'un pas que plusieurs stratèges macronistes imaginent déjà franchi. ■

Européennes : LR guette les faux pas de ses adversaires

Claire Conruyt et Emmanuel Gallero

Dérobade de Bardella, bisbilles de Zemmour, rivalités en macronie... Les Républicains parient sur leur constance pour s'imposer le 9 juin.

La droite rêve d'un alignement des planètes à deux mois des européennes. Si les sondages n'indiquent aucune amorce de dynamique (entre 7% et 8%) pour l'instant, la série de déboires que subit la concurrence ouvre peut-être un espace aux Républicains. « On ne prend pas de risques donc on stagne, mais l'avantage, c'est que ça ne se pète pas la gueule », glisse un élu. Dans la bouche de François-Xavier Bellamy, la tête de liste LR, cela porte un autre nom : la constance. Qui, veut-il croire, finira bien par créer la confiance chez les Français encore éloignés du scrutin. Tout cela, martèle la droite, sur fond d'un piètre paysage économique, social et politique. « On va jouer la deuxième mi-temps à domicile, souffle-t-on du côté du Sénat. Les finances publiques, le régalienn... Ce sont des thèmes qui nous vont bien et c'est déjà inespéré. » Les conditions idéales, espère-t-on, à l'apparition d'un sursaut.

« Quand on se regarde on se désole, mais quand on se compare on se rassure », sourit l'ex-député Julien Aubert, arguant que le renoncement récent de Nicolas Dupont-Aignan pourrait libérer un espace. Si Les Républicains ne laissent pas « passer le ballon », il y aurait quelques voix à récupérer du côté souverainiste de l'échiquier, soutient-il, lui qui lorgne une place éligible sur la liste. « Maîtriser notre destin », slogan de la campagne dévolé par Le Figaro, indique d'ailleurs la stratégie de LR : se faire entendre sur le sujet. Plusieurs millions de tracts doivent inonder les fédérations LR dès ce

week-end. « Nous voulons répondre à cette inquiétude très profonde de dépossession qui traverse aujourd'hui la société française, avance François-Xavier Bellamy. Répondre au sentiment que les choses nous échappent et que nous n'avons plus les leviers pour agir. » Conjurer le « fatalisme » et proposer une « nouvelle espérance politique ». « La politique ne nous intime pas l'ordre de nous adapter à un monde que l'on ne maîtrise plus. Mais elle nous donne la possibilité d'adapter ce monde à ce que nous croyons qu'il doit être », plaide-t-il.

Les « oscillations » des rivaux, elles, sont dès lors perçues comme des signaux porteurs. Un parlementaire dresse le tableau suivant en se frottant les mains : « Macron se déporte sur la gauche; Reconquête prône l'union des droites mais se déchire; Bardella fuit les débats; et la mise en orbite de sa numéro deux, Malika Sorel, est ternie par l'opportunisme de la recrue qui avait dragué la majorité. » Sans oublier les « faiblesses » de la tête de liste Renaissance, Valérie Hayer, « pas vraiment aidée par les bisbilles internes à la macronie entre Attal, Lecornu, Darmanin, Le Maire... et les déconvenues d'Édouard Philippe qui vient d'être perquisitionné au Havre ». Et si Jordan Bardella caracole toujours en tête des sondages, la droite estime qu'il fait tout pour éviter l'affrontement face à François-Xavier Bellamy. Ce dernier assure être prêt à débattre mais constate que LR est la seule force politique avec laquelle le chef du RN a craint « plusieurs fois » la confrontation. « Chaque fois qu'un débat s'annon-

ce, il disparaît. On finit par se demander si sa réputation est si solide. Difficile de faire campagne avec la peur et de gérer son petit capital sans rien dire, fustige François-Xavier Bellamy. Que sait-on de ce qu'il veut et de ce qu'il assume? J'en déduis qu'il préfère ne pas me croiser sur un plateau. » La droite, lucide, reconnaît qu'il lui sera fort difficile de faire dévier la « comète » lepéniste de sa trajectoire. Mais un député LR avance : « Quand on l'écoute, c'est quand même abyssal. Attal, pourtant très populaire au début, est de plus en plus démonétisé. Et comme son destin est lié à celui de Bardella, ce dernier connaîtra le même sort. » Quant à Marion Maréchal et Reconquête, on les surveille sans pour autant croire au danger. Et tant pis si ces encombrants adversaires courtisent ouvertement l'électorat LR. « On est mieux lotis qu'eux », veut croire un observateur LR qui perçoit une « grande friabilité » au sein du clan Zemmour. Un « manque d'unité » risquant de provoquer une « dégringolade ». La droite en sait quelque chose.

« Les supercheries du caméléon »

Dans ce contexte, Éric Ciotti est par ailleurs convaincu que la fin du macronisme approche. « Le plus important, c'est l'effondrement de Macron. Le ranceur n'a jamais été aussi forte et le rejet aussi massif dans tous les baromètres, assure le patron de LR. On observe la perte de crédibilité d'une parole tellement banalisée. Les supercheries du caméléon idéologique ont fini par lasser. Il y aura une sanction. » À la droite, ensuite, « d'aller chercher l'électorat de Fillon parti chez Macron », défend-on place du Palais Bourbon, nouveau siège du parti. Car, si l'on en croit Éric Ciotti, le chef de l'État perdra bientôt sur son aile droite ce qu'il a déjà perdu sur son aile gauche : « Après ses fausses promesses sur l'immigration et son double langage sur la sécurité, l'état des finances publiques lui fera perdre son électorat plus âgé certainement déçu par les derniers messages de sa majorité sur les hausses des impôts ou la désindexation des retraites, qui sont nos lignes rouges. »

C'est ambitieux, car rien dans les sondages ne l'indique, mais François-Xavier Bellamy croit en un espace politique élargi pour sa liste d'une droite « solide, claire, simple, qui ne fait pas dans la surenchère ou la division, et qui n'additionne pas les opportunistes ». Sur le fond, François-

Xavier Bellamy voit donc d'un bon œil la place « centrale » des questions budgétaires, dans la campagne. « C'est très préoccupant pour la France mais cela a le mérite d'ouvrir les yeux des électeurs de droite sur la réalité du résultat après sept ans de macronisme. » De « l'illusion du bon gestionnaire », poursuit-il, « il ne reste plus rien ». « Tout le monde le voit. À nous de montrer le bilan de cette majorité, tant sur le plan français qu'au niveau européen. »

À quelques semaines du scrutin, la droite refuse de s'enfermer dans le constat d'une dynamique absente. « Nous devons apparaître comme la force politique capable de concentrer les suffrages de tous ceux qui espèrent un vrai changement en France et en Europe. » En attendant la cristallisation du vote, il s'agira pour la droite de bâtir l'image de la candidature la plus utile. Avec une patience d'ange et une foi à toute épreuve. ■



François-Xavier Bellamy (LR), Valérie Hayer (Renaissance), Manon Aubry (LFI) et Thierry Mariani (RN), qui représentent Jordan Bardella, seul candidat à avoir refusé de participer au débat sur l'Europe organisé par Public Sénat, le 14 mars à Strasbourg. CEDRIC JOUBERT/PHOTOPQR/DNA/MAXPPP

ARTCURIAL

ESTIMATIONS GRATUITES & CONFIDENTIELLES
Livres, manuscrits & estampes anciennes

Vente en préparation : novembre 2024
Clôture du catalogue début octobre

+33 (0)1 42 99 16 58 eduprat@artcurial.com

Agréments C.V.P. du 25/01/2011 - COMESTAR/PHOTOPQR - Stéphane Aubert



• Le vrai prix •
des bonnes choses

VOTRE CARTE CHAUFFE ? PAS CHEZ LIDL.

**Lidl est
le moins cher.
Et les prix sont
les mêmes partout
en France.**

Prix relevés le 29 février 2024 sur 3149 sites internet drive des enseignes E. Leclerc, Intermarché, U et Carrefour et en supermarché pour Lidl. Retrouvez notre méthodologie et la liste des drives comparés sur lidlestmoinscher.fr.



< **17,9 %**
**+ CHER
QUE LIDL**

Prix moyens
comparés sur
396 produits



< **12,9 %**
**+ CHER
QUE LIDL**

Prix moyens
comparés sur
312 produits



< **11,2 %**
**+ CHER
QUE LIDL**

Prix moyens
comparés sur
410 produits



< **4,5 %**
**+ CHER
QUE LIDL**

Prix moyens
comparés sur
427 produits



E.Leclerc 

	TTC	TVA
>> EPICERIE		
CHAMPIGNONS PARIS NOTRE JARDIN 230G	1,54	2
HARICOTS VERTS NOTRE JARDIN EXT 440G	1,19	2
PÂTES MACARONI TURINI 500G	0,79	2
6 WRAPS DE BLÉ NATURE 370G	2,19	2
HUILE TOURNESOL RUSTICA 1L	2,12	2
GOURDE DOUCEUR POMME POIRE 4X90G	1,35	2
SUCRE TABLIER BLANC EN MORCEAUX 1KG	1,99	2
>> LIQUIDES		
PUR JUS D'ANANAS JAFADEN BRIQUE 1L	1,90	2
BIÈRE FALSBOURG 4.2% 24X25CL'	8,67	2
>> BOUCHERIE - CHARCUTERIE		
LARDONS SUPÉRIEURS FUMÉS 2X100G	1,85	2
CHIPOLATAS FÉRIAL X6 330G	3,51	2
VIANDE BOVINE HACHÉE 15%MG 500GR	6,51	2
JAMBON SUPÉRIEUR SANS NIT X4 140G	2,26	2
PAVÉ MARINÉ X2 240G	4,70	2
>> CRÈMERIE		
FROMAGE PONDU EMENTAL X 10	1,22	2
CRÈME FRAÎCHE LÉGÈRE 15% MG 50CL	1,53	2
FROMAGE BLEU LAIT PASTE 31% MG 250G	2,22	2
BEURRE EXTRA FIN DOUX 82%MG 250G	2,30	2
PÂTE BRISÉE AU BEURRE 230G	1,24	2
FROMAGE BLANC NATURE 3.1% MG 1KG	1,91	2
YAOURTS SUCRÉS NATURE 16 X 125G	2,74	2
CRÈME DESSERT VANILLE 4 X 125G	0,89	2
MOZZARELLA LES CROISÉS 18% MG 125G	0,99	2
>> SURGELES		
FRITES POM'LISSÉ 2.5 KG	4,46	2
PANÉ COLIN D'ALASKA MSC 15BÂT 450G	2,33	2
>> FRAIS		
PÂTE À PIZZA TABLIER BLANC 260G	1,12	2

Total 26 articles

63,52

LIDL

Articles	P.U.EUR	Qté	EUR
Champignons De Paris 1 ^{er} 230g	1,16	x1	1,16
Haricots Verts Extra Fins 440g	1,16	x1	1,16
Frites Friteuse Class. 2,5kg	3,67	x1	3,67
Fromage Fondu Pour Croque 200g	1,12	x1	1,12
Crème Fraîche Légère 15% 500g	1,21	x1	1,21
Lardons Fumés Au Bois De H 200g	1,85	x1	1,85
Fromage Bleu 250g	2,22	x1	2,22
Chipolatas 330g	3,49	x1	3,49
Macaroni 500g	0,79	x1	0,79
Pur Jus D'ananas 1L	1,89	x1	1,89
Tortilla Wraps 370g	1,95	x1	1,95
Beurre Doux Extra-Fin 250g	2,30	x1	2,30
Batonnets De Colin d'Alaska 450g	2,32	x1	2,32
Pâte Brisée Roulée Pur Beurre 230g	1,24	x1	1,24
Fromage Blanc Nature 20% MG	1,72	x1	1,72
Yaourt Nature Sucré Au Sucre 2kg	2,74	x1	2,74
Pâte À Pizza 260g	1,11	x1	1,11
Viande Boeuf Hachée 15% MG 500g	6,45	x1	6,45
Jambon Supérieur sans nit. 4T	2,25	x1	2,25
Perlebourg Pils 4.2% x6'	8,58	x1	8,58
Crème Dessert Vanille 500g	0,77	x1	0,77
Mozzarella 125g	0,81	x1	0,81
Huile De Tournesol 1L	1,79	x1	1,79
Pavés Bauf Extra Tendres x2 240g	4,68	x1	4,68
Pom&Go Compote En Gourde 360g	1,15	x1	1,15
Sucre En Morceaux 1kg	1,57	x1	1,57

A payer

59,99

Téléchargez l'application Lidl Plus et faites le plein d'économies !

ALORS QUI EST VRAIMENT LE MOINS CHER ?

lidlestmoinscher.fr



••• Le vrai prix •••
des bonnes choses

Prix relevés le 29 février 2024 sur 3149 sites internet drives des enseignes E.Leclerc, et en supermarché pour Lidl. Retrouvez notre méthodologie et la liste des drives comparés sur lidlestmoinscher.fr
*L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRÉ, TROP SALÉ.

Pierre Lepelletier

Les trois courants voient dans les bons sondages la validation de leurs stratégies respectives.

Tout va très vite en politique. Pendant des mois, Olivier Faure et Nicolas Mayer-Rossignol ne pouvaient plus se voir en peinture. Depuis la réélection du premier, contestée par le second, au poste de chef du PS, en janvier 2023, les plaies étaient restées vives. Puis la campagne des élections européennes a commencé, les premiers bons sondages pour leur tête de liste, Raphaël Glucksmann, sont arrivés, et chacun est rentré dans le rang.

Mercrèdi, les deux hommes ont même accompagné avec de grands sourires le candidat dans les environs de Rouen, suscitant l'étonnement des journalistes qui ont longtemps commenté leur rivalité. « Je comprends que ça puisse vous émouvoir, mais je vous rappelle que nous sommes dans le même parti », a répliqué Olivier Faure. « Quand même... On se parle ! », a tempéré Nicolas Mayer-Rossignol, juste derrière lui. Et Raphaël Glucksmann, qui peine à cacher son sourire : « C'est beau, non ? »

« Disons que c'est un peu la trêve de Noël, au moins jusqu'aux européennes », décrypte une proche du maire de Rouen. Il y avait surtout toute urgence à mettre les tensions sous le tapis pour ne pas entraver la dynamique de leur candidat. Jaugée au-dessus de la barre des 10 % des intentions de vote dans les sondages, leur tête de liste, patron du petit parti allié Place publique, devance désormais assez nettement ses concurrents de gauche et se prend à rêver de rattraper la macroniste Valérie Hayer.

« Les stratégies de l'Élysée avaient prévu que ce soit un nouveau duel avec l'extrême droite, nous montrons qu'il existe une troisième voie », a-t-il lancé mercredi soir lors d'une réunion publique organisée à Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime).



Raphaël Glucksmann (au centre) et Olivier Faure (à gauche), en campagne pour les élections européennes, à Tournefeuille (Haute-Garonne), le 24 mars. VALENTINE CHAPUIS/AFP

Derrière la dynamique Glucksmann, la bataille des lignes au PS

Pour rappeler cette nécessaire union des socialistes, assez inédite au regard de ces dernières années, Nicolas Mayer-Rossignol avait cité un peu plus tôt dans la soirée Aragon : « Quand les blés sont sous la grêle, fou qui fait le délicat, fou qui songe à ses querelles. »

« Opportunisme »

Derrière ce grand rassemblement se joue aussi plus discrètement au PS une bataille de ligne politique. Les trois courants du parti revendiquent chacun leur proximité idéologique avec Raphaël Glucksmann et voient donc dans les bons sondages la validation de leurs stratégies respectives. Une façon de peser, après les européennes, dans les débats en interne en vue de la prochaine présidentielle. Les deux courants minoritaires estiment par exemple que

l'eurodéputé sortant perce à gauche car il marque sa différence avec La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon.

Il redonnerait ainsi vie à un espace social-démocrate disparu, selon eux, après la « soumission » de la direction du PS à LFI lors de l'accord de la Nupes. « Finalement, Raphaël Glucksmann défend la même ligne qu'Anne Hidalgo lors de la présidentielle de 2022 », estime un parlementaire. Même François Hollande a dit, jeudi, sur France Inter, voir dans ce succès un souhait des électeurs de gauche « qu'il y ait une recomposition autour du PS, autour d'une nouvelle famille politique », avec une direction différente, donc.

« Ils rêvent complètement », s'étonne un proche du premier secrétaire, qui rappelle par exemple que « Raphaël Glucksmann n'est pas moins critique

qu'Olivier Faure sur le bilan de François Hollande ». « Ils sont dans une forme d'opportunisme qui n'échappe à personne. En 2019, ils disaient qu'il était impossible pour eux de s'effacer derrière un gauchiste », souligne un autre. De fait, lors des dernières élections européennes, les opposants internes d'Olivier Faure avaient vu d'un mauvais oeil l'arrivée de cet intellectuel à la tête de leur liste. « Et aujourd'hui, ils disent que c'est le meilleur ! », raille une candidate aux européennes, proche du chef du parti.

À en croire l'entourage du premier secrétaire, Raphaël Glucksmann ne serait d'ailleurs pas hostile à une candidature commune de la gauche, LFI compris, à la présidentielle de 2027. Et serait donc totalement en phase avec la pensée d'Olivier Faure. « Raphaël Glucksmann est pour une union de la gauche qui est res-

pectueuse de l'identité de chacun. C'est ce que nous disons aussi », explique Dieynaba Diop, porte-parole du PS, dans le courant de la direction.

Lors de son discours, mercredi soir, à Sotteville-lès-Rouen, l'eurodéputé a loquacement tenu à rester loin de toutes ces batailles du parti de la rose. Le candidat a néanmoins remercié Nicolas Mayer-Rossignol pour « son soutien et son amitié politique ». Quant à Olivier Faure, il a de nouveau rendu grâce à son « pari » de 2019. « Depuis, nous avons travaillé main dans la main », l'a-t-il salué, affirmant que « pas une seule fois, des divergences de fond ou des querelles potentielles n'ont fuité dans la presse ». Comme pour lui rappeler sa fidélité et faire taire ces débats qui, rappelle-t-il, ne concernent pas directement sa campagne européenne. Et n'ont donc pas lieu d'être. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Réduire le PS, relancer Maréchal : double objectif des macronistes

Arriver en tête au soir du 9 juin ? Les macronistes n'y pensent même pas. Si, en 2019, Nathalie Loiseau avait fini à 0,9 point de Jordan Bardella, l'objectif des amis du chef de l'État est cette fois plus modeste. Leur défi électoral est de faire en sorte que le retard de Valérie Hayer sur la liste RN soit inférieur à leur avance sur celle de la liste de Raphaël Glucksmann. Selon la dernière enquête Ifop, Renaissance est à mi-distance de ses deux concurrents : 9 points derrière Bardella, 10 points devant le social-démocrate. Mais le dernier sondage Harris Interactive est autrement inquiétant pour la majorité, qui a 14 points de retard sur le RN, mais 4 points d'avance seulement sur Glucksmann. Au point que certains redoutent le scénario catastrophe d'un croisement des courbes avec la première liste de la gauche.

Pour inverser cette pente dangereuse, les équipes de Renaissance préparent un triple réajustement de leur campagne. Le premier concerne Raphaël Glucksmann. Il était épargné, il va maintenant être attaqué. En entrant en lice, Valérie Hayer avait joué la proximité avec lui, soulignant leurs 90 % de votes communs au Parlement européen et l'invitant même à « être avec nous ». Des amabilités qui avaient surpris son camp et qui, surtout, n'avaient, selon les sondages, ramené aucun électeur de gauche dans le sillage macroniste. Au contraire, le risque était de faire de la liste du PS et de Place publique un vote autorisé. Avant d'ouvrir une brèche, il faut toujours s'assurer du sens de l'eau. Fini donc la mise en exergue de leur compatibilité. Place aux critiques contre une liste de gauche ramenée au principal parti qui l'anime, le PS, qui reste ambigu sur son appartenance à la Nupes. Les macronistes vont marteler que l'« effet Glucksmann » annoncé depuis des semaines n'est avant tout qu'une mode médiatique parisienne. Aux hésitants de centre gauche, il s'agit de montrer que le bulletin Glucksmann est un vote inutile.

Pour combler son retard sur le Rassemblement national, Renaissance a pris acte que l'épouvantail du « parti de l'étranger » n'avait pas fait baisser Bardella. Le procès en soumission à Poutine n'a fait fuir aucun électeur. Les macronistes savent bien, par ailleurs, qu'ils ne seront jamais un second choix pour les lepénistes. L'écart ne pourra pas se réduire par un transfert de voix. Pour rogner le capital de Bardella, le camp de Valérie Hayer s'en remet donc à d'autres. En l'occurrence à Marion Maréchal. La liste de Reconquête peine à percer et tourne dangereusement pour elle autour de la barre des 5 %. Valoriser le parti d'Éric Zemmour, c'est légitimer une alternative au RN. Aider l'ancienne benjamine de l'Assemblée à obtenir des élus, c'est espérer que le nombre d'élus de la liste Bardella diminuera. C'est pourquoi Valérie Hayer et Marion Maréchal ont accepté de se mesurer dans un débat télévisé à la mi-avril.

Mais le meilleur moyen de réduire l'écart avec le numéro un reste d'augmenter son propre score. D'où l'importance de passer enfin à la valorisation d'un projet européen plutôt que de se cantonner à l'attaque de ses adversaires. C'est pourquoi les responsables de la campagne de la liste Renaissance attendent avec impatience le discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe, tant annoncé, que le chef de l'État devrait prononcer la semaine prochaine. En défendant le principe de moyens de défense et de sécurité communs à l'Union. ■

NOUVEAU N°6

LE FIGARO JEUX

N°6

100 MOTS FLÉCHÉS

FORCE MOYENNE

6 € 100 MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO
90 EN VENTE ACTUELLEMENT chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr

ÉCOUTEZ À 8H10
GUILLAUME
TABARD
DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER
avec LE FIGARO



Un adolescent roué de coups près de son collège meurt à Viry-Châtillon

Rozenn Morgat, Jeanne Durieux, et Steve Tenré

Agressé à proximité de son collège, Shamseddine, 15 ans, a succombé à ses blessures ce vendredi. Cinq personnes ont été interpellées.

Il se trouvait entre la vie et la mort depuis jeudi, en fin d'après-midi. Shamseddine, un garçon de 15 ans, scolarisé au collège des Sablons, à Viry-Châtillon dans l'Essonne, est mort ce vendredi en début d'après-midi des suites de graves blessures provoquées par un sanglant passage à tabac aux abords de son établissement.

Transféré la veille à l'hôpital Necker en urgence absolue, il a été opéré dans la nuit de jeudi à vendredi. Le parquet d'Évry, qui a communiqué cette information, précise qu'une enquête a été ouverte des « chefs d'assassinat et de violences en réunion aux abords d'un établissement scolaire ». Pour l'heure, quatre mineurs de 17 et 15 ans et un majeur de 20 ans ont été interpellés et placés en garde à vue, vendredi soir. « Les investigations se poursuivent pour déterminer les circonstances de ces faits criminels », a ajouté le procureur de la République, Grégoire Dulin.

Il est entre 16 heures et 16 h 30 jeudi quand l'adolescent, scolarisé en classe de troisième, est violemment pris à partie par plusieurs individus encaagés, dans le quartier des Coteaux. Il sortait tout juste d'un cours de musique. C'est un riverain, passant non loin de là, qui a découvert le jeune garçon dans une rue située à proximité de son collège et qui a immédiatement prévenu les secours.

D'après une source policière, Shamseddine aurait été violenté pendant de longues minutes par trois jeunes encapuchonnés, à coups de poing et de pied, avant d'être laissé pour mort dans cette rue de Viry-Châtillon. Sa « boîte crânienne, défoncée », lui laissait, selon



Devant le collège Les Sablons, vendredi à Viry-Châtillon. MIGUEL MEDINA/AFP

cette même source, peu de chances de survie. Le corps de la victime présentait également « plusieurs hématomes et des rougeurs ». De son côté, le procureur Grégoire Dulin indique qu'« une autopsie aura lieu dans les prochaines heures » afin de déterminer la nature des coups portés à l'adolescent et la cause exacte de son décès.

Caméras de surveillance

Le jeune garçon a-t-il été victime d'un règlement de comptes ? D'une rixe vengeresse ? « Il est encore trop tôt pour le dire », explique cette source policière en précisant que les individus seraient tous de la même tranche d'âge que la victime. De son côté, la préfète de l'Essonne, Frédérique Camillière, indique « qu'aucune alerte, aucun signe précurseur » n'avait été identifié. Par le passé, le quartier avait connu des rixes entre bandes rivales mais, ces derniers temps, aucune poussée de fièvre particulière n'avait été signalée.

Une seconde source policière, elle, confie que ce déferlement de violences pourrait, d'après les premiers éléments recueillis par les enquêteurs, être liée « à une histoire de filles ». Le jeune ne serait pas connu des services de police ni identifié dans une bande particulière du quartier, détaille-t-elle. « Shamseddine, c'était quelqu'un de sociable, qui avait plein d'amis, pas de soucis. On le connaît depuis tout petit », réagissent deux adolescents très émus, à la sortie du collège des Sablons, ce vendredi, où une cellule psychologique a été ouverte.

Les caméras de surveillance exploitées par les enquêteurs devraient permettre de comprendre comment les faits, dont les témoins semblent rares, se sont déroulés. C'est en tout cas ce qu'espère le maire centriste de la commune, Jean-Marie Vilain, qui précise que les images « ont été réquisitionnées par la police ». Alors que des adolescents scolarisés au collège des Sablons quittaient l'établissement, pour

beaucoup en larmes, ce vendredi, l'édile a également dénoncé une « ultraviolence » devenue « banale ». Les agresseurs de Shamseddine « ont essayé de le massacrer », a poursuivi Jean-Marie Vilain, décrivant « des voyous de la pire espèce ».

« Les faits dramatiques de Viry-Châtillon hier soir sont encore une preuve que l'ultraviolence n'est pas simplement un sentiment d'insécurité mais une réalité, a déploré le secrétaire départemental Unité 91, Guillaume Roux. Quel que soit le motif, c'est un acte intolérable qui devra être très sévèrement puni. »

Alors que le passage à tabac de Samara, une collégienne de Montpellier, suscite aussi l'indignation ces derniers jours, Emmanuel Macron, lors d'une visite dans une école parisienne, a dénoncé vendredi cette nouvelle éruption de violence entre adolescents : « Nous serons intraitables contre toute forme de violence. Il faut protéger l'école de ça », a-t-il martelé. ■

EN BREF

Paris : la baisse des émissions de polluants se poursuit

Les émissions de polluants de l'air et de gaz à effet de serre ont poursuivi leur baisse en Île-de-France entre 2019 et 2021, a annoncé vendredi Airparif, l'organisme de surveillance de la qualité de l'air dans la région. « Les émissions de particules fines (PM2,5) ont baissé de 4 % entre 2019 et 2021 (-47 % entre 2005 et 2021) et celles d'oxydes d'azote (NOx) de 10 % entre 2019 et 2021 (-58 % entre 2005 et 2021) ». Une baisse qui serait notamment due au remplacement de véhicules diesels anciens par des véhicules plus récents et à une légère baisse du nombre de kilomètres parcourus en voiture.

Un drame nourri par la jalousie et la pratique de l'islam : à Montpellier, les camarades de Samara livrent leur version

Alexandra Perrini Envoyée spéciale à Montpellier (Hérault)

À l'origine du lynchage de l'adolescente, selon ses amis, une simple photo de l'agresseuse présumée, sans son voile, sur les réseaux sociaux.

Le calme semble être revenu ce vendredi matin devant le collège Arthur-Rimbaud, à Montpellier (Hérault). Devant l'entrée, les adolescents échangeront des rires et les conversations s'animent avant le début des cours. Certains ajustent leur sac à dos, d'autres consultent rapidement leurs emplois du temps. Derrière cette apparente insouciance, la majorité des élèves reste marquée par la violente agression de leur camarade Samara, 14 ans, trois jours plus tôt.

Mercredi, trois mineurs ont été interpellés et placés en garde à vue. Ce vendredi, ils étaient présentés au parquet en vue de l'ouverture d'une information judiciaire du chef de « tentative d'homicide volontaire sur mineure de 15 ans », indiquait le parquet de Montpellier. Parmi eux, une adolescente de 14 ans scolarisée au collège Arthur-Rimbaud et deux autres garçons, âgés de 14 et 15 ans, dont on ne connaissait pas encore l'établissement de scolarisation. « Chacun d'entre eux admet avoir porté des coups à la victime », précise le parquet dans son communiqué, lequel a requis le placement en détention provisoire « du mineur âgé de 15 ans qui est suspecté d'avoir porté les coups les plus violents ».

Le jour du drame, le professeur principal de Samara aurait prévenu sa mère – selon les dires de cette dernière – qu'un groupe d'élèves était amassé de-

vant le collège, prêt à en découdre. Paniquée, sa mère alerte immédiatement l'administration, exigeant qu'on ne laisse pas sortir sa fille. Mais le message ne semble pas être parvenu à tous les surveillants et Samara est donc sortie de l'établissement.

Qu'a-t-il pu bien se produire pour que la jeune fille finisse lynchée devant son collège ? Devant l'établissement, Rachel*, une amie de Samara, évoque la création d'un compte Snapchat comme point de départ de cet affrontement sanglant. Une personne du collège Arthur-Rimbaud aurait créé ce profil, avec pour pseudonyme « Carbo Mtp » (Mtp désignant Montpellier), en prétendant être la jeune Samara. Sur des vidéos que *Le Figaro* a pu consulter, figurent des photos de jeunes filles nues, dont certaines à caractère pornographique, qui représenteraient, selon les dires de Rachel, des adolescentes de l'établissement. Mais un autre cliché en particulier serait à l'origine du lynchage de Samara.

On y voit la principale agresseuse présumée de Samara, Myriam*, sans son voile islamique. L'objectif aurait donc été de heurter les sentiments religieux de cette adolescente, très pratiquante, portant habituellement son voile en permanence. Myriam aurait donc cherché à se venger, rapporte toujours Rachel. Après la diffusion du fameux cliché, un nouveau message anonyme est en effet porté par le compte Carbo Mtp : « De-

main devant le collège Arthur Rimbaud bagarre à 17 h 30 ».

L'histoire du compte Snapchat pourrait même aller encore plus loin. Pour la majorité des élèves, Myriam serait elle-même derrière ce mystérieux profil. Elle aurait délibérément posté ces photos sur le réseau social, se faisant passer pour sa rivale, afin que Samara reçoive une violente correction. Selon les premiers élé-

« Samara elle se maquille un peu, elle parle aux garçons... Myriam, elle, comme elle est pratiquante, elle ne se maquille pas et elle ne peut pas traîner avec des garçons. Je pense qu'elle est jalouse »

Une élève

ments de l'enquête, il s'agirait d'un « groupe d'adolescents qui avaient pour habitude de s'invectiver et de mettre en ligne leurs photographies... sur des messageries instantanées », indique le parquet. La tension entre les mis en cause et la victime résulterait pour partie de ces publications. »

« Myriam ne voulait rien entendre », poursuit Rachel. Autour d'elle, plusieurs collégiens acquiescent. Tous affirment que la première citation serait jalouse de

Samara. « Samara elle se maquille un peu, elle parle aux garçons... », relate une élève. « Myriam elle, comme elle est pratiquante, elle ne se maquille pas et elle ne peut pas traîner avec des garçons. Je pense qu'elle est jalouse. » Les autres adolescents hochent de nouveau la tête.

Jeudi matin, invitée de matinales radio, la mère de Samara, Hassiba R., abondait : « Samara se maquille un peu. Et cette jeune fille (qui aurait agressé Samara, NDLR) est voilée. Toute la journée, elle la traitait de « kouffar », qui veut dire « mécréant » en arabe (...). Ma fille, elle s'habille à l'européenne. Toute la journée, c'était des insultes, on la traitait de « ka-hba », ça veut dire p'te en arabe. Ce n'était plus vivable physiquement et psychologiquement. »

Le soir même, invitée sur le plateau de l'émission « Touche pas à mon poste », elle opère un étonnant revirement. Cette fois, Hassiba R. lit un texte sur son portable et déclare : « J'incrimine la fille qui a incriminé ma fille, pas une communauté. » Elle précise alors : « Nous sommes une famille musulmane. Ma fille est pratiquante et pieuse. Elle observait le jeûne du mois du ramadan et fait la prière cinq fois par jour. Ce n'est pas la peine de nous utiliser pour salir notre religion. » Et d'insister : « Je dénonce l'instrumentalisation de la souffrance de ma fille par l'extrême droite ». La séquence a fait réagir sur les réseaux sociaux. « Ce message s'adresse à la com-

munauté musulmane, elle protège sa fille. LFI va pouvoir récupérer », a notamment regretté l'anthropologue Florence Bergeaud-Blackler dans un post sur X (ex-Twitter). Avant de poursuivre, dans un autre post : « L'affaire Samara met en lumière crue (...) les pressions que font subir les Frères aux musulmans. Le job des islamo-gauchistes est de taire ce fait bien étudié. Et d'abord de faire taire les musulmans par d'incessantes accusations fallacieuses d'extrême droite. »

Devant l'établissement Arthur-Rimbaud, les collégiens sont nombreux à vouloir donner leur avis, leur version. « Ils étaient cinq ! », avance un jeune qui dit avoir tout vu de la scène... sans en préciser davantage. « Myriam elle aime tout le temps se battre », affirme une élève de sixième. « Il y a souvent des bagarres ici », dit un autre adolescent en tenue de sport. « On a l'habitude maintenant. Même les surveillants ont l'habitude », répond un autre sur son vélo, en haussant les épaules.

Soudain, la sonnerie retentit. Les élèves se regroupent devant l'entrée, surveillés de près par le corps enseignant : « Dépêchez-vous, les cours commencent ! ». Tous s'engouffrent dans l'établissement, laissant sur la place un vide immense, animé seulement par le bruit du vent et par l'envol de quelques feuilles qui retombent sur le goudron. Le calme avant une prochaine « bagarre » ? ■

* Les prénoms ont été modifiés

Éloges de Benoît XVI et réglemens de comptes contre son entourage. Ce sont les deux grands axes du dernier ouvrage du pape François, dans lequel il raconte sa relation avec son prédécesseur, mort le 31 décembre 2022. *Le Successeur*, sous-titré *Mes souvenirs de Benoît XVI*, avec une photo de François en couverture, n'est disponible pour l'heure qu'en espagnol (Éditions Planeta) et ne sortira qu'à l'automne en Italie. Il est le fruit de plusieurs entretiens avec le journaliste espagnol Javier Martínez-Brocal, correspondant à Rome du quotidien espagnol ABC.

C'est le deuxième livre de François, 87 ans, sorti en moins d'un mois. Le précédent, *Vivre*, sous-titré *Mon histoire à travers la grande histoire*, était une autobiographie rédigée avec le journaliste italien de télévision Fabio Marchese Ragona (disponible en plusieurs langues aux Éditions Harper Collins).

La relative précipitation avec laquelle sort ce nouvel ouvrage sur Benoît XVI, sans attendre l'édition italienne, correspond à la volonté de François, apprend-on au Vatican, de répondre au livre de M^{re} Georg Gänswein, secrétaire personnel du pape émérite, *Rien d'autre que la vérité*, maladroitement publié au lendemain des obsèques de Benoît XVI, en janvier 2023.

L'attaque alors menée par M^{re} Gänswein contre François portait sur le fait qu'il avait cassé la grande réforme liturgique de Benoît XVI de 2007 sans consulter ce dernier. En parallèle du « rite ordinaire » de la messe, cette décision libéralisait, dans l'Église, le « rite extraordinaire », selon la liturgie catholique en usage avant le concile

« Certains en sont arrivés à croire que si l'on apprécie Benoît XVI, cela veut dire que l'on n'aime pas le pape François, et inversement »

Javier Martínez-Brocal
Auteur du « Successeur. Mes souvenirs de Benoît XVI »

Vatican II. Plus largement, le libelle de M^{re} Georg Gänswein décrivait les réactions du pape émérite face à certaines décisions de François. L'évêque cherchait à documenter les tensions, voire la rupture, entre la vision ecclésiastique de Benoît XVI et celle de François. Une analyse que ce dernier vient contredire sans concession dans *Le Successeur*. Saut une. Il reconnaît pour la première fois publiquement qu'il « n'(a) pas parlé » avec le pape émérite de sa décision de supprimer sa réforme liturgique phare libéralisant la messe selon l'ancien rite.

Pour le reste, ce nouveau livre est une plaidoirie de François, dont la prémisses soutient que Benoît XVI était en réalité un « progressiste ». « S'il y avait un homme qui allait de l'avant, qui était progressiste, c'était bien lui », lance le pape actuel, rappelant que Joseph Ratzinger était déjà regardé « avec soupçon » lors du concile Vatican II pour cette même raison. « Personne ne le considérait comme un conservateur », souligne-t-il. Et d'ajouter que sa décision de renoncer à la papauté était un acte « très progressiste ».

Tout le récit est dès lors bâti pour prouver que Joseph Ratzinger, puis Benoît XVI, a toujours soutenu le cardinal Bergoglio, puis le pape François. Et vice et versa. Une thèse assumée par l'auteur, Javier Martínez-Brocal, professionnellement reconnu et qui ne cache pas son appartenance à l'Opus Dei. Il confie à l'agence romaine I.Media : « J'ai proposé au pape François de faire cet entretien car j'avais l'impression que le souvenir de Benoît XVI était en quelque sorte « séquestré », approprié par un secteur de l'Église. Certains en sont arrivés à croire que, si l'on apprécie Benoît XVI, cela veut dire que l'on n'aime pas le pape François, et inversement. Cela me semble une déduction inutile. L'idée du livre était donc de rappeler que tout pape est le successeur de Pierre, et qu'il est donc le pape de tous ».

Premier argument de cette vieille amitié, le cardinal Bergoglio affirme qu'il visitait le cardinal Ratzinger, alors préfet de la Doctrine de la foi, à chacun de ses déplacements à Rome et qu'ils partageaient le même point de vue pour combattre les abus sexuels dans l'Église, pour lutter contre le fondateur des Légionnaires du Christ,



Le pape François préside la messe de funérailles de son prédécesseur, le pape émérite Benoît XVI, sur la place Saint-Pierre au Vatican, le 5 janvier 2023. VINCENZO PINTO/AFP

était un homme délicat, il n'était pas faible, il était fort. » Il évacue toute idée de « tensions » entre eux sur leur vision de l'Église, qualifiant cela d'« absurdité ». Plus que cela encore, « il m'a toujours défendu », affirme François. Et d'illustrer son propos en décrivant plusieurs situations où des prélats s'étaient rendus chez le pape émérite pour l'accuser, notamment d'« hérésies ». Le vieux sage les aurait rassurés, en explicitant les intentions de son successeur. Même attitude de Benoît XVI quand des cardinaux étaient allés le trouver, accusant François de « promouvoir le mariage homosexuel ». « Benoît XVI ne s'est pas démonté, parce qu'il savait parfaitement ce que je pensais, écrit-il. Il les a calmés en leur expliquant tout. »

Parallèlement à cette réécriture de sa relation avec Benoît, François n'a pas de mots assez durs contre M^{re} Gänswein. Evêque qu'il avait ren-

« L'un des médecins du monastère a dit à Benoît XVI : "Tu sei uno spione", "Tu es un espion", en l'accusant d'un ton méprisant. Ce que je vous raconte est historique »

Le pape François

voyé, après la mort du pape émérite, en Allemagne, sans affectation ecclésiastique, alors qu'il avait servi Benoît XVI pendant vingt-sept ans. En effet, indique François : « Le jour de l'enterrement a été publié un livre (celui de M^{re} Gänswein) qui m'a mis sens dessus dessous, racontant des choses qui ne sont pas vraies. C'est très triste. Bien sûr, cela ne me touche pas, dans le sens où cela ne m'affecte pas. Mais le fait que Benoît ait été utilisé m'a fait de la peine. Le livre a été publié le jour des funérailles, et je l'ai vécu comme un manque de noblesse et d'humanité. »

Il ajoute que Benoît XVI était littéralement entravé dans ses relations extérieures par M^{re} Gänswein. Avec cette anecdote : « Le pape était resté un ami proche de son premier secrétaire, Josef Clemens. Certains dimanches, vers 5 heures de l'après-midi, il se rendait chez Clemens, qui lui préparait un dîner. Là, ils bavardaient tous les deux, dînaient ensemble, etc. Vers 20 heures, la réunion était terminée et Benoît rentrait chez lui. Sous un prétexte ou un autre, ces dîners ont cessé. A tel point qu'un dimanche, Benoît téléphona à Clemens et lui dit : "Je peux t'appeler, maintenant, car Don Georg est sorti." C'est comme si, pour ne pas froisser ses collaborateurs, il évitait même de téléphoner. » En réalité la décision d'arrêter ces dîners était liée à l'affaire des fuites de documents, Vatileaks.

Une autre scène est rapportée par François. Elle porte sur la fin de vie de Benoît XVI. Il venait de lui rendre visite. Cette fois, il ne nomme pas M^{re} Gänswein mais pointe la responsabilité de « l'entourage », qui n'était autre que le secrétaire personnel du pape malade. « Il s'est passé quelque chose de très moche à ce moment-là. Je pense, l'un des infirmiers était avec moi et l'un des médecins du monastère lui a dit : "Tu sei uno spione", "Tu es un espion", en l'accusant d'un ton méprisant. Ce que je vous raconte est historique, assure François. La mentalité des médecins était de ne rien dire. D'une certaine manière, cela m'a fait comprendre qu'ils avaient presque mis Benoît "en garde à vue". Comprennez-moi bien, je ne dis pas emprisonné ou enfermé, mais plutôt "gardé". »

D'autres personnalités, comme le cardinal Sarah ou le cardinal Tagle, sont aussi touchés par les remarques acerbes de François qui donnent à ce livre d'hommage à Benoît XVI le goût d'un sévère règlement de comptes, sans appel. Un ouvrage qui souffre de vouloir gommer à tout prix les différences ecclésiologiques et théologiques, pourtant objectives, des deux pasteurs aux parcours si contrastés. Ce débat semble édulcoré tandis que François ne jure que par « le chemin synodal », avenir de l'Église. Lancé par Paul VI, comme François le rappelle, il est « la priorité », selon une méthode « où tous participent, où tous parlent, où tous écoutent ». ■

Cet ouvrage dans lequel François revisite sa relation avec Benoît XVI

Jean-Marie Guénois

À travers un livre hommage au pape émérite où il nie toute divergence et toute division, il attaque violemment l'entourage de son prédécesseur.

Marcial Maciel, alors protégé, mais aussi contre les abus de la communauté Saint-Jean.

Deuxième argument : lors du conclave de 2005, François affirme avoir voté pour que le cardinal Ratzinger soit élu pape : « C'était mon candidat, assure-t-il. C'était l'unique qui pouvait être pape à ce moment-là. Après la révolution de Jean-Paul II, qui avait été un pape dynamique, très actif, plein d'initiatives, qui voyageait, nous avions besoin d'un pape qui maintiendrait un sain équilibre, un pape de transition. » Pour autant, il révèle qu'il avait suffisamment de votes en sa faveur pour, s'il l'avait voulu, « bloquer l'élection du cardinal Ratzinger » et faire surgir un « troisième candidat ». Une « manœuvre » pilotée par le cardinal colombien Darío Castrillon que François dénonce aujourd'hui. Il a, confie-t-il, refusé de se prêter à ce « jeu » en se retirant de la course au profit de Ratzinger. Non sans humour, il ajoute : « S'ils avaient élu quelqu'un comme moi, qui fait beaucoup de désordre, je n'aurais rien pu faire. »

François ne mentionne pas le cardinal Martini, jésuite, alors archevêque de Milan, dont plusieurs récits étayés du conclave de 2005 affirment qu'il aurait conseillé aux cardinaux de ne

pas voter pour Bergoglio - qu'il connaissait bien en tant que jésuite -, cassant ainsi son élan contre Ratzinger.

François revient sur un autre épisode. En 2007, Benoît XVI lui aurait donné son appui en acceptant de se rendre au Brésil, bravant « la résistance de la curie ». Il tenait à soutenir les travaux

« Après la révolution de Jean-Paul II, qui avait été un pape dynamique, très actif, plein d'initiatives, qui voyageait, nous avions besoin d'un pape qui maintiendrait un sain équilibre, un pape de transition »

Le pape François

de la Conférence des évêques latino-américains à Aparecida pour en finir avec la théologie de la libération, d'inspiration marxiste, remplacée par la théologie du peuple, promue par l'archevêque de Buenos Aires, Jorge Bergoglio.

Autre preuve, aux yeux de François, de son indéfectible amitié avec

Benoît : ce dernier serait personnellement intervenu en 2011 pour le maintenir à l'archevêché de Buenos Aires, étant alors frappé par la limite d'âge des 75 ans. « Dans la curie, il y avait quelques personnes qui étaient contre moi d'une façon quelque peu exagérée. Ils avaient même le nom du nouvel archevêque de Buenos Aires, qui devait me remplacer », écrit-il. Cet appui a renforcé sa position en 2013, au moment de son entrée au conclave. Il réaffirme qu'il ne s'attendait pas, in-génu, à être élu. « Ce fut comme un toboggan. Je ne réalisais pas, je ne m'en suis rendu compte qu'au déjeuner », le jour de son élection, le 13 mars 2013. François donne aussi ce détail : il avait cherché à téléphoner au pape émérite avant de se présenter à la foule, sur le balcon de Saint-Pierre. Or celui-ci, « devant la télévision », n'aurait pas entendu la sonnerie.

Longuement, François répète que, depuis son élection, il aurait régulièrement fréquenté Benoît, dont « il garde tous les échanges écrits ». « Jamais », assure-t-il, le pape émérite ne lui aurait dit : « Nous ne sommes pas d'accord. » Au pire lui aurait-il éventuellement conseillé, dans des situations complexes, de « prendre en compte tel ou tel point ». Conclusion : « Benoît XVI

Afrique du Sud : faut-il sauver la dernière éléphante de la forêt de Knysna ?

Vincent Jolly

Seule depuis plusieurs décennies, Fiela est la dernière représentante de la population de pachydermes dans cette forêt. Une poignée de scientifiques voudraient changer cela mais des questions éthiques sont soulevées.

Elle s'appelle Fiela. Elle a 54 ans et elle est la dernière survivante de la population d'éléphants la plus australe de la planète : celle de la forêt de Knysna, située à la pointe de l'Afrique du Sud entre Le Cap et Port Elizabeth. Pourquoi Fiela ? Elle a été baptisée ainsi en référence à un roman de Dale Carnegie, une romancière sud-africaine dont un autre ouvrage (*Des cercles dans la forêt*) ont rendu cette région, sa forêt et ses pachydermes célèbres dans les années 1980.

Fiela serait née en mars 1970. À l'époque, le troupeau auquel elle appartient est déjà réduit à peau de chagrin avec à peine une dizaine de spécimens recensés se cachant aux yeux du monde au cœur de la dense et mystérieuse forêt de Knysna. Les siècles passés n'ont pas été tendres avec son espèce partout sur le continent : la soif d'ivoire des colons d'abord, l'évolution démographique ensuite puis l'urbanisation galopante qu'elle engendre naturellement ont entraîné la mort de ses congénères par dizaine de milliers. Sans oublier le braconnage alimenté par des réseaux criminels tentaculaires pour nourrir une demande asiatique en ivoire, or blanc empoisonné de sang.

Aujourd'hui donc, Fiela est seule. C'est en tout cas la conviction des scientifiques qui ont utilisé un système de pièges photographiques pour recenser cette population. Les 5000 photos prises sur une période de dix-huit mois dans la forêt de Knysna ont permis de déterminer qu'à chaque fois, c'était elle qui déclenchait l'appareil. Une situation anormale pour un éléphant et encore plus pour une femelle habituée à marcher en troupeau. D'habitude, ce sont les vieux mâles qui préfèrent errer en solitaire. Les matriarches, les plus âgées du groupe, sont celles qui guident les autres pour chercher eau et nourriture ; ce sont elles, aussi, qui prennent soin et éduquent les petits.

La condition de Fiela est particulièrement alarmante car les éléphants sont des animaux éminemment sociaux, capables de tisser des liens entre eux bien au-delà de leur progéniture directe. Ils se réjouissent de retrouvailles avec leurs pairs, communiquent de manière régulière entre eux, pleurent et recouvrent parfois les corps de leurs congénères morts. Ce sont ces interactions sociales qui entraînent leur cerveau - le plus large du royaume animal terrestre - à développer cette fameuse mémoire. Des expériences menées par des spécialistes ont démontré comment après une trentaine d'années, des éléphants peuvent reconnaître l'urine de leur mère ; ils savent faire la distinction entre le barissement d'un membre de leur famille et celui d'un étranger. Puisqu'ils sont sensibles aux ondes sismiques que

leurs pattes parviennent à capter, ils peuvent retenir l'emplacement de plusieurs autres troupeaux pourtant situés à plusieurs kilomètres d'eux.

Pour Fiela, tout n'est que silence et solitude. Mais peut-être plus pour longtemps. Des bons samaritains voudraient lui trouver des compagnons et - peut-être - des partenaires pour se reproduire. Contrairement aux humains, les femelles peuvent rester fécondes jusqu'à leur vieillesse, et la longévité d'un éléphant de savane oscille entre 70 et 80 ans. En 1994, trois jeunes femelles avaient été transférées dans la forêt de Knysna depuis le célèbre parc national de Kruger, plus au nord. La greffe n'avait pas pris. Les éléphants n'étaient pas habitués à cet environnement. L'une d'entre elles était morte en quelques mois d'une pneumonie et les deux autres avaient fini par sortir de la forêt pour terminer dans une zone agricole, déclenchant des conflits avec le voisinage. Elles avaient été capturées et transférées vers une réserve naturelle. Et Fiela de se retrouver à nouveau seule.

Mais une coalition d'acteurs de la conservation de l'environnement n'a pas

dit son dernier mot - et espère bien sauver le patrimoine génétique des éléphants de la forêt de Knysna. SANParks (l'institution de gestion des parcs nationaux sud-africains), l'African Elephant Research Unit (Aeru) ainsi que le Knysna Elephant Park dont il dépend et d'autres bénévoles voudraient tenter l'expérience. Et introduire de nouveaux éléphants dans la forêt. Cette fois, les trois jeunes femelles (entre 10 et 15 ans) proviendraient d'une réserve à proximité et seraient déjà habituées à cet environnement forestier. Elles seraient également choisies pour leur caractère social et leur capacité à suivre des instructions données par des « mahouts » locaux.

Sixième extinction massive

Le but est d'habituer progressivement Fiela à la présence de ces trois pachydermes en ramenant chaque soir les nouveaux locataires dans des enclos construits à cette occasion et surveillés par des scientifiques. Des précautions sont également envisagées afin d'atténuer les risques de conflits avec les propriétaires terriens vivant à proximité de la forêt pour ne pas répéter le scénario de 1994.

Comment Fiela réagirait-elle à la présence de ces nouvelles amies ? Impossible à prédire. Mais la sociabilité innée de ces animaux laisse penser, selon certains spécialistes, qu'elle pourrait bien les accepter. À plus long terme, l'introduction d'un mâle est à envisager pour espérer que Fiela perpétue la lignée génétique des éléphants de Knysna. Sauf que dans le monde de la conservation de la faune, rien n'est jamais aussi simple. Et plusieurs voix s'élevèrent déjà contre ce projet, arguant que l'homme a déjà bien assez perturbé la forêt de Knysna et ses éléphants. Et qu'il faut donc laisser Fiela tranquille - et seule.

Chaque jour, des animaux meurent partout sur la planète du fait de l'action directe ou indirecte de notre civilisation, et chaque année, des espèces inconnues ou méconnues s'éteignent définitivement. Dans cette époque qui a entraîné la sixième extinction massive, le destin d'un seul éléphant peut paraître insignifiant. L'espèce est certes toujours en danger, mais des populations entières de *Loxodonta africana* affichent des progressions très encourageantes, notamment au Botswana et au Kenya.

Mais isolée dans la forêt de Knysna, la matriarche Fiela est le symbole de quelque chose qui dépasse la simple survie de sa lignée. La polémique autour de son sort est l'illustration parfaite de la dualité des débats sur la sauvegarde de l'environnement face à l'action humaine. D'un côté, une situation que d'aucuns pourraient trouver désespérée car désastreuse. De l'autre, des petites actions jugées futiles face au gigantisme de la tâche.

Mais le Covid-19 et ses origines animales sont venus rappeler l'interconnectivité des différents écosystèmes : c'est le concept de « One Health » (« santé unique »), né au début des années 2000 et qui rappelle que la santé humaine est intrinsèquement liée à celle des animaux. Prendre soin, ou laisser disparaître une espèce a priori sans grand rapport avec l'être humain peut engendrer des réactions en cascade pouvant en fin de compte affecter son environnement direct. Au problème scientifique et environnemental succède alors la question philosophique et éthique : si les éléphants de Knysna peuvent être sauvés, doivent-ils forcément l'être ? Et si oui, comment, et à quel prix ? ■



Des éléphants sont ramenés dans leur réserve par les gardiens du Knysna Elephant Park. Trois jeunes femelles de ce parc pourraient être réintroduites auprès de Fiela, dernière survivante de l'espèce dans la forêt de Knysna. JAMES STRACHAN / ROBERTHARDING VIA AFP

S'adapter au réchauffement de 4 °C attendu en France coûtera cher

Marc Cherki

De premiers ordres de grandeur ont été calculés pour le bâtiment et l'agriculture. L'évaluation pour les transports reste compliquée.

À très près pas, la France se prépare au réchauffement de +4 °C qui l'attend d'ici la fin du siècle (en métropole). C'est ce qui ressort de l'étude réalisée par l'Institut de l'étude de l'économie pour le climat (I4CE) publiée le 5 avril sur les coûts d'adaptation associés. Celle-ci couvre deux grands secteurs, le bâtiment et l'agriculture végétale. Les auteurs ont aussi essayé d'évaluer les coûts liés aux transports terrestres, mais n'y sont pas parvenus, les données pour le transport ferroviaire et les routes étant encore inconnues. Il ne s'agit que de « premiers ordres de grandeur », prévient l'entourage du ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu. Le coût de l'inaction peut déjà être évalué : « Au total, entre 5 milliards et 20 milliards d'euros par an, tous secteurs confondus », résume Vivian Dépoues, expert de l'adaptation à l'I4CE et coauteur du rapport.

Pour s'adapter dans le secteur du bâtiment et rendre les nouvelles constructions confortables malgré les fortes chaleurs anticipées dans une France qui se réchauffera, en moyenne, de 4 °C en 2100 et de 2,7 °C en 2050, ce surcoût est estimé « entre 1 et 2,5 milliards d'euros par an », ajoute l'expert d'I4CE. « Pour l'ensemble des bâtiments existants, y compris le secteur tertiaire et les bâtiments publics, ce montant peut être évalué autour de 4 milliards à 5 milliards d'euros par an avec de hauts niveaux de rénovation. »

Concernant l'agriculture végétale, l'I4CE a pu réaliser une estimation, en lien avec l'entreprise Finres, spécialisée dans la modélisation. « Si l'on souhaite maintenir les productions actuelles de l'agriculture au cours des dix prochaines années, en déployant notamment des solutions de type pilotage de l'irrigation, ombrage, brise-vent, le coût de l'adap-

tation est évalué à 1,5 milliard d'euros par an », explique Vivian Dépoues. Mais l'expert se demande s'il ne serait pas préférable de changer plutôt de modèle agricole.

Anticiper les risques

Si les auteurs n'ont pas encore réussi à évaluer le coût de l'adaptation pour le secteur des transports, c'est notamment que l'évaluation des risques, par exemple par SNCF Réseau, est en encore à ses débuts et que l'analyse va dépendre des risques acceptables. « Par exemple, pourrait-on se passer d'une voie de chemin de fer pendant quelques jours par an ou décider qu'elle devra fonctionner toute l'année, sans interruption, liée aux événements climatiques extrêmes ? », interroge Vivian Dépoues. « De plus, cela dépendra des normes que l'on souhaite fixer pour les ponts et les ouvrages d'art. Il n'exis-

te pas encore d'analyse précise des vulnérabilités des réseaux ferrés et des routes pour une France qui devrait se réchauffer de 4 °C en moyenne. Les études sont en cours. »

Dans son récent rapport de 2024 sur l'action publique face au changement climatique, la Cour des comptes recommandait « d'identifier et de mesurer les coûts d'adaptation du réseau ferroviaire et des gares » et d'inscrire cette démarche dans un cadre fixé par l'État. Les experts de la rue Cambon saluaient les efforts de l'entreprise ferroviaire pour essayer d'anticiper ces risques futurs et d'accorder déjà une surveillance particulière pour « les risques liés aux précipitations et aux inondations ».

En présentant les grands résultats de l'étude, l'entourage de Christophe Béchu a rappelé que le coût de l'inaction sera toujours supérieur à celui de l'anticipation. Dans ce but, il y a déjà sur la

table des premières propositions, notamment la création « d'un fonds d'adaptation pour accompagner les Français », dont les habitations pourraient être touchées par le retrait et le gonflement des argiles, qui fragilisent les fondations des bâtiments, ou le demi-million de logements menacés par l'érosion côtière à horizon 2100. Il est question de mobiliser des fonds publics, du secteur privé et des compagnies d'assurances. Mais la dotation précise et les conditions d'accès aux fonds doivent être dévoilées dans « quelques semaines » à l'occasion de la présentation du troisième plan national d'adaptation au changement climatique.

L'Institut I4CE compte de son côté prolonger son étude et réaliser un « suivi élargi de 3 à 10 secteurs économiques, en intégrant les travaux des acteurs, notamment les propositions des gestionnaires des réseaux de transport en 2025 ». ■

Paris-Roubaix : Van der Poel, l'épouvantail, prêt pour une nouvelle page d'histoire

Jean-Julien Ezvan

Le Néerlandais sera dimanche le grand favori de la reine des classiques. Une épreuve pour un peloton effrayé par les chutes.

Il casse les pavés à grands coups de manivelle. Posé sur la selle quand ses rivaux avalés par la pente doivent mettre pied à terre. L'image, dans le redoutable Koppenberg, a marqué les esprits. Le passage piégeux en avait vu d'autres dans l'histoire épique du Tour des Flandres mais le mont a, comme tout le monde, été impressionné par la démonstration de force d'un coureur dégagant la puissance d'un cheval de trait lors d'une attaque imparable, laissant ses rivaux privés d'adhérence, d'élan, brutalement désarçonnés, pantins brusquement désarticulés.

À 29 ans, le Néerlandais Mathieu Van der Poel, coureur à maturité, a dompté sa fougue et sa force, appris à ne plus courir de façon désordonnée. Il ne s'éparille plus, sent la course et assène le coup fatal avec sang-froid. Avant de laisser parler son endurance pour danser sous la pluie. Sans le moindre rictus sur un visage lisse. Imperméable à la fatigue, insubmersible quand les conditions météorologiques se déchainent. Impitoyable à l'heure d'empocher un troisième succès sur le Tour des Flandres (après 2020 et 2022), le leader de l'équipe Alpecin-Deceuninck arrivé en solitaire sur le vélodrome de Roubaix en 2023 vise, ce dimanche, un doublé sur la reine des classiques. Pour inscrire une rupture (douze vainqueurs différents lors des douze dernières éditions) et devenir le sixième coureur à remporter Paris-Roubaix avec le maillot de champion du monde (après les Belges Rik Van Looy et Eddy Merckx, l'Italien Francesco Moser, Bernard Hinault et le Slovaque Peter Sagan). Lui qui, avec cinq « monuments » à son palmarès (Milan-San Remo et Paris-Roubaix 2023 en plus du triplé sur le Tour des Flandres), figure derrière Tom Boonen et Fabian Cancellara (7) parmi les plus redoutables chasseurs de classiques du XXI^e siècle. Les outsiders ne manquent pas au départ de Compiègne (11h10, arrivée vers 17h10, en direct sur France 3 et Eurosport) mais sur la ligne de départ de la reine des classiques, un nom s'accrochera sur toutes les lèvres. Van der Poel.

Peloton meurtri

Une tête d'affiche qui s'est étranglée, sur X (« C'est une blague ? ») en découvrant les images de la chicane qui précédera l'entrée dans la tranchée d'Arenberg. Un léger détour souhaité par le syndicat des coureurs pour ralentir la meute (passer de 60 km/h à 25 km/h) et réduire les risques de chute qui tétanisent le peloton meurtri par un printemps effroyable avec des carambolages spectaculaires sur la Roue tourangelaise, Paris-Camembert, À travers la Flandre et le Tour du Pays basque. Des « strikes » qui effraient, dus à la vitesse croissante qui abat des records, aux freins à disque qui permettent des freinages tardifs et de manière plus globale à un matériel toujours plus perfectionné. Le vaste coup de frein dans la périlleuse épingle à cheveu avant la plongée vertigineuse (2,3 km en ligne droite, en faux plat descendant) dans la trouée d'Arenberg fera-t-il seulement tomber la vitesse ? Pour lancer la manœuvre, les places seront chères avant l'entrée dans le célèbre sentier cabossé. Le cœur de la course à l'habitude de battre plus fort à cet endroit avant de monter crescendo jusqu'aux clameurs du vélodrome de Roubaix que certains valeureux, même hors délais, s'approprieront à rejoindre. Pour l'honneur. La beauté d'une journée (tousjours) particulière.

Au départ, sur les pavés inoffensifs de la place du château à Compiègne, Mathieu Van der Poel s'avancera avec une cible bien accrochée dans le dos. Et il portera tout au long de l'éprouvante journée une immense pancarte de favori à bout de bras. Le Néerlandais compose avec Tadej Pogacar et Jonas Vingegaard (tombe jeudi sur le Tour du Pays basque, le Danois souffre d'un pneumothorax, de fractures de la clavicule gauche et de plusieurs côtes), le trio qui règne sur le cyclisme mondial (le Slovène Primoz Roglic et les Belges Remo Evenepoel et Wout Van Aert, tous trois pris dans de lourdes chutes ces dix derniers jours, évoluent un cran en dessous des « fan-

tastiques »). Coureurs dominateurs, avides d'espaces, de liberté et de légende qui parfois voient surgir dans leur sillage des questions sur leurs performances extraordinaires.

« Il n'est pas normal »

Loin des courses cadencées manquant d'air et d'idées qui ont longtemps étran-glé le calendrier, la discipline profite pleinement de leurs numéros de haute voltige, des attaques solitaires lancées loin du but menées ventre à terre qui réveillent les souvenirs de Coppi, Merckx, Hinault et compagnie, défiant la raison, fouettant l'épopée, bravant les intempéries pour nourrir l'imaginaire. Mais le cyclisme moderne peut regretter que ces trois-là ne se croisent pas davantage (Pogacar et Vingegaard ne se sont jamais alignés sur Paris-Roubaix).

Même si Mathieu Van der Poel a l'art de se démultiplier. Virtuose de la route, sextuple champion du monde de cyclo-cross, épris de VTT, le Néerlandais a fait grandir une équipe autour de lui pour le porter de la « deuxième division » aux premières places de la hiérarchie mondiale (6^e d'un classement dominé par UAE Team Emirates). Le leader de la formation Alpecin-Deceuninck qui figure dans le top 5 des coureurs les mieux payés du peloton toucherait 4 millions d'euros par an, selon *La Gazzetta dello Sport*. Il a prolongé jusqu'en 2028 avec l'équipe néerlandaise, lui qui avait rejoint la structure des frères Roodhooft en 2011, à 18 ans. « Bien que nous ayons déjà récolté tant de succès, j'ai encore faim pour bien d'autres encore. C'est la parfaite équipe pour combiner la route, le mountainbike et le cyclo-cross », assurait-il en mars.

Cette saison, jusqu'où Mathieu Van der Poel peut-il étendre son ambition ? Il pourrait prolonger l'effort jusqu'à Liège-Bastogne-Liège (le 21 avril), venir promener ses larges épaules et ses cuisses d'airain sur un terrain traditionnellement réservé aux coureurs visant le classement général des courses par étapes. Plus loin, il visera les Jeux olympiques de Paris 2024. Sur route ou en VTT, la décision sera prise à la sortie des classiques. Pour étirer encore et encore une incroyable histoire de famille. Son grand-père Raymond Poulidor (décédé en 2019) est monté à huit reprises sur le podium final du Tour de France. « Pouppou, l'éternel second » aux 189 victoires, vainqueur de 7 étapes de la Grande Boucle qui n'a jamais porté le maillot jaune mais a notamment remporté le Tour d'Espagne, Milan-San

Remo et la Flèche wallonne. Sa malchance, son abnégation, sa longévité et ses racines en ont fait un héros français. Le père de Mathieu, Adrie Van der Poel, marié à Corinne, l'une des filles du célèbre Limousin, fut, lui, lauréat dans les années 1980 du Tour des Flandres, de Liège-Bastogne-Liège, de Paris-Tours ou de l'Amstel Gold Race, a porté le maillot jaune une journée et fut médaillé d'argent des championnats du monde 1983 (derrière Greg LeMond). Raymond Poulidor aimait raconter : « Lorsque Mathieu a été champion du monde juniors sur route (en 2013), j'ai eu David (le frère aîné du coureur d'Alpecin-Deceuninck, qui fut également coureur professionnel) au téléphone, qui m'a dit : "Il n'est pas normal." C'est extraordinaire. Il est bien plus talentueux qu'Adrie et moi. » ■

Mathieu Van der Poel en reconnaissance, vendredi, sur un secteur pavé de Paris-Roubaix.

JONAS ROOSENS / BELGA VIA AFP



Fascination et effroi dans « l'enfer du Nord »

Après Milan-San Remo le pèlerinage romantique qui ouvre les volets du printemps et le Tour des Flandres, course d'obstacles diabolique qui jette la Belgique sur le pas de la porte, Paris-Roubaix vient dérouler son tapis violent. Ses pavés disjointes, dentition irrégulière prête à se refermer brutalement sur les intrépides, se posent comme un rendez-vous phare du calendrier cycliste. Une épreuve hors du temps. Archaïque et furieuse-ment moderne. Belle et cruelle. Pavés copieusement arrosés et gluants ou secs et poussiéreux pour battre des records de vitesse, la course éprouve les corps et les machines. Au service d'une longue histoire. D'hommes (depuis 1896) et de femmes (depuis 2021, course ce samedi).

Bernard Hinault (lauréat en 1981), usant d'un oxymore, aimait parler de Paris-Roubaix comme d'une « belle cochonnerie ». Marc Madiot (vainqueur en 1985 et 1991, manager de l'équipe Groupama-FDJ) y puise l'essence du cyclisme : « La course rassemble tout ce qu'on doit trouver. Elle est brute, bestiale. C'est physique, mental. Une guerre de tranchées. Les pavés, il faut en avoir envie, sinon on reste à la maison. Il n'y a pas de place pour le doute. Cette course, il faut l'avoir dans la tête. C'est un combat, un corps à corps, d'homme à

homme. On est là pour se faire mal, se mettre minable, et ça passe. Le dernier virage et l'entrée dans le vélodrome procurent un frisson particulier. »

« Elle tabasse »

Les secteurs de Briastre (km 111,5) et du hameau du Buat (km 129,5), le seul secteur en montée, de retour sur le parcours, porteront la distance de pavés à 55,7 km (54,5 km en 2023), pour composer, en 29 secteurs, le total le plus élevé depuis trente ans. Pour le reste, le peloton touchera les premiers pavés à Troisvilles (au 96^e km), avant de voir défiler les secteurs redoutés avec notamment la trouée d'Arenberg (au km 164,4), précédée d'une chicane pour couper la vitesse, tenter de réduire les risques et rassurer un peloton hanté par la répétition des violentes chutes collectives qui font de son quotidien un cauchemar, un passage qui promet une belle épine, avant Mons-en-Pévèle (au km 211,1), le Carrefour de l'Arbre (242,5 km)...

« C'est une course à part », décrit le Suisse Stefan Küng (3^e en 2022, 5^e en 2023). « Il y a ces routes dans le nord de la France, les mines à l'époque. C'est dur, c'est rude. C'est archaïque et il y a le cyclisme moderne qui passe dessus avec des vélos en carbone avec la recherche et l'optimisation pour l'aérodynamisme, à gauche, à droite, mais le

pavé reste le même. Cela reste toujours aussi brutal, cela garde cet aspect de hasard, de circonstances qui font que je crois qu'on ne le retrouve qu'à Roubaix. Il y a le Tour des Flandres, mais Roubaix, c'est "l'enfer du Nord", c'est vraiment le cas. Dans ma carrière, il n'y a que cinq courses que je n'ai pas terminées, dont trois à Roubaix... »

Paris-Roubaix, une course qui fascine. Et effraie. « Elle inspire un respect qui est plus grand que sur les autres courses, mais, pendant la course, on n'y pense pas. Après, tu croises parfois les doigts pour que ça passe, mais je ne dirais pas qu'on prend un risque inconsidéré en s'alignant au départ », avance Stefan Küng, avant de lever le voile sur l'envers du Nord : « Paris-Roubaix est une course qui fait mal partout. Elle tabasse. On est non seulement fatigué physiquement, les jambes, tout le haut du corps, mais aussi mentalement. On le ressent le soir, mais aussi un ou deux jours plus tard, avec l'impression qu'un char t'est passé dessus. Les grandes stars du cyclisme aujourd'hui, comme Van der Poel, sont impressionnantes, mais ce ne sont pas toujours elles qui gagnent. Surtout sur des grandes courses comme ça, on peut toujours profiter d'un statut d'outsider. Roubaix j'ai déjà terminé sur le podium. Je pense que j'ai tout ce qu'il faut pour gagner Roubaix. » La course d'une vie... ■ **J.-J.E.**

EN BREF

Rugby : le BO vendu

Trois anciens joueurs, Shaun Hegarty, Flip van der Merwe et Marc Baget, ont racheté le Biarritz Olympique (14^e de Pro D2) pour un euro symbolique à la famille Gave.

F1 : Verstappen revanchard

Contraint à l'abandon en Australie, le Néerlandais rêve de rebond au Japon, dimanche (7 heures).

28^e JOURNÉE LIGUE 1

LILLE (4)	vendredi	MARSEILLE (7)
LENS (6)	samedi	LE HAVRE (15)
PARIS SG (1)	21h C+	CLERMONT (18)
	dim.	
BREST (2)	13h PV	METZ (17)
MONTELLIER (13)	15h PV	LORIENT (16)
REIMS (9)	-	NICE (5)
TOULOUSE (11)	-	STRASBOURG (12)
MONACO (3)	17h C+	RENNES (8)
NANTES (14)	20h45 PV	LYON (10)

8^eS FINALE CHAMPIONS CUP

HARLEQUINS vendredi GLASGOW	
BULLS samedi	LYON
13h30	
STORMERS	16h Fr.2 LA ROCHELLE
EXETER	- BATH
BORDEAUX B.	18h30 SARACENS
LEINSTER	21h LEICESTER
dimanche	
NORTHAMPTON	13h30 MUNSTER
TOULOUSE	16h Fr.2 RACING 92

Tous les matchs en direct sur beIN Sports

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

Courriel : carnetdujour@media.figaro.fr
 sur notre site : carnetdujour.lefigaro.fr
 Téléphone : 0156 52 27 27

Le Carnet du Jour vous accueille du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Vos annonces doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Tarifs :

du lundi au jeudi : 26 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
 24 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes
 vendredi ou samedi : 29 € TTC la ligne, jusqu'à 25 lignes
 27 € TTC la ligne, à partir de 26 lignes

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ; chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Retrouvez nos annonces sur :
carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

fiançailles

M. Hubert de JENLIS et Mme, née Stéphanie Lombard,

M. Antoine GENCE et Mme, née Inma Bravo, sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants

Quitterie et Nicolas

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Mlle Ségolène PÉROUSE de MONTCLOS

file de M. Denis Pérouse de Montclos et de Mme, née Anne d'Onclieu de la Bâtie, avec

M. Philippe ERNAULT de MOULINS

fils de M. Hervé Ernault de Moulins (†) et de Mme, née Hélène de Chabannes Curtin la Pallice.

Chatou (Yvelines). Béchère (Ille-et-Vilaine).

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Mlle Florence de SEISSAN de MARIGNAN

file de M. Gil de Seissan de Marignan et de Mme, née Anne du Pin de Saint-André, avec

M. Louis-Gonzague WIELLARD

fils de M. Ghislain Viellard et de Mme, née Marie-Genèveviève de Feydeau de Saint-Christophe.

Paris.

TOUS LES ÉVÉNEMENTS DE LA VIE S'ANNONCENT DANS LE CARNET DU JOUR :
 Naissances, fiançailles, mariages, anniversaires, deuils, souvenirs...
carnetdujour@media.figaro.fr

vernissages

A l'occasion de la fin de l'exposition de

Yves Lévêque « Envois »,

la Galerie Guillaume

vous invite à un entretien avec l'artiste dans son atelier en direct sur Instagram (@galerieguillaume), le mardi 9 avril 2024, à 19 heures,

et à un finissage à la galerie en présence de l'artiste, le jeudi 11 avril 2024 de 18 heures à 20 heures.

32, rue de Penthièvre, 75008 Paris. www.galerieguillaume.com

deuils

Toulouse.

Mme Serge Alalouf, son épouse,

M. Sébastien Alalouf, son fils.
 Mme Stéphanie Alalouf, sa belle-fille,
 Mme Anne-Sophie Alalouf-Verfallie, sa petite-fille,
 et Lucas son époux, Sasha, Alexandre et Jade, ses petits-enfants,

ont la grande tristesse de vous faire part du rappel à Dieu, entourés des siens, du

docteur Serge ALALOUF

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 9 avril 2024, à 14 heures, en l'église Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus de Toulouse.

Un dernier hommage peut lui être rendu à la chambre funéraire de Cornebarrieu, à partir de ce dimanche 7 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Neully-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Laurence Appia, Paul et Gabrielle Appia, Louis Appia, ses enfants,

Hélène et Mayeul et leurs enfants, Antoine, Aïx, Louise, Agathe, Sophie et Victor, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Joselyne APPIA née Baker,

survenue le 29 mars 2024, dans sa 97^e année, à Asnières-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le vendredi 29 mars 2024, vendredi saint, le

docteur Claudine BLANCHET-BARDON externe des Hôpitaux de Rennes 1967, interne des Hôpitaux de Paris 1971, dermatologue, anatomopathologiste, médecin des hôpitaux (hôpital Saint-Louis), pionnière dans la recherche

et la prise en charge des maladies génétiques de la peau, prix Alfred-Marchionini 1992,

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

nous quittait dans sa soixante-dix-septième année, à Marie-Galante.

La messe de funérailles sera célébrée par l'abbé Xavier Snojck, en l'église Saint-Denis-du-Saint-Sacrement, 68, rue de Turenne, à Paris (3^e), le jeudi 11 avril 2024, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le vendredi 12 avril 2024, à 11 heures, au cimetière de Dammartin (Jura).

De la part de son époux, le docteur Michel Janier, son fils Christoph, ses petits-fils, Maxime, Alexandre et Théophile.

Mme Laure Candlot, sa fille, M. et Mme Jean-Louis Repain, son frère et sa belle-sœur, ses neveux et nièces,

Mme Marie-Françoise Franck, sa sœur, M. et Mme Joël Pauchard, Mme Michel Sarriaux,

vous font part du décès de

Mme Annick CANDLOT née Repain,

le vendredi 5 avril 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Charles-de-Monceau, 22 bis, rue Legendre, à Paris (17^e), le mercredi 10 avril, à 14 h 30.

Anne Doulice et François-Xavier Lefeuvre, Catherine et Bruno Dufay, ses enfants,

Bérengère et Thomas Rossignol, Prudence Lefeuvre, Almière et Tagrid Lefeuvre, Dominique et Alain de Chitray, Armand et Justine Lefeuvre, Alexis et Ambre Dufay, Ségolène et Augustin de Monts, Delphine et Pierre d'Aubigny, Amaury Dufay et Marie-Eve, Antoine Dufay, ses petits-enfants,

Brune, Camille, Joséphine, Abel, Jacques, Adèle, Arthur, Margaux, Louise, Olivia, Capucine, Oscar, Loïs, Sacha, Cléophaé, Flore, Leopold, Thais, Romane, Isaure, ses arrière-petits-enfants,

vous font part du décès de

Mme Henri CHAULIER née le Maire,

le 3 avril 2024, munie des sacrements de l'Église.

« Bijoute » a rejoint son époux Henri, Agnès et Serge Valéry, sa fille et son gendre.

La messe d'A-Dieu sera célébrée en l'église de Mouchard (Jura), le mercredi 10 avril, à 14 h 30.

Mme Germain Commergnat, née Claude Bellet, son épouse,

M. Christophe Commergnat et Mme, née Marielle Nieder, le colonel Thomas Vincotte et Mme, née Sophie Commergnat, le comte Alexandre de Saint-Phalle et la comtesse, née Delphine Commergnat, ses enfants,

Maximilien et Priscilla, Aurélien, Valentin, Elline, Nicolas, Thibault et Océane, Aliénor et Thibault, Myeric, Thérèse, Gabriel, Axel, Elisabeth, Louise, Benoît, Etienne, ses petits-enfants et leurs conjoints,

Éléani, son arrière-petite-fille, vous font part du rappel à Dieu de

M. Germain COMMERNAT

le 4 avril 2024, dans sa 88^e année, à Paris, muni des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Odile, à Paris (17^e), le lundi 8 avril, à 10 h 30, suivie de l'inhumation à 16 h 30, au cimetière Saint-Amâtre, à Auxerre (Yonne).

Chantilly (Oise).

Mme Jacques Delphin, née Bernadette Tillet, son épouse,

Thierry et Isabelle Delphin, Arnold et Sonia Delphin, ses enfants,

Gonzague et Lorraine Delphin, Isaure et Vincent Villedieu de Torcy, Côme Delphin, Éloi Delphin, Clara Delphin, Emma Delphin, ses petits-enfants,

ses 5 arrière-petits-enfants, ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Jacques DELPHIN

au matin de Pâques, le 31 mars 2024, à l'âge de 88 ans.

La messe d'A-Dieu sera célébrée le mercredi 12 avril, à 15 h 45, en l'église Notre-Dame de Chantilly.

La famille Desanges à la regret de vous annoncer le décès de

Gérard DESANGES

écrivain et historien respecté, survenu à l'âge de 86 ans, le 21 mars 2024.

Sa disparition marque la perte d'un esprit exceptionnel, dont l'héritage de bienveillance, d'humour et de passion pour les arts et la littérature restera gravé dans nos mémoires.

Mme Nathalie Herzog-Desurmont, sa sœur, ses enfants et petits-enfants, Mme Manuela Nègre-Desurmont, sa sœur, et M. Pascal Nègre, son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Anne Laure DESURMONT

survenue le 1^{er} avril 2024, à l'âge de 70 ans, à Beaumont.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Martin, rue Saint-Lazare, à L'Isle-Adam (Val-d'Oise), le mercredi 10 avril, à 10 h 30.

L'inhumation suivra à 16 heures, au cimetière de Tourcoing, rue du Pont-de-Neuville, dans la sépulture familiale.

Pascal et Manuela Nègre, 67, rue Ampère, 75017 Paris.

Pascale Halbron née Dreyfus, son épouse, Pierre-Yvan et Marine, ses enfants, Yael, Laura, Daniel, Tsipora, Dimitri et Guy, ses petits-enfants, Noé, son arrière-petit-fils,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre HALBRON

survenu le 4 avril 2024.

19, rue Saint-James, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme Hugues Sarrauste de Menthère, M. et Mme François Gond, M. et Mme Hugues Jevardat de Fombelle, ses enfants,

Thomas et Héloïse, Aurélie et Quentin, Antoine, Anaïs, Pierre-Adrien et Delphine, Ombline et Paul, Victoria et Antoine, Emeric et Mathilde, Clément, Alexandrine, ses petits-enfants,

Gabrielle, Timothée, Aloys, Inès, Félix, Alice, Charles, Domitille, Soline, Flore, Maximilien, Armand, Hortense, Mayeul, Diane, Grégoire et Elise, son arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Bernard JEVARDAT de FOMBELLE née Anne Babaud de Monvallier,

le 4 avril 2024, à l'âge de 98 ans, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 avril, à 14 h 30, en l'église de Feytlat (Haute-Vienne).

Sophie Morello, Catherine et Jean-Marc Natteé, Nathalie et Christian Bilet, Stéphane Kiss, ses enfants,

Cécilia, Alexis, Margaux, Nicolas, Ladovick, Lauren, Adrien, Antoine, Laura et Anatole, ses petits-enfants, Sasha, Juliette, Albane, Louise et William, ses arrière-petits-enfants,

et toute sa famille, ont l'immense chagrin de vous faire part du décès de

Mme Josette KÜSS née Benetou,

veuve du professeur René Küss

survenu le 2 avril 2024, à son domicile.

La cérémonie d'hommage se déroulera le mardi 9 avril, à 13 h 30, en la salle de la Coupole du crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris (20^e).

Cet avis tient lieu de faire-part.

63, avenue Niel, 75017 Paris.

Le Seigneur a accueilli dans Sa Paix et Sa Lumière

Sybille de MADRE médecin psychiatre,

décédée le 5 avril 2024, à l'âge de 26 ans, munie des sacrements.

La messe d'encleinement sera célébrée le mardi 9 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris (16^e).

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, dans la chapelle d'Isle (Mayenne).

Armelle et Patrick de Madré, Xavier, en religion frere Maximilien Marie, Louane, Cyprien Labouche, sa famille et ses amis.

Ni fleurs ni couronnes, des dons à l'Institut du Cerveau hospital de la Pitie-Salpêtrière.

Les associés, collaborateurs et tous les membres du cabinet d'avocats

De Pardieu Brocas Maffei

ont la profonde tristesse de vous faire part du décès de leur associé, confrère et ami,

Charles-Henri de PARDEIU avocat honoraire, co-fondateur du cabinet De Pardieu Brocas Maffei,

survenu le lundi 1^{er} avril 2024.

Le Cabinet s'associe à la peine de sa famille et de ses proches et rend hommage à Charles-Henri de Pardiou, dont le talent, le leadership, le travail et aussi les valeurs humaines, ont été déterminants pour le développement du Cabinet.

Les associés entendent demeurer fidèles à sa mémoire et continueront à être guidés et inspirés par ses valeurs.

Mme Bertrand Pineau-Valencienne, née Danièle Malaquin, son épouse,

Bruno et Maxime-Zoé Pineau-Valencienne, Thierry et Daphné Lopez, ses enfants,

Marie-Capucine et Thomas, Colombe, Victoire et Béatrice, ses petits-enfants,

M. et Mme Didier Pineau-Valencienne, M. et Mme Arnaud Pineau-Valencienne, M. et Mme Philippe Prache, Mme Annie Malaquin, ses frères et sa sœur, son beau-frère et ses belles-sœurs,

ont part du rappel à Dieu de

M. Bertrand PINEAU-VALENCIENNE

le jeudi 4 avril 2024.

La célébration religieuse sera célébrée le mardi 9 avril, à 15 heures, en l'église de Saint-Hilaire-du-Bois, La Callière-Saint-Hilaire (Vendée).

Laurence Marcillaud-Poidevin, sa fille, Nicolas et Alice Marcillaud, ses petits-enfants, Geneviève Beaufils et Danielle Poyard-Miège, ses sœurs, ainsi que toute sa famille

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Giselle POIDEVIN née Poyard,

survenue le 2 avril 2024, à l'âge de 82 ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Georges-de-la-Villette, à Paris (19^e), le vendredi 12 avril, à 10 h 30.

Valeria Roussein, sa fille,

Gilles et Alain Bommelaer, Gilles et Marie-Christine Chodron de Courcel, Patrice Rousseau, ses sœur, frère, belle-sœur et beaux-frères, ainsi que ses neveux et nièces

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Cécile ROUSSEIN née Chodron de Courcel,

le 3 avril 2024.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris (6^e).

Pons (Charente-Maritime). Paris (17^e).

Véronique Thurneysen, Olivier Thurneysen, Philippe et Madeleine Thurneysen, Claire et Marc Schwab, Yves et Isabelle Thurneysen, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, les familles Mellion, Oubradou et Ortéga

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Annie THURNEYSSEN née Mellion,

le mercredi 3 avril 2024, à Pons, dans sa 93^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 avril, à 14 heures, en l'église protestante unie de l'Étoile, Paris (17^e), suivie de l'inhumation dans le caveau familial, au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

En union avec Claude Toulouse (†), son époux,

Denis et Albane Toulouse, Olivier et Agnès Toulouse, Isabelle Toulouse, Béatrice Toulouse (†), Thierry Toulouse, ses enfants,

Vianney, Clément, Adrien, Perrine et Céline, Maïa, Flore et Chloé, ses petits-enfants,

Timothée, son arrière-petit-fils, ont la tristesse de vous faire part du décès de

Edith ZOULOUE née Jozou,

survenue le 2 avril 2024, à l'âge de 91 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 avril 2024, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation suivra à 15 h 30, au cimetière de Ouanne (Yonne).

35, rue de la Ferme, 92200 Neuilly-sur-Seine.

M. et Mme Frédéric Zunz, M. Cyril Zunz, ses enfants,

Auriane, Camille, Guéric, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Mme Christine ZUNZ née Bataille,

le mardi 2 avril 2024, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montfort-l'Amaury, suivie de l'inhumation au cimetière d'Étretat, dans la plus stricte intimité familiale.

Vos messages de sympathie seront reçus sur registre.

messes et anniversaires

Une messe à la mémoire du

comte Augustin de la BOULLÉRIE

décédé le 13 avril 2023,

sera célébrée le dimanche 14 avril 2024, à 10 heures, en la collégiale Saint-Martin de Saint-Rémy-de-Provence.

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui ce jour-là.

souvenirs

Il y a six ans, le 6 avril 2018,

Serge BOUDEVAIX ambassadeur de France,

nous quittait.

Il reste à jamais vivant dans nos cœurs. Prions pour lui.

Francine, Laetitia, Adeline.

Il y a cinq ans, le 7 avril 2019,

Dominique de LA FOURNIÈRE « Minet »,

nous quittait.

Que son souvenir demeure vivant dans le cœur de ceux qui l'ont connu et aimé.

Gilles Kepel : « Le “Sud global” est une grande imposture idéologique et une aberration géopolitique »

ENTRETIEN

Gilles Kepel

Dans son nouveau livre, *Holocaustes* (Plon), le professeur des universités décrit la nouvelle donne géopolitique qui a émergé après le 7 octobre et le déclenchement de la guerre à Gaza. Et il pointe les impasses d'un « Sud global » dont les défenseurs ne partagent rien d'autre que la haine de l'Occident.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devechio
et **Martin Bernier**

LE FIGARO. - Le titre de votre livre, *Holocaustes*, peut donner l'impression que vous renvoyez dos à dos les pogromistes du 7 octobre et la guerre menée par Tsalah à Gaza. Peut-on utiliser le même terme pour les deux événements ?

GILLES KEPEL. - L'objectif n'est pas d'établir une équivalence entre l'hécatombe à Gaza et la razzia pogromiste du Hamas, mais de montrer que, avec le 7 octobre et ses suites, on assiste à une tentative de refonder totalement l'ordre moral du monde. Après l'extermination des Juifs par les nazis, il y a eu un consensus entre le bloc soviétique et les Occidentaux - le procès de Nuremberg en 1947 en ayant été l'expression la plus significative. Or aujourd'hui, dans un grand nombre de pays du « Sud global » et même dans certains milieux européens et parmi la jeunesse universitaire, on constate l'effacement de la mémoire du 7 octobre du fait de l'hécatombe consécutive à Gaza. Le fondement éthique de l'ordre du monde n'est plus le « plus jamais ça » après l'horreur hitlérienne, mais la lutte contre la colonisation, redéfinie rétrospectivement comme génocide. Cela change la donne géopolitique, puisque, à l'affrontement entre l'Occident et le bloc soviétique, se substitue le conflit essentialisé entre un Nord qui serait porteur de toute l'horreur morale et le « Sud global », qui charrierait toutes les vertus positives. Pour effectuer ce renversement épistémologique - et surtout idéologique -, c'est l'enjeu de l'holocauste qui est utilisé. L'Afrique du Sud a ainsi porté à la Cour internationale de justice une accusation de génocide contre Israël, signifiant que le peuple juif victime du génocide nazi pour lequel l'ONU a créé en 1947 l'État hébreu est devenu un peuple génocidaire, et donc que son État serait dénué de légitimité.

Vous parlez d'une nouvelle guerre froide entre le « Sud global » et l'Occident. Ce concept de « Sud global » ne doit-il pas être remis en cause, surtout après l'attentat djihadiste qui a frappé la Russie ?

En effet. La notion fourre-tout de « Sud global » passe outre le fait que ces États censés incarner le bien et le droit sont pour beaucoup dirigés par des régimes illibéraux et liberticides, et surtout qu'une partie non négligeable des peuples du Sud en question, opprimés par des pouvoirs autoritaires ou souffrant de leur faillite et de la corruption, désirent venir vivre dans le Nord supposément détesté, mais démocratique et prospère. Le dernier exemple a été la décision d'Ursula von der Leyen et des autres chefs d'État de l'Union européenne de verser 7,5 milliards d'euros au maréchal Sissi pour éviter qu'une attaque israélienne sur Rafah et un afflux potentiel de Palestiniens fuyant en Égypte ne se traduisent par des embarquements illégaux vers les pays européens.

On est donc dans une grande imposture idéologique, mais aussi dans une aberration géopolitique. Car ce Sud dit « global » regroupe l'ancien tiers-monde et les plus gros morceaux de l'ex-bloc soviétique qui n'ont pas été intégrés par l'Union européenne, c'est-à-dire la Chine de Xi et la Russie de Poutine. Ce dernier a tenté la réconciliation palestinienne en réussissant, sans succès, Hamas et Fatah, et en déroulant le tapis rouge au président iranien Khamenei, chef de l'« axe de la résistance » contre Israël.

Mais il a reçu un coup dans le dos terrible avec l'attentat à Moscou, revendiqué par l'État islamique au Khorassan. Celui-ci regroupe des sunnites ultraradicaux originaires du Sud musulman... de la Russie jusqu'à l'Asie centrale, l'Afghanistan et le nord-est sunnite de l'Iran, le Baloutchistan. Ils se sont agueris en Syrie dans les rangs de Daech, où ils ont lutté contre Bachar el-Assad et les Russes qui le soutenaient. Donc ces derniers sont taraudés par leur propre « Sud global ».

Le Kremlin, tout champion des Brics - qu'il se proclame, fait face à une menace djihadiste sur son territoire. La démographie proprement russe ethnique est extrêmement faible, plus encore que dans l'Union européenne, alors que la démographie des populations musulmanes de la Russie, du Caucase à l'Asie centrale, représente aujourd'hui 20 % de la Fédération et atteindra 30 % dans dix ans. Cela va bouleverser les rapports de force, et la question est assez mal gérée par Moscou. Ce champion du « Sud global » - ci, paradoxalement, a les caractéristiques intérieures d'un pays du Nord !

Vous parlez d'un « clash des civilisations inversé », repris à son compte par les ennemis de l'Occident. De quelle « civilisation » le « Sud global » peut-il se faire le défenseur ? Il n'y a pas de civilisation unique du « Sud global » ; c'est un fantasme. Samuel Huntington, dans son article « Clash of civilisations ? » de 1994, citait mon livre *La Revanche de Dieu*, et j'avais ensuite déjeuné avec lui à Harvard. Je lui avais dit que, pourtant, je n'adhérais pas à sa vision essentialiste des civilisations et des religions. Notamment parce que, dans notre pays, nous avons d'innombrables exemples de nos concitoyens de culture musulmane et issus de l'immigration qui partagent les valeurs de la citoyenneté, voire comptent parmi nos élites économiques, culturelles ou politiques. Ils ont en horreur le séparatisme prôné par la mouvance islamiste, qui les stigmatise du reste comme des « apostats ». Or, aujourd'hui, on retrouve cette vision essentialiste des choses mais elle est portée à l'inverse par les doctrinaires du « Sud global ». Pour eux, tout individu issu du « Sud global » est moralement bon, et le Nord se réduit à la tare éthique de la colonisation. C'est du Huntington qui marche sur la tête ! Tout cela n'est qu'un coup de bluff idéologique dont l'Afrique du Sud, où l'ANC au pouvoir se retrouve à la peine, s'est fait le locuteur par excellence.

« À mon sens, le 7 octobre est beaucoup plus important que le 11 septembre 2001 »

Avec l'accusation de génocide portée par l'Afrique du Sud contre Israël, diriez-vous que l'ONU cède aussi à ce discours ?

L'ONU est aujourd'hui dans une crise assez profonde. Les États qui se réclament du « Sud global » souhaitent que la France et le Royaume-Uni, vieilles puissances en déclin démographique et coupables emblématiques du crime colonial, soient chassées du Conseil de sécurité et remplacées par des pays émergents plus peuplés, comme l'Inde ou le Brésil. L'ONU se trouve dans une impuissance inédite du fait du déphasage entre ses institutions et ces revendications. On le voit par exemple autour de la question de l'Unrwa, l'office des Nations unies pour les secours et les travaux des réfugiés palestiniens : un scandale a éclaté lorsque les Israéliens ont réussi à établir que 12 de ses salariés faisaient partie des assaillants du 7 octobre. Philippe Lazzarini, le patron de l'office, a été entendu sur ce sujet précisément le jour où une autre instance de l'ONU, la Cour internationale de justice, rendait ses conclusions sur la demande de l'Afrique du Sud et indiquait, non pas qu'Israël était « coupable de génocide » - comme le souhaitait Pretoria -, mais demandait à l'État hébreu de « prendre des mesures pour empêcher toute pratique génocidaire ». C'était donc pour Israël une manière de mettre en contradiction l'ONU, qui ne tenait pas l'Unrwa, au moment même où la Cour internationale de justice rendait un verdict qu'Israël n'appréciait pas.

Mais il n'y a pas que l'ONU qui soit affectée par cette reconfiguration de l'ordre moral du monde. C'est aussi le cas des États-Unis. Traditionnellement, la politique américaine au Moyen-Orient était dictée d'abord et avant tout par le lobby pro-israélien, que ce soit du côté démocrate ou républicain. Or, aujourd'hui, un certain nombre d'Arabes américains qui se sont regroupés au Michigan dans la ville de Dearborn ont réussi à mettre en place une sorte de lobby anti-israélien à l'échelle de cet État, qui fait basculer grâce au nombre de ses grands électeurs pour la présidentielle. Dans ce « swing state » que Joe Biden a emporté en 2020 avec seulement 150 000 voix, 100 000 électeurs ont voté « uncommitted » (« non affilié ») aux primaires démocrates, sanctionnant le président-candidat pour avoir fourni à Israël les bombes qui ont permis d'écraser Gaza. Biden est donc pris au piège : soit il donne raison à ces minorités arabes et africaines aux États-Unis ainsi qu'à la jeunesse démocrate, et il perd le vote de Juifs américains qui votent encore majoritaire-

ment pour lui, soit il ne cède pas et perd cet électoral jeune et issu des minorités. Phénomène tout à fait nouveau. Et c'est pour cette raison que, à mon sens, le 7 octobre est beaucoup plus important que le 11 septembre 2001. Après la « double razzia bénie » de Ben Laden contre New York et Washington, il n'y a pas eu une rupture à l'intérieur de l'Occident. Au contraire, tout le monde était du côté des Américains. Harvard n'a pas été cassé en deux, Sciences Po non plus, et l'École normale supérieure n'a pas décidé d'enseigner les doctrines des « Sud » en fermant le master Moyen-Orient Méditerranée... Judith Butler a déclaré chez les Indigènes de la République que « le 7 octobre était un acte de résistance » - elle n'avait pas dit cela pour le 11 septembre, ni pour le Bataclan... Nous sommes face à un renversement de toutes les valeurs qui a été très largement favorisé, il faut bien le dire, par la politique de Netanyahu.

En réponse au terrorisme islamiste du Hamas, le gouvernement de Netanyahu teinte son discours politique de relents messianiques, écrivez-vous. Est-ce aussi cela qui empêche de trouver une issue au conflit ?

Le 7 octobre est l'aboutissement du mélange du registre mystique et politique dans les deux camps. Les massacres ont été vécus par les victimes comme le pire pogrom que les Juifs aient subi depuis la Shoah, tandis que les assaillants l'ont conçu comme une razzia, en référence aux razzias que les armées du Prophète avaient menées contre les Juifs en 628 après J.-C. Cette pratique est valorisée par un certain nombre de prédicateurs et, sans mise à distance historique, cela justifie toutes les violences envers les Juifs au nom des textes sacrés. Mais l'attaque du 7 octobre participait aussi du registre nationaliste : on voit dans les vidéos de surveillance que les assaillants du Hamas crient : « On est chez nous ! »

L'hécatombe commise en réponse par l'armée israélienne à Gaza représente un véritable tournant. Netanyahu est un personnage shakespearien : il a besoin de faire la guerre pour ne pas aller en prison. Avant la guerre même, tous ses chefs d'inculpation le menaçaient de 16 ans d'emprisonnement. Et on lui reprochera aussi le défaut de vigilance, car il apparaitra au regard de l'histoire juive comme un mauvais roi d'Israël, celui qui a conduit son peuple à la catastrophe. Pour cela, il ne peut s'en sortir que s'il remporte une victoire militaire. Or il n'y parvient pas à Gaza après six mois de combat. En 1973, la guerre avait duré 19 jours. Cet échec laisse présager que ce qui se prépare, c'est un affrontement élargi. Cela a été illustré par la frappe spectaculaire de Tsalah sur le consulat iranien en Syrie, tuant le patron des forces iraniennes dans la région, qui contrôle le Hezbollah et une partie du Hamas. Netanyahu pense aussi à une frappe qui affaiblirait profondément le Hezbollah. Cela lui permettrait d'aller à la table des négociations et d'accepter un cessez-le-feu sans apparaître en position de faiblesse. Car c'est l'Arabie saoudite qui détient les clés de la solution pour la création d'un État palestinien aujourd'hui, et elle n'acceptera de le financer que si elle a la certitude que ce ne sont plus les agents de l'Iran, avec le Hezbollah, qui contrôlent tout.

Le problème, c'est que Tsalah a beau être d'une grande efficacité pour les frappes ciblées en Syrie, il y a eu une frappe terrible à Gaza sur un convoi humanitaire de l'organisation World Central Kitchen, qui avait affrété un bateau avec 400 tonnes de nourriture venant de Chypre, tuant aussi des ressortissants de l'Union européenne, des Britanniques et un Américain. Cela donne d'Israël une image épouvantable dans le monde et montre que la surenchère de Netanyahu ne peut pas être complètement contrôlée du fait de l'émigration des populations dans la région. On est donc dans une situation d'immense tension internationale.

Ce conflit s'importe également à l'intérieur même des sociétés occidentales, sur fond d'immigration massive...

Le paradoxe, c'est que les États du Nord sont devenus très multiculturels, contrairement aux États du « Sud global ». Ils apparaissent au moins autant comme un composite ressemblant à la planète dans son ensemble qu'à des pays où les populations dites de souche gardent le contrôle exclusif du pouvoir. Sans que ça ait une quelconque connotation politique signifiance, au Royaume-Uni, le premier ministre est d'origine indienne, le maire de Londres est d'origine pakistanaise et le First ministre écossais est d'origine pakistanaise. En France, le fait que Rachida Dati soit désormais donnée vainqueur potentielle à la mairie de Paris montre aussi que les sociétés européennes ont une capacité intégratrice des populations dont les familles sont venues du Sud. Le procès qui est fait au Nord est donc principalement idéologique. Mais cela ne l'empêche pas d'introduire des clivages très dangereux dans les sociétés européennes en favorisant le séparatisme. C'est évidemment un enjeu très important dans un pays comme la France où la situation sécuritaire est particulièrement tendue avec la perspective des Jeux olympiques à Paris. On se souvient des Jeux de Munich en 1972, où des athlètes israéliens ont été tués par les militants palestiniens du commando Septembre noir : cela indique comment un phénomène mondial peut être l'otage de ce type de conflit. ■



■ **HOLocaustes** de Gilles Kepel, Plon, 216 p., 20 euros.



Deux visions de la civilisation européenne s'affrontent



CHRONIQUE
Mathieu Bock-Côté

On a longtemps tenu les élections européennes pour des élections défouloir. Le mode de scrutin y était favorable, des listes spontanées pouvaient se constituer et des partis autrement condamnés aux marges y faisaient une percée. La colère protestataire passée, il était recommandé de revenir aux formations politiques traditionnelles s'autoproclamant «partis de gouvernement». Certains partis parvinrent néanmoins à s'inscrire dans la durée. On a ainsi vu au Royaume-Uni que le surgissement d'un parti trouble-fête pouvait changer profondément la vie politique d'un pays : c'est en prenant le détour de Bruxelles que l'Ukip de Nigel Farage est parvenu à imposer le thème du Brexit chez lui.

Il n'est pas impossible, toutefois, que les élections européennes changent quelque peu de nature cette fois. Non pas parce que les considérations nationales disparaissent, loin de là, mais parce que semble surgir une forme de conscience politique européenne qui transcende le clivage entre partisans et adversaires de l'UE qui s'est constitué au début des années 1990. S'il n'est pas inimaginable que l'UE s'effondre dans les années à venir, traversée par des contradictions telles qu'elle rejoindrait le cimetière des constructions politiques post-nationales balayées par l'histoire, rares sont ceux, aujourd'hui, qui projettent explicitement d'en sortir. Ils peuvent se préparer à la chute, peut-être s'emparer des circonstances qui la rendraient possible, mais n'entendent pas l'initier : le Brexit n'est pas à la mode.

Un nouveau clivage émerge entre deux conceptions de l'Europe, et ces élections européennes favorisent sa cristallisation. La première est celle de l'extrême centre et des élites européistes qui ne se contentent plus de la mé-

thode Jean Monnet pour se construire : elles rêvent désormais d'un grand saut fédéral, peut-être même d'un grand saut unitaire. Elles ne font plus semblant de respecter la souveraineté nationale, désormais traitée comme une vieille réactionnaire. L'extrême centre prend prétexte de toutes les crises pour justifier la marche forcée vers la souveraineté européenne, qu'il s'agisse du Covid ou de la guerre en Ukraine. Mais cette Europe «puissance» porte en elle une ambiguïté : doit-elle constituer l'Europe à la manière d'un État civilisationnel ou doit-elle en faire un tremplin vers une gouvernance globale à la manière d'un laboratoire mondialiste ?

« La cristallisation du débat politique entre ces deux idées du destin européen laisse croire que pour le meilleur, peut-être, et pour le pire, peut-être aussi, nous assistons à l'émergence d'une conscience politique européenne »

Le paradoxe de cet européisme militant est aussi qu'il a peu d'égards pour ce qu'il faut bien appeler la civilisation européenne, telle qu'on l'a connue historiquement. L'Europe s'y présente comme une entité idéologique qui doit reconfigurer intégralement la vie de ses membres - leur vieille matière historique sera malaxée, il n'en restera pas grand-chose sinon de beaux résidus symboliques. Partout, à chaque moment de la vie, on doit rencontrer l'administration européenne et ses normes. Il faut aussi accepter une pression démographique continue du sud vers le nord comme si les nations historiques étaient jugées trop fatiguées pour peser

démain sur la marche du monde. Cette Europe ne vit pas l'immigration massive comme un problème mais comme un projet : elle redonnera vie ainsi à son vieux corps meurtri. Ce n'est pas sans raison que l'UE mène une propagande permanente pour le voile islamique, devenu le symbole de la diversité.

À l'extrême centre s'oppose le camp «souverainiste», qui de son côté, a aussi évolué. Il croit encore à l'Europe des nations, mais semble désormais la conjuguer avec une Europe civilisationnelle, à laquelle on accorde une existence politique légitime. Autrement dit, le patriotisme européen prend forme, notamment devant le péril migratoire, qui transforme l'Europe en communauté de destin - ce sentiment est aussi renforcé par le basculement de l'Amérique vers l'Asie, comme si elle se détournait pour de bon de son berceau pour devenir un pays monde. Ce qui ne veut pas dire que ces néosouverainistes consentent à la technocratie européenne : c'est ainsi qu'on parle de plus en plus de Brexit pour rompre avec le centralisme bureaucratique bruxellois et de la nomenklatura qui s'est développée à la manière d'une classe profitant de ses opportunités financières et professionnelles.

Les élections du 9 juin ne verront donc pas seulement des nations projeter leurs vies politiques à Bruxelles, mais deux représentations distinctes de la civilisation européenne s'affrontent. On pourrait assurément en explorer d'autres : on se souvient de l'Europe sociale et de l'Europe libérale, de l'Europe mondialisée et de l'Europe protectrice. Ces formules existent encore. L'essentiel est ailleurs : la cristallisation du débat politique entre ces deux idées du destin européen laisse croire que, pour le meilleur, peut-être, et pour le pire, peut-être aussi, nous assistons à l'émergence d'une conscience politique européenne. ■

Pourquoi Jean-Luc Mélenchon est-il aussi ambigu sur l'emploi du terme «génocide» ?



DÉCRYPTAGE
Richard Flurin

En pleine campagne des européennes, et trente ans tout juste après le génocide des Tutsis au Rwanda, un débat fait rage à gauche sur l'emploi du terme «génocide» pour évoquer les bombardements de la population palestinienne. D'un côté, les Insoumis, rejoints par les communistes et les écologistes, l'utilisent et le revendiquent, et de l'autre, Raphaël Glucksmann s'y refuse et préfère parler de «carnage» ou de «crimes de masse». «J'ai un emploi extrêmement précautionneux du terme génocide», a défendu sur TMC l'essayiste, qui a réalisé à 24 ans un documentaire sur le génocide rwandais et en a été, de son propre aveu, marqué à vie. En retour, Jean-Luc Mélenchon lui a reproché sur France 3 «de couvrir le crime, de l'euphémiser, de le nuancer». Il accuse au reste Raphaël Glucksmann de «deshumaniser les Palestiniens».

Des mots qui heurtent dans l'entourage de l'eurodéputé, où l'on rappelle ses condamnations répétées de la situation à Gaza. «Qui déshumanise les Ukrainiens ? Qui déshumanise les Ouïgours ? Qui déshumanise les Syriens ?», s'indigne un proche de Raphaël Glucksmann, en référence, notamment, à des propos de Jean-Luc Mélenchon sur les bombardements russes en Syrie, qui ont causé la mort de 8000 civils selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. «Vous connaissez une guerre où l'on bombarde et où les civils ne reçoivent pas de bombe ? Ça n'existe pas», avait-il affirmé en octobre 2015 sur le plateau de Public Sénat.

Le leader Insoumis refuse de surcroît d'appeler «génocide» le traitement de la minorité ouïgoure en Chine. «Quand vous êtes dans la sphère politique, s'il y a un génocide, alors on intervient militairement pour l'arrêter», avait-il déclaré dans une interview à la chaîne YouTube Thinkerview en janvier 2022. À l'époque, il expliquait le refus de son groupe parlementaire de voter en faveur d'une résolution pour que la France reconnaisse le «génocide des

Ouïgours» par la Chine. Le groupe Insoumis était le seul à voter contre, justifiant son désaccord précisément par l'emploi du terme «génocide».

«Vous faites des phrases et le résultat, c'est que vous abaissez ce qu'est un génocide. Le génocide, c'est le génocide des Juifs : 6 millions de personnes assassinées de manière industrielle au seul fait qu'ils étaient Juifs. C'est le massacre des Tutsis par les Hutus au Rwanda, c'est ce qu'il s'est passé en Serbie. À chaque fois, il y a eu une intervention militaire pour interrompre», déclarait encore Jean-Luc Mélenchon il y a deux ans, enfonçant le clou. Est-ce à dire que ce fervent défenseur de la paix souhaite voir la France intervenir militairement dans la bande de Gaza ? «La première intervention qui doit être faite, c'est une intervention diplomatique», a répondu la tête de liste Insoumise aux européennes, Manon Aubry, sur Franceinfo mercredi matin.

« Manon Aubry a expliqué que la situation au Proche-Orient et celle dans la province chinoise de Xinjiang ne revêtaient pas la même gravité aux yeux de l'ONU »

Cette ancienne humanitaire a expliqué que la situation au Proche-Orient et celle dans la province chinoise de Xinjiang ne revêtaient pas la même gravité aux yeux de l'ONU. «S'agissant des Ouïgours, le terme de génocide n'a jamais été utilisé ni par les Nations unies ni par les ONG», a défendu l'eurodéputé, qui reconnaît malgré tout des crimes «insupportables» en Chine. Si, contrairement à ce qu'avance Manon Aubry, plusieurs ONG qualifient bien l'extermination de la communauté ouïgoure de «génocide», il est vrai que l'ONU n'emploie pas l'expression s'agissant des

Ouïgours, préférant celle de «crimes contre l'humanité».

«En raison de sa gravité extrême, la notion de génocide est toujours utilisée avec précaution en droit international», explique l'avocat William Julié. Y compris s'agissant du Proche-Orient. «Ni le conseil de sécurité ni l'Assemblée générale des Nations unies n'ont qualifié de génocide les massacres commis par Israël à Gaza», ajoute le juriste. L'expression a été employée par une rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens, mais cette dernière ne s'exprimait pas au nom de l'institution. Une décision de la Cour internationale de justice a enjoint à Israël en janvier de «prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide à l'encontre (...) des Palestiniens de la bande de Gaza». Le principal organe judiciaire de l'ONU ne statue pas, en revanche, sur la nature génocidaire des actes commis par Israël. ■

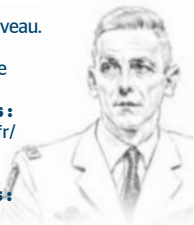
LES RENCONTRES DU FIGARO

Général François Lecointre

Le 13 mai à 20h, Salle Gaveau.
Tarif : 25€.
Placement libre

Rencontres :
www.lefigaro.fr/rencontres

Informations :
01 70 37 18 18



FABIEN CLAREFOND

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pôle audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F.),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France
Mid Print, 20600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner L'undi, au vendredi de 7h à 18h ;
samedi de 9h à 15h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club : 529 € - Semaine : 415 € - Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%. Ce journal
est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Écolabel européen sous
le numéro FR/011/001. **ÉcoPrintation** : Prot. 0,002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
14 cahiers 20 pages
Cahier 2 Économie
8 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 10 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4
Magazine 24 pages
Cahier TV 50 pages
Supplément 5 Magazine
16 pages



DS AUTOMOBILES
Voyager est un Art

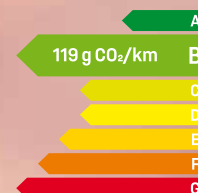
DS 4 HYBRIDE

LE CONFORT À LA FRANÇAISE,
SANS RECHARGE



Avec la nouvelle motorisation HYBRIDE de DS Automobiles,
roulez jusqu'à 50 % du temps en électrique en ville, sans recharge.

À partir de **360 €/mois***, sous condition de reprise,
LLD 48 mois/40 000 km après un 1^{er} loyer de 4 700 €, entretien inclus.



DSautomobiles.fr

DS préfère TotalEnergies – CONSOMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE DS 4 HYBRIDE : 5,2 À 5,3 L/100 KM ET 116 À 119 G/KM. Modèle présenté : DS 4 HYBRIDE ÉTOILE avec options, 1^{er} loyer de 4 700 € puis 535 €/mois. *Exemple pour la Location Longue Durée sur 48 mois et 40 000 km d'une DS 4 HYBRIDE PALLAS neuve, hors option, soit un 1^{er} loyer de 4 700 € suivi de 47 loyers mensuels de 360 € incluant le contrat Entretien Plus (hors pièces d'usure) au prix de 42,5 € par mois pour 48 mois et 40 000 km (au 1^{er} des deux termes échu). Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. Offre non cumulable valable jusqu'au 31/05/2024, sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 6 mois et réservée aux particuliers pour un usage privé, dans le réseau DS participant, et sous réserve d'acceptation du dossier de financement par Stellantis Finance & Services, dénomination commerciale de CREDIPAR, SA au capital de 138 517 008 €, RCS Versailles n° 317 425 981, Intermédiaire d'assurance n° ORIAS 07004921 (www.orias.fr). La marque DS Automobiles est commercialisée par la société Automobiles Citroën - SA au capital de 159 000 000 € - 642 050 199 RCS Versailles, 2-10 boulevard de l'Europe, 78300 Poissy.

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

LE FIGARO économie



ENTREPRISES

FISCALITÉ, NORMES...
LES ENTREPRENEURS
EN PROIE AU DOUTE

PAGE 24

FRANCE TÉLÉVISIONS

DELPHINE ERNOTTE FAVORABLE AU
PROJET DE FUSION DE L'AUDIOVISUEL
PUBLIC. INTERVIEW

PAGE 28



Solaire : le plan de bataille contre les panneaux chinois



STOCK/ADRECOM - FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

Bruno Le Maire souhaite 40 % de panneaux photovoltaïques « made in France » en 2030. Avec les voitures électriques, le cognac et les cosmétiques, ce secteur est l'un des principaux sujets de tensions commerciales entre la France et la Chine. PAGES 22 ET 23

> FOCUS

LE PLAN DU GOUVERNEMENT CONTRE LES « POLLUANTS ÉTERNELS »

Le gouvernement s'attaque à son tour aux « polluants éternels ». S'il s'est prononcé contre la proposition de loi écologiste adoptée jeudi par l'Assemblée nationale, il veut montrer qu'il ne reste pas les bras croisés devant le risque posé par la présence des substances chimiques appelées Pfas dans de nombreux produits du quotidien : poêles, vêtements de pluie...

Les solutions apportées par la proposition de loi ne sont pas les bonnes, estime le gouvernement. Celle-ci prévoit d'interdire la vente de tout produit cosmétique ou destiné au ski contenant ces substances à compter du 1^{er} janvier 2026. Ce serait 2030 pour l'ensemble des textiles. Avec ce texte, « on interdit tous les Pfas pour un certain nombre d'usages sans vraiment se demander s'ils sont dangereux ou pas », estime Roland Lescure, le ministre de l'Industrie. Nous, on a demandé (...) d'accélérer le mouvement en Européens. Parce que c'est en Européens qu'on arrivera à réguler ces produits de manière efficace.

Le plan interministériel dévoilé vendredi s'inscrit dans cette lignée. Il vise d'abord à mieux mesurer l'impact des Pfas et à renforcer leur surveillance. Pour une partie de ces substances, « les connaissances sont parcellaires, voire absentes », relève le gouvernement. La « réduction des risques », c'est-à-dire la limitation de l'utilisation des Pfas dans les produits du quotidien, se fera en s'appuyant sur le niveau européen. En attendant, il s'agira de « préparer l'avenir » en trouvant des substituts et en soutenant la recherche. M. B.

Excédent record du commerce agroalimentaire en Europe

L'Union européenne a exporté l'an dernier bien plus de produits agroalimentaires qu'elle n'en a importés. Ses exportations agroalimentaires ont atteint 228,6 milliards d'euros, tandis que ses importations reculaient à 158,6 milliards. Il en résulte une balance excédentaire de 70,1 milliards d'euros, soit un montant record et une hausse de 22 % par rapport à 2022.

Ces chiffres confirment le statut de première puissance commerciale agricole au monde pour l'UE. Ceci alors que les agriculteurs européens manifestent leur colère contre les traités de libre-échange et les prix jugés insuffisants proposés par l'industrie agroalimentaire, première bénéficiaire de ces exportations. « Ce solde positif est principalement dû aux prix toujours élevés des produits exportés, tandis que baissaient les prix mondiaux des produits importés », notamment des céréales, indique le rapport annuel de Bruxelles. Les préparations à base de céréales, les produits laitiers et le vin restent le moteur des exportations, à hauteur d'un tiers. Les premiers clients des Vingt-Sept sont le Royaume-Uni (22 % du total), les États-Unis (12 %) et la Chine (6 %).

Les exportations vers l'Ukraine ont par ailleurs bondi de 18 % alors qu'en sens inverse les importations de produits agroalimentaires ukrainiens ont reculé de 10 % en 2023. Celles-ci restent toutefois 71 % plus élevées qu'en 2021. Kiev est devenu le troisième fournisseur de produits agroalimentaires de l'UE, avec 7 % de ses importations, derrière Braxilia et Londres. A. BOU.

le PLUS du FIGARO ÉCO

MOBILITÉ

Les acteurs des vélos ou trottinettes partagés à la peine PAGE 26

LA SÉANCE

DU VENDREDI 05 AVRIL 2024

	CAC 40	8061,31	-1,11%
	DOW JONES	38971,83	+0,97%
	ONCE D'OR	2288,45	(2292,50)
	PÉTROLE (Brent)	91,390	(91,180)
	EUROSTOXX 50	5013,02	-1,14%
	FOOTSE	7911,16	-0,81%
	NASDAQ	18159,01	+1,57%
	NIKKEI	38992,08	-1,96%

L'HISTOIRE

L'État étend l'usage d'un insecticide face au risque de jaunisse de la betterave

« Jusqu'à cinq passages de Movento » par an. Cette année, les betteraviers ne seront plus obligés de se restreindre sur l'utilisation de cet insecticide, limitée à « deux passages aujourd'hui », a annoncé Agnès Pannier-Runacher, vendredi, sur France Bleu Nord. La ministre déléguée auprès du ministre de l'Agriculture a en effet décidé de leur accorder une dérogation afin qu'ils puissent avoir davantage recours à ce produit - le spirotéramate - permettant de lutter contre les pucerons responsables de la maladie de la jaunisse, très dommageable pour la production de sucre. En raison d'un hiver doux, le risque est présent comme très élevé. Si la ministre s'est défendue de faire tout compromis sur la santé publique, jugeant que les pesticides les plus dangereux étaient déjà

interdits, les défenseurs de l'environnement y voient un rétropédalage, regrettant que le « principe de précaution » ne soit pas systématiquement appliqué. « Ces dérogations, c'est le minimum du minimum. Indispensable mais insuffisant, a réagi Franck Sander, président de la Confédération des planteurs de betteraves (CGB), association spécialisée de la FNSEA. Tous les capteurs sont au rouge, les réservoirs de pucerons sont au même niveau qu'en 2020, année où on a perdu un tiers de la récolte. » La lutte contre l'utilisation de pesticides dans les champs se heurte à un manque cruel d'alternatives proposées aux agriculteurs. En 2023, l'interdiction en France des néonicotinoïdes, ces pesticides tueurs d'abeilles, décidée à l'échelle européenne, avait suscité la colère du monde agricole. ■



Le ZIG, nouvelle monnaie du Zimbabwe pour lutter contre l'hyperinflation

Pour mettre fin à l'hyperinflation, le Zimbabwe se rue sur l'or. Après plus de vingt ans d'une crise économique endémique, le pays d'Afrique australe a adopté une nouvelle monnaie indexée sur le cours de l'or pour tenter de lutter contre l'hyperinflation. « À compter d'aujourd'hui, les banques convertiront les soldes actuellement libellés en dollars zimbabwéens dans la nouvelle monnaie baptisée l'"or du Zimbabwe" (Zimbabwe Gold), ZIG », a annoncé vendredi le gouverneur de la banque centrale, John Mushayavanhu. Cette mesure vise à favoriser « la simplicité, la confiance et la prévisibilité », a-t-il ajouté en présentant les nouveaux billets colorés. Ornés de dessins représentant des lingots d'or et des rochers emblématiques du pays, les billets se déclinent en huit coupures allant de 1 à 200 ZIG. Les Zimbabwéens ont 21 jours

pour échanger l'ancienne monnaie. La banque centrale a également annoncé une baisse drastique de son taux d'intérêt de 130 % à 20 %. Le Zimbabwe connaît l'un des taux d'inflation les plus élevés au monde, officiellement à 55 % en mars après avoir atteint des taux à trois chiffres l'an dernier lors d'un dernier épisode d'hyperinflation qui avait ravivé de mauvais souvenirs. En 2008, l'inflation hors de contrôle avait atteint un pourcentage de 500 milliards : les prix augmentaient si vite que les étiquettes dans les rayons des magasins devaient être changées plusieurs fois par jour. La banque centrale avait émis un billet de 1000 milliards de dollars zimbabwéens, devenu un objet de collection. Le gouvernement avait alors été contraint d'abandonner la monnaie locale, le dollar américain devenant la monnaie officielle. F. C. (AVEC AFP)

Voitures électriques, panneaux solaires, cognac, Paris et Pékin tentent d'apaiser leurs tensions

Ivan Letessier, Olivia Détry et Valérie Collet

Le ministre chinois du Commerce arrive en visite en France. Certains industriels tricolores s'inquiètent face aux pres

Le président Xi Jinping viendra-t-il en France les 6 et 7 mai afin de célébrer le sixième anniversaire des relations diplomatiques franco-chinoises initiées par le général de Gaulle et Mao ? La date n'est pas encore actée, mais ce projet est en préparation à Paris et à Pékin. « C'est dans cette perspective qu'il faut analyser la visite de Wang Wentao, le ministre chinois du Commerce », assure un industriel au fait du dossier. Pour les fleurons français de l'industrie, qui ont bénéficié depuis les années 1990 d'une très forte croissance grâce à l'ouverture du marché chinois, l'enjeu est crucial. Pas tant parce que la croissance est au ralenti dans l'empire du Milieu mais surtout parce que les autorités chinoises semblent beaucoup moins désireuses d'ouvrir leur marché aux groupes occidentaux : d'une part, elles préfèrent faire émerger des acteurs locaux dans la plupart des secteurs de l'industrie et des services ; d'autre part, elles continuent de soutenir ces groupes afin qu'ils exportent leur production « made in China ».

Mesures de rétorsion

Entre Paris et Pékin, les relations commerciales sont plus tendues que jamais. Les Chinois n'ont pas supporté l'ouverture de deux enquêtes de la Commission européenne (l'une sur les subventions aux véhicules électriques chinois en septembre dernier, l'autre sur les panneaux solaires, cette semaine), dont ils imputent la responsabilité à la France. « Il faut être capable d'innover, d'investir, de maîtriser les nouvelles technologies mais aussi montrer les dents face à des adversaires économiques qui ne nous feront au XXI^e siècle absolument aucun cadeau », a encore déclaré jeudi Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, en rappelant que « le temps de la mondialisation heureuse est fini » au profit d'une « mondialisation de rivalité ».

Pékin a engagé des mesures de rétorsion le 5 janvier par une enquête antidumping contre les brandies européens, visant en fait Hennessy, Martell et Rémy Martin, qui réalisent plus de 30 % de leurs ventes mondiales en Chine. « Cette enquête n'est pas seulement une mesure de

rétorsion, assure un membre éminent de l'exécutif français. Pour Pékin, c'est aussi une façon de favoriser l'émergence de producteurs chinois de brandy. » Au sein du gouvernement français, on avance une troisième explication : « Dans un contexte macroéconomique qui pèse sur la vie quotidienne de la population chinoise, une mesure perçue comme pénalisant les riches peut s'avérer populaire », souffle un haut fonctionnaire.

D'un naturel plus optimiste, certains exportateurs de cognac refusent de croire à une telle hypothèse, dont les effets

en cascade pour les acteurs français du luxe pourraient s'avérer catastrophiques. « Si Pékin voulait véritablement empêcher la consommation de cognac, il aurait pris des mesures beaucoup plus radicales », assure le porte-parole d'un des principaux exportateurs. Il y a dix ans, Xi Jinping avait lancé une campagne anti-dépenses somptueuses et anticorruption, qui avait supprimé une part importante des marchés locaux du cognac et des montres de luxe.

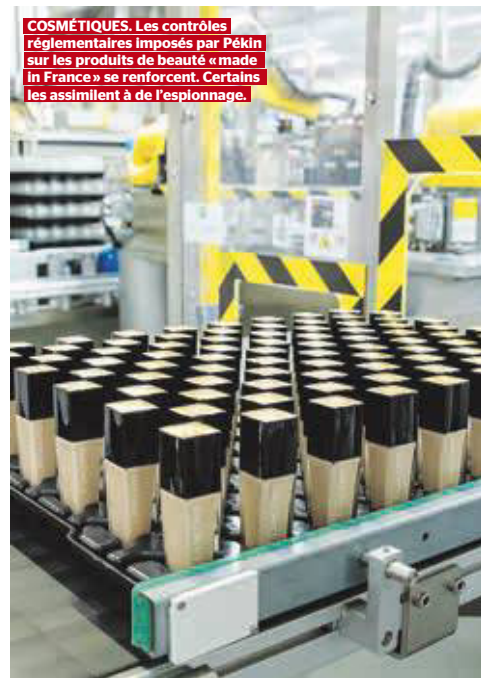
D'autres industriels français sont bien plus inquiets, d'autant qu'un autre bras

de fer se joue depuis deux ans entre les autorités chinoises et les industriels français des cosmétiques. En adoptant en 2021 une nouvelle réglementation sanitaire sur les produits de beauté, Pékin a considérablement renforcé les exigences pour les fabricants occidentaux. Si l'essentiel de ces barrières non tarifaires n'est pas encore effectif, elles restent une épée de Damoclès. L'enjeu est majeur : les champions français de la cosmétique exportent chaque année 2 milliards d'euros de produits vers l'empire du Milieu. Depuis l'été, un groupe de travail

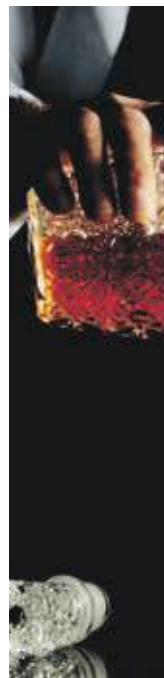
franco-chinois a été mis en place pour tenter d'alléger les procédures. Mais les autorités sanitaires chinoises exigent de réaliser des visites dans les usines françaises. « La tentation monte chez certains groupes de ne plus exporter leurs innovations les plus poussées en Chine, par crainte d'espionnage industriel, assure un bon connaisseur du secteur. Au vu de l'instabilité économique et politique du pays, certains groupes de taille intermédiaire limitent volontairement leur présence là-bas. » Avec la visite de Wang Wentao, nous voulons aller un cran plus loin dans la dé-



AUTOMOBILE. La Commission européenne a lancé mi-septembre une enquête sur les subventions de la Chine à ses constructeurs de véhicules électriques. Pékin y voit la main de Paris.



COSMÉTIQUES. Les contrôles réglementaires imposés par Pékin sur les produits de beauté « made in France » se renforcent. Certains les assimilent à de l'espionnage.



Pékin déploie toutes ses forces sur l'exportation

Armelle Bohineust

En 2019, les Chinois se précipitaient pour acheter des appartements, des voitures ou des produits de luxe. Cinq ans plus tard, Covid, ralentissement mondial et déboires économiques chinois aidant, leur attitude a changé. « L'absence de confiance se lit partout », explique Sophie Wiewiorka, économiste au Crédit agricole. « Dans les chiffres des ventes au détail, de l'investissement privé, dans le niveau des importations (-8,2% en février). Et surtout dans les indicateurs du marché immobilier », ajoute la spécialiste de l'Asie. Ce secteur, fragilisé par la faillite de près de 50 % des promoteurs, continue d'afficher un plongeon des mises en chantier. Bon nombre de logements, déjà payés, ne sont toujours pas achevés ni livrés. Échoués, les Chinois préfèrent donc aujourd'hui épargner plutôt que dépenser.

« Longtemps, Pékin a mis en avant un modèle basé essentiellement sur deux piliers : des exportations s'appuyant sur une production à partir de main-d'œuvre bon marché et d'importantes dépenses d'infrastructures. Pas de quoi stimuler la consommation des ménages. Rien d'étonnant donc, si celle-ci s'avère plus faible par rapport au PIB en Chine que dans les pays occidentaux ou même qu'en Inde », explique Louis d'Arvieu, gestionnaire de fonds chez Amiral gestion. Une politique que Pékin ne semble pas vouloir inverser. La session annuelle de l'Assemblée populaire nationale, rendez-vous clé de l'agenda politique chinois, s'est conclue il y a un mois en

apportant très peu de soutien budgétaire à la consommation des ménages. « Le programme du président Xi Jinping est, au contraire, focalisé sur une augmentation des capacités de production qui doit permettre à la Chine d'être autonome ou excédentaire dans les industries de haute technologie, semi-conducteurs, mobilité électrique ou transition énergétique », souligne Jean-Louis Nakamura, directeur de Conviction Equity, à la banque suisse Vontobel.

Depuis 2020, la croissance des capacités a concerné tous les secteurs, même les moins stratégiques, comme les produits sidérurgiques, les engrais, les micro-ordinateurs ou les machines-outils. Cette augmentation, dictée par l'offre, a rarement été compensée par une hausse de la demande intérieure. Après des années de recul, la surcapacité est donc de retour en Chine. Elle affecte les technologies



La tendance générale des exportations chinoises est à la hausse

Wang Wentao
Ministre chinois du Commerce,
qui sera en France dimanche

propres mais aussi, désormais, l'ensemble du secteur industriel. Et, « les niveaux de stocks très élevés » indiquent « qu'au-delà d'une faible utilisation globale des capacités, les entreprises chinoises semblent avoir souffert d'une surproduction », observe la société de recherche Rhodium Group. Tout est là pour faire bondir l'export. Dans le solaire, où la capacité de production chinoise équivalait déjà au double de la demande mondiale, les exportations de cellules photovoltaïques ont été en 2023 cinq fois plus élevées qu'en 2018. Elles étaient aussi supérieures de 40 % aux niveaux de 2022.

Il faut dire que la gigantesque usine du monde bénéficie d'atouts inappréciables à l'export. « Le biais systémique de Pékin en faveur des producteurs permet aux sociétés chinoises d'augmenter leur production malgré de faibles marges, sans craindre la faillite comme dans les économies de marché », soulignent les experts de Rhodium. Ces entreprises opèrent sur un marché énorme et protégé, largement subventionné par les autorités qui ont mis en place crédits d'impôt substantiels, subventions à la production et baisses de taux d'intérêt. Elles ont aussi à leur disposition les infrastructures nécessaires et une main-d'œuvre bon marché. La faiblesse des prix n'est pas le seul facteur qui explique leur capacité à exporter leur production croissante. En réduisant les coûts des entreprises, en leur permettant de se développer et d'améliorer leurs produits petit à petit, le soutien de l'État a rendu certaines entreprises chinoises très compétitives sur les marchés mondiaux. Il émerge par

conséquent de Chine des géants produisant des biens « au rapport qualité/prix imbattable, parfaits pour l'export », résume Louis d'Arvieu. « Xiaomi, par exemple (constructeur de téléphones à l'origine, NDLR) vient de présenter un véhicule électrique extraordinaire, 20 % moins cher que le produit concurrent de Tesla avec nettement plus d'autonomie », ajoute l'investisseur.

Cette offre particulièrement séduisante arrive sur un marché mondial très demandeur. Et elle met en difficulté les pays importateurs, développés ou non, qui voient leurs excédents commerciaux se dégrader. La Commission européenne a lancé des enquêtes sur les subventions chinoises pour tenter de contrer la concurrence des produits exportés. Mais les autorités du géant asiatique, qui ont déjà manifesté leur réticence face au modèle occidental de consommation, trop hédoniste à leur goût, ne semblent pas disposées à fragiliser leur économie en réduisant les exportations.

L'attitude de Pékin, qui cherche de nouveau à séduire les entrepreneurs et à attirer des investissements, « manque de lisibilité », remarque Louis d'Arvieu. Celui-ci conseille de « surveiller l'évolution de la monnaie chinoise, un bon indicateur de la volonté des équipes de Xi Jinping ». Si celles-ci décidaient de stimuler la consommation interne, l'appréciation du yuan ne les gênerait pas. À l'inverse, « laisser le yuan se déprécier, comme cela s'est esquissé récemment par petites touches par rapport au dollar, est plutôt un signe de soutien à l'export », note l'investisseur. ■

Le plan de Bru de photovoltaï

Emmanuel Egloff

« Il faut un plan de bataille pour le solaire », a insisté Bruno Le Maire devant les élus locaux et des acteurs de la filière, ce vendredi près de Manosque (Alpes-de-Haute-Provence). Le ministre de l'Économie y était en déplacement avec Roland Lescure, ministre délégué en charge de l'Énergie

L'objectif de long terme a déjà été fixé par le président de la République : 100 GW (gigawatts) d'ici 2050. Aujourd'hui, ce niveau est inférieur à 20 GW. Il faut donc « accélérer », selon les mots du ministre de l'Économie. « Il faut être capable de déployer 6 GW de capacité photovoltaïque chaque année, ce qui représente un doublement par rapport aux 3,2 GW installés l'an dernier », a-t-il précisé. Pour aller plus vite, le décret sur l'agrivoltaïsme (solaire sur des zones agricoles) attendu depuis un an devrait être publié ce samedi 6 avril, tandis que les délais autoroutiers vont pouvoir être utilisés pour installer des panneaux photovoltaïques et que les autorisations vont être données plus rapidement pour les installations sur les bâtiments et les parkings.

Mais l'un des axes principaux de la stratégie solaire consiste à créer une industrie française dans ce secteur. Installer 100 GW de panneaux solaires représente 20 milliards d'euros d'investissements. « Je préfère que ces 20 milliards d'euros servent à ouvrir

cosmétiques... commerciales

sions de Pékin.

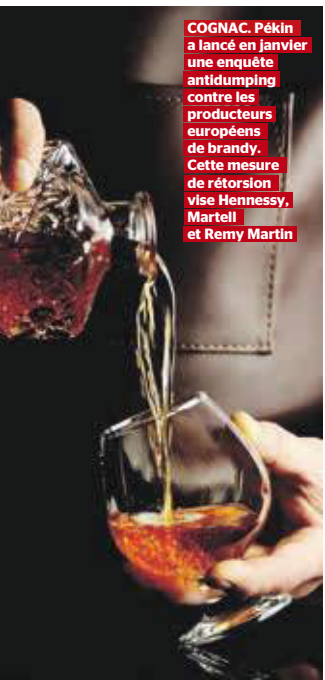
sescalade», assure un représentant de l'exécutif. Le ministre chinois commencera sa visite dimanche après-midi par un entretien avec Luca de Meo, directeur général de Renault et président de l'Accea, la fédération européenne des constructeurs automobiles, et Carlos Tavares, le patron de Stellantis. Dans la soirée, la délégation chinoise dînera dans un grand hôtel parisien proche de l'Élysée avec des industriels des cosmétiques. Lundi, Wang Wentao rencontrera les représentants de la filière cognac avec ceux du Medef avant de déjeuner avec le Comité France-

Chine, présidé par Jean Lemerle (BNP Paris) et Jean-Paul Agon (L'Oréal). L'après-midi, il aura deux entretiens successifs avec des ministres français : son homologue Franck Riester (Commerce extérieur), puis Bruno Le Maire.

«C'est une année particulière, avec le sixième anniversaire des relations diplomatiques franco-chinoises», souligne-t-on au cabinet du ministre de l'Économie, où l'on souligne que «le ministre n'a jamais dit qu'il avait euré à l'ouverture des enquêtes de Bruxelles, même s'il a salué la mesure en présence de son homologue allemand. Le monopole d'initiative de la Commission européenne est absolu. Il n'y a pas d'interférence française.» Et Bercy d'ajouter : «Il n'y a pas d'hostilité de principe aux véhicules électriques chinois et nous sommes favorables aux coopérations dans les batteries électriques. Par ailleurs, nous voulons développer notre propre industrie de panneaux solaires. Les Chinois peuvent le comprendre.»

De Paris à Pékin, les divergences restent pourtant fortes. «Les Chinois sont prêts à contingerer d'eux-mêmes leurs exportations de véhicules électriques et à accepter jusqu'à 20% de taxes, assure un connaisseur du dossier, mais les Français veulent bien plus.» Chez certains industriels, le moral n'est pas à l'optimisme. «L'idée française que trois rencontres bilatérales vont suffire à éviter le bras de fer est une vue de l'esprit, prévient l'un d'eux. Les temps ont changé en Chine, et l'idéologie n'est plus à l'ouverture sur le mode de vie occidentale, jugé éloigné des valeurs chinoises. L'accès aux produits de luxe occidentaux était jusque-là un moyen de laisser une fenêtre de liberté aux consommateurs chinois. C'est beaucoup moins le cas.» Et un autre industriel d'ajouter : «Les autorités chinoises sont persuadées que si les acteurs français du luxe plaident leur cause auprès du président Macron, celui-ci fera une croix sur ses velléités de défense de l'automobile européenne. C'est une grave erreur.» Les prochaines semaines s'annoncent délicates. Dans le camp français, on assure qu'il n'est pas question, cette fois, de renoncer aux enquêtes sur l'automobile et les panneaux solaires pour sauver le cognac français. «On ne refera pas les erreurs du passé», prévient un membre de l'exécutif. ■

COGNAC. Pékin a lancé en janvier une enquête antidumping contre les producteurs européens de brandy. Cette mesure de rétorsion vise Hennessy, Martell et Remy Martin



COURTESY SEBASTIEN BARACA, LENA KORZHILINA, KOZHI TOCKADOBE.COM

no Le Maire pour avoir 40% que «made in France» en 2030

des usines et à créer des emplois bien rémunérés pour nos compatriotes», a proclamé Bruno Le Maire. Ce qui n'est absolument pas le cas aujourd'hui. «La quasi-intégralité des panneaux utilisés en France est importée», a reconnu le ministre, soulignant que le champ devant lequel il s'exprimait était équipé de panneaux photovoltaïques provenant de Malaisie. Les quelques acteurs français encore existants sont en difficulté. Le fabricant de panneaux Systovi, situé près de Nantes, cherche ainsi un repreneur.

«Retrouvons-nous les manches, pour produire en France, d'ici 2030, 40% des panneaux photovoltaïques que nous utilisons», a déclaré le ministre de l'Économie. Pour y parvenir, l'État et les 29 premiers développeurs de parcs et

grands acheteurs vont signer un «pacte solaire» dans lequel le premier s'engage à soutenir massivement le développement du solaire en France, et les seconds promettent de recourir davantage à des panneaux français. Des nouveaux critères d'éligibilité basés sur le contenu carbone des panneaux vont également être appliqués dans le cadre des appels d'offres concernant les parkings et les bâtiments, afin de favoriser les produits fabriqués à proximité. Une prime bas carbone va également être accordée aux développeurs de parcs utilisant des panneaux français, afin d'en compenser le surcoût.

Dernier point : les giga-usines de panneaux - Carbon et Holosolis - actuellement en développement en France vont être soutenues par l'État, notamment via le crédit d'impôt vert existant. Les acteurs existants devraient également bénéficier d'une plus grande attention, notamment pour «trouver des repreneurs lorsqu'ils sont en difficulté, comme c'est le cas actuellement».

Cette stratégie est similaire à celle qui a été mise en place pour l'automobile, où le bonus écologique tient compte de l'empreinte environnementale sur tout le cycle, depuis la production jusqu'à l'utilisation, et donc pénalise les véhicules fabriqués en Asie. Avec un certain succès, puisque, pour les voitures électriques, «la part des véhicules produits en Chine et immatriculés en France est passée de 49% en décembre 2023 à 24% en février 2024», s'est félicité Bruno Le Maire. ■



CHRISTOPHE SIMONATP

Il faut être capable de déployer 6GW de capacité photovoltaïque chaque année



Bruno Le Maire Ministre de l'Économie

LE GRAND TÉMOIN

XAVIER BARBARO

PDG DE NEOEN

«Il n'est pas indispensable de s'affranchir des panneaux solaires chinois»

Propos recueillis par
Elisa Bembaron

Le PDG de Neoen, un producteur français d'énergies renouvelables, estime qu'elles sont complémentaires du nucléaire.

LE FIGARO. - Le gouvernement pousse à la construction d'usines de panneaux photovoltaïques en France. Seriez-vous prêts à les acheter ?

Xavier BARBARO. - Acheter des panneaux solaires français, oui. Mais à quel prix ? Il y a une obsession politique du panneau français, mais il n'y a pas d'usines. Les projets dont on parle sont encore loin d'être sortis de terre. Certes, c'est dommage de se fournir principalement auprès des Chinois, mais ce n'est pas non plus indispensable de s'en affranchir. Une fois que les panneaux solaires sont arrivés en France, ils sont là pour trente ans ! La dépendance est donc toute relative. De plus, les panneaux ne représentent que 20% de la facture totale d'un parc solaire. Le reste, c'est l'installation, les structures en acier, la connexion au réseau. La réalité est donc que l'essentiel de la valeur ajoutée est déjà local, français.

Nous sommes favorables à des panneaux français ou européens que nous serions même prêts à payer 20% plus cher. Si un jour c'était le cas, il faudrait que ces panneaux soient les mêmes que ceux que nous utilisons actuellement, et qui sont très bons. Ce n'est pas la peine d'essayer d'innover à tout prix, avec des produits qui ne seraient pas standards. Les Chinois bénéficient d'un marché intérieur colossal, ils sont très bons dans l'innovation. Ce dont on a besoin en revanche, ce sont des transformateurs électriques européens ou français, des câbles Nexans et des ouvriers français, pour les 80% d'investissements hors panneaux ! Une filière d'excellence française existe dans le photovoltaïque, même si elle ne passe pas par les panneaux proprement dits. En Australie, nous sommes en train de construire une centrale solaire de 440 mégawatts de capacité et nous le faisons avec Bouygues parce qu'ils sont très bons.

En tant que spécialiste des énergies renouvelables, la montée des oppositions à l'éolien vous semble-t-elle critique ? Les premières éoliennes ont été installées là où il y a le plus de vent en France. Il y a donc une très forte concentration de parcs éoliens, surtout dans les Hauts-de-France. Il faudrait parvenir à rééquilibrer cette répartition. Les erreurs initiales d'aménagement sont réversibles. Rien n'interdit de mieux faire, en déployant moins d'éoliennes, plus performantes, et en incitant financièrement les acteurs à aller vers des régions où il y a moins de vent. Il faut éviter de faire comme les Allemands : la production au nord et la consommation au sud. Mieux répartir les moyens de production sur le territoire, c'est aussi garantir une production plus régulière. Et lorsque le vent ne souffle nulle part, c'est en général



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

parce qu'il fait très beau et que le solaire produit à plein.

Ces freins (au développement des éoliennes, NDLR) mettent aussi en danger la production européenne d'éoliennes. Les fabricants européens, Vestas, Siemens Gamesa, Enercon ou Nordex, sont en train de se faire rattraper par leurs concurrents chinois. Pour investir, un industriel a besoin de visibilité sur le long terme. Les Européens en manquent.

Les énergies renouvelables ne sont-elles pas trop subventionnées ? Il faut arrêter avec ça. C'est une électricité qui ne coûte pas cher à produire et qui tourne à plein en hiver. Le bouclier tarifaire a été en partie financé par l'éolien français ! En 2022, la filière a ainsi reversé 1,7 milliard d'euros à l'État, dans le cadre des contrats pour différence : l'électricité produite par les éoliennes valait 80 euros du mégawatt-heure, quand sur les marchés de gros, les prix atteignaient 400 euros.

L'intermittence des renouvelables est pourtant une réalité.

La commission sénatoriale sur les prix de l'électricité a voulu nous faire croire que l'intermittence est un problème. Oui, quand il y en a beaucoup. Mais en France, on pourrait encore doubler la production d'électricité éolienne et solaire sans difficulté. Notre pays bénéficie d'un mix équilibré avec de l'hydroélectricité qui est pilotable, du nucléaire qui fonctionne en continu, et d'un réseau électrique bien maillé et interconnecté avec ses voisins. En France, le débat de l'intermittence se posera dans quinze ans ! Le Sénat, Bercy ont surtout peur que le renouvelable fasse de la concurrence au nucléaire. Or ce n'est pas le cas. Ces énergies sont complémentaires.

Mais contrairement au nucléaire, les renouvelables sont peu coûteux et rapides à déployer, à condition d'avoir les autorisations.

Le gouvernement a décidé de reporter la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et la loi de souveraineté énergétique. Cela freine-t-il le développement des renouvelables ?

L'État fait l'éloge du temps long et s'inscrit dans le court terme. Laissez le secteur privé investir, laissez-nous mener nos projets et générer des volumes d'affaires dans le BTP. Concernant les autorisations, nous ne demandons pas nécessairement d'obtenir des permis en plus grand nombre. En revanche, il faut nous dire oui ou non plus vite. La loi d'accélération des renouvelables donne davantage de pouvoir aux associations dans les CDPENAF (commissions de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers), des avis conformes sont devenus obligatoires, il faut faire du zoning... Ce texte a tout ralenti. Cela renchérit les coûts ; il y a moins de projets et la part de ceux qui sont rejetés est plus importante qu'avant. Avoir une PPE repoussée aux calendes grecques ne rassure absolument pas sur le maintien des volumes d'appels d'offres dans le temps.

Ces procédures d'appels d'offres ne sont-elles pas un soutien déguisé aux renouvelables ?

Pas du tout. Les derniers appels d'offres ont été conclus autour de 80 euros du mégawatt-heure (MWh). Les prix étaient même descendus à 55 euros du MWh, quand les coûts de construction et de financement étaient plus bas. Avec ce mécanisme, l'État achète de l'électricité à un prix très compétitif et prévisible. ■

Face à la déroute des comptes publics, les entreprises s'inquiètent pour leur fiscalité

Julie Ruiz Perez

Elles dénoncent l'instabilité fiscale et le risque que des hausses de prélèvements feraient peser sur la compétitivité.

Les promesses gouvernementales n'engagent-elles que ceux qui les croient ? Alors que le gouvernement cherche « plusieurs milliards » pour 2024 et au moins 20 milliards pour son budget 2025, l'avenir des baisses d'impôts jadis promises par l'exécutif est devenu incertain. Sans compter que les prélèvements exceptionnels font leur grand retour dans les discours de certains poids lourds de la majorité. Et s'il y en a qui ont bien compris qu'elles seraient concernées, ce sont les entreprises.

Dans le rang des impôts qui sont censés baisser, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises occupe une place de choix. En 2025, la CVAE - un impôt de production - doit être réduite de 1 milliard d'euros. Cet engagement avait provoqué une sévère passe d'armes entre le gouvernement et le patronat l'automne dernier. En effet, selon les promesses de campagne présidentielle, cette taxe qui rapportait encore 4 milliards à l'État devait être totalement supprimée cette année. Finalement, Bruno Le Maire était parvenu à apaiser les tensions en proposant non pas un report - comme le préconisait Matignon à l'époque - mais un étalement de la disparition de cet impôt sur quatre ans. Ainsi, cette année, 1 milliard de CVAE a bien été supprimé. Mais, pour l'année prochaine, l'abandon de la promesse gouvernementale « nous pend au nez », déplore une source patronale qui a le sentiment que cette décision est

déjà quasiment prise.

Pour sa part, François Asselineau, président de la CPME, bien que « pessimiste » et « en droit de l'être », affirme qu'il « ne désarme pas sur le sujet ». « On va continuer à se battre pour faire respecter au gouvernement sa promesse », martèle-t-il. Même son de cloche au Medef : « Nous restons vigilants. Il y a une forme d'inquiétude sur ces questions de fiscalité. »

Manque de prévisibilité

Du côté du gouvernement, Bruno Le Maire marche sur des œufs. Alors qu'il évoquait cette suppression de CVAE il y a encore un mois, Bercy tient désormais un discours est plus prudent. « Nous verrons plus tard pour les baisses d'impôts de l'année prochaine, le sujet actuellement, c'est plutôt les économies qu'on doit faire en 2024 », chuchote un proche du ministre de l'Économie. Le premier ministre, quant à lui, a affirmé à plusieurs reprises vouloir « protéger les entreprises », mais n'a pas reparlé des gestes fiscaux promis. « Les annonces seront faites en juin », esquisse son cabinet.

Ce jeu de ni oui, ni non, n'amuse pas les dirigeants. « Jusqu'à présent, une chose à mettre au crédit du gouvernement, c'est qu'il a tenu une ligne de stabilité fiscale où il a fait ce qu'il annonçait, décrit François Asselineau. Mais il faut qu'il fasse très attention au message qu'il envoie. Si on commence à comprendre que les choses vont changer en matière fiscale, cela aura un impact négatif sur le climat économique. » Les chefs d'entreprise le répètent

depuis des années : il n'y a rien de pire pour eux que le manque de prévisibilité.

En ce moment, le gouvernement est bel et bien en train d'ouvrir les portes pour « changer les choses en matière fiscale ». En début de semaine, le premier ministre a lancé un groupe de travail chargé de trouver comment « taxer les rentes », citant l'exemple des énergéticiens et des rachats d'actions. « Du bricolage, commente une source patronale, d'abord j'aimerais bien savoir ce que c'est qu'une rente. » Les députés de la mission ont déjà commencé à répondre à cette question. Parmi eux, Nadia Hai (Renaissance) affirme que la mission va « aller regarder tous les secteurs d'activité : les transports », dont les « autoroutes », et les « labos pharmaceutiques », par exemple. De son côté, Jean-Paul Mattel, représentant le MoDem dans la mission, devrait pousser en faveur de la taxation

des « superdividendes », comme il l'avait fait lors des précédents budgets.

Par ailleurs, certaines niches fiscales pour les entreprises pourraient aussi être étudiées. Parmi elles, le « pacte Dutreil » - qui permet une baisse d'impôts sur les transmissions intrafamiliales d'entreprises - et le désormais fameux crédit d'impôt recherche (CIR) sont scrutés avec intérêt par les services de Bercy, qui se verraient bien les resserrer. Certains, dans la majorité, « tolletteraient » bien le CIR - plus importante dépense fiscale française à 7 milliards d'euros -, afin de faire des économies et de mettre fin aux « forts effets d'aubaine » constatés sur certains de ces dispositifs, selon la formule d'un député Renaissance. « Le gouvernement pourrait être tenté d'écrire le crédit d'impôt par le haut, et de cibler les grandes entreprises », avance un patron habitué des couloirs de Bercy.

Échaudé par toutes les menaces qui planent sur la fiscalité des entreprises, Patrick Martin, président du Medef, a récemment pris la plume pour conjurer les députés de ne pas sacrifier la compétitivité sur l'autel du rétablissement des finances publiques. « Les mesures budgétaires qui se doivent d'être décidées en France, au regard de la situation de nos finances publiques, doivent prendre en compte le panorama économique et concurrentiel mondial, avec pour objectifs, notamment, la compétitivité de nos entreprises et l'attractivité de notre pays. Si tel n'était pas le cas, le risque serait réel d'une accélération du déclin de notre pays, et d'un affaiblissement de nos performances donc des rentrées fiscales et sociales. L'objectif partagé de retour au plein-emploi s'éloignerait à nouveau », prévient-il, dans un courrier qu'il vient d'envoyer aux parlementaires. ■

« Parce qu'on est chef d'entreprise, on est vu comme des profiteurs, voire des escrocs »

Louise Darbon

« Notre urgence, c'est de sortir du carcan des normes. » Audrey Louail, présidente de Croissance Plus, réseau d'entreprises en croissance, sirote un café sous le soleil avignonnais. En ce début du mois d'avril, les voûtes du Palais des papes accueillent loin de la grisaille parisienne et pour trois jours le Spring Campus, rendez-vous annuel de l'association. La présidente a donné le ton de ces rencontres, où - entre une conférence de Franck Ferrand sur l'histoire extraordinaire des murs qui hébergent l'événement et des ateliers sur la CSRD ou l'intelligence artificielle - les entrepreneurs venus d'un peu partout papotent et réseautent, un verre de rosé à la main. Comme toujours chez Croissance Plus, l'état d'esprit est positif. Les entreprises présentes sont prospères, et croissent malgré les crises et la conjoncture maussade. Mais si, sous le ciel ensoleillé d'Avignon, l'ambiance est la détente - Audrey Louail rappelant qu'il s'agit de « prendre du recul pour revenir inspirés dans nos entreprises » -, les réalités du quotidien de chef d'entreprise ne sont jamais loin. « On vit dans un régime de défiance », regrette ainsi Alain Garnier, patron de Jamespot, société qui développe un réseau social d'entreprise, attablé sous les voûtes d'une gigantesque salle médiévale. S'il ne veut pas se « laisser aller à la sinistrose », il regrette de « devoir sans cesse prouver à l'administration que l'on fait les choses bien ». « On ne nous fait pas confiance », souffle le chef d'entreprise.

« Le gouvernement met en place des aides, des accompagnements pour les entreprises et c'est super, reconnaît-il. Mais on doit justifier sans cesse chaque ligne de dépenses. » « Parce qu'on est chef d'entreprise, on est vu comme des profiteurs voire des escrocs », abonde Laurent Longin, patron de HA PLUS PME, une plateforme d'achats. Lui aimerait voir naître un vrai dialogue entre entreprises et administrations,

avec lesquelles il reconnaît n'avoir « aucune relation ». « L'accumulation des normes, des contrôles, ça n'est pas une preuve de confiance », renchérit de son côté Cédric Pironneau, patron du grossiste en assurances SPVIE, qui - s'il reconnaît que son activité se porte au mieux -, avoue sentir une inflexion de la conjoncture. « Quand on se parle entre pairs, on sent que dans pas mal de secteurs, ces derniers mois ont été plus compliqués, qu'il y a de l'inquiétude parce que la consommation baisse », confie-t-il.

Un constat que l'état des finances publiques ne vient pas arranger. « Les chefs d'entreprise ont peur de se faire plumer ! », lance ainsi un patron au milieu du brouhaha de la soirée. Un sentiment partagé par les 250 dirigeants présents en cette fin de semaine. « Ils annoncent vouloir s'attaquer aux rentes, mais ils font de l'effeuillage », s'agace ce dirigeant qui préfère rester discret. Quoi qu'en dise le gouvernement, « on ne voit pas comment on peut faire autant d'économie sans toucher à la fiscalité », confie-t-il.

Et ce, malgré les promesses de Bruno Le Maire et de Gabriel Attal de ne pas aller faire la fiscalité. « On sait que la France doit faire des économies : la question est de savoir si on arrivera à se passer d'une politique de l'austérité », interroge ainsi Audrey Louail, la présidente du réseau qui est aussi patronne de la société d'infogérance Eritel. Pour autant, la dirigeante répète à l'envi son optimisme et son espoir de voir gouvernement à maintenir le cap de la politique de l'offre. Ce vendredi, elle n'a pas manqué de passer le message à Bruno Le Maire, invité d'honneur de ce Spring Campus 2024 au thème évocateur : « aller au bout de ses rêves ». Une première pour l'association patronale.

Lui, en retour a tenté de les rassurer. Révé semptentier des chefs d'entreprise français, la simplification est ainsi mise au cœur du discours du ministre de l'Économie, prononcé après un déjeuner vendredi en petit comité, partagé avec des entrepreneurs très sur le volet. « Je suis totalement déter-



De gauche à droite : Céline Garrison, directrice générale de Croissance Plus, Thierry Suquet, préfet du Vaucluse, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, et Audrey Louail, présidente de Croissance Plus, vendredi, devant le palais des Papes, à Avignon. COLLECTION PARTICULIÈRE

miné, parce que la complexité, ça me saoule aussi en tant que ministre », lance-t-il ainsi devant un auditoire bienveillant. En plus de la suppression de 80% des formulaires CERFA déjà prévue, Bruno Le Maire annonce devant les entrepreneurs de Croissance Plus que désormais, les entreprises bénéficieront d'une seule plateforme dématérialisée pour répondre aux appels d'offres émis pour les marchés publics, afin de centraliser les quelque 3700 services d'achat existant. Qui plus est, le principe du « dites-le nous

« Je suis totalement déterminé, parce que la complexité ça me saoule aussi en tant que ministre »

Bruno Le Maire
Ministre de l'Économie,
devant les entrepreneurs
de Croissance Plus

une fois » devra s'appliquer pour la commande publique aussi. « On ne vous redemandera pas votre numéro de SIRET si vous avez déjà postulé », affirme le ministre, sous les applaudissements patronaux.

En matière normative, il promet de mettre fin à la pénalisation des entreprises qui ne respecteraient pas la CSRD, cette norme environnementale européenne qui pèse lourd sur les épaules des PME et des ETI françaises. L'hôte de Bercy souscrit enfin à la demande exprimée par Croissance Plus de réserver une part de la commande publique aux PME et ETI françaises et européennes. Bien conscient des inquiétudes de son audience, Bruno Le Maire se veut rassurant, et promet « une fin d'année 2024 bien plus positive, et des années 2025 et 2026 bien plus solides économiquement ».

« Sur le fond, son discours est parfait », reconnaît en ajustant ses lunettes de soleil Timothée de Courcy, patron du groupe hôtelier Helzear. « On

est tout à fait d'accord avec ses volontés et la direction à prendre. Mais reste à savoir si les discours seront suivis d'effets », dit-il en haussant les épaules. « J'adorerais qu'il simplifie, c'est certain, avoue Hélène Saint Loubert, ancienne présidente de l'agence de publicité Grenade and Sparks. Mais si je suis convaincue qu'il a envie de faire bouger les choses, je ne suis pas convaincue en revanche des moyens qu'il se donne ». « Cela fait 7 ans qu'il est à Bercy, pourquoi ne pas avoir simplifié avant ? », lance-t-elle avant de rejoindre les entrepreneurs partis visiter les vignes alentour.

« Il y a les mots d'amour et les preuves d'amour », soupire laconiquement un participant, dans les couloirs de l'ancienne résidence papale. Car, si les entrepreneurs sont positifs, optimistes même, malgré les aléas de la conjoncture, ils sont aussi des Saint Thomas, qui attendent de voir cette simplification tant attendue se concrétiser pour y croire. ■

Venise lance son péage journalier pour endiguer le surtourisme

Valérie Segond

À compter du 25 avril, pour certaines dates de la haute saison, les visiteurs d'un jour devront acquitter un droit d'entrée.

Ce sera une première mondiale. À compter du 25 avril, et ce pendant vingt-neuf jours déterminés de la haute saison touristique, un nouveau dispositif de régulation du tourisme journalier entrera en vigueur à Venise qui vise à protéger un centre historique fragile. « Cela fait des années que nous y réfléchissons mais nous sommes les premiers au monde à tenter l'expérience », se réjouit Luigi Brugnaro, ancien entrepreneur devenu maire de Venise en juin 2015. Un dispositif encore expérimental pour la ville et qui, selon ses résultats, pourrait donner des idées à toutes les villes du monde qui font face au surtourisme et cherchent à le réguler.

Ce dispositif inédit repose sur deux piliers : l'enregistrement pour tous et le paiement d'un droit d'accès pour certains. Mais il ne prévoit aucune limitation au nombre d'entrées, pour maintenir la liberté de circulation. En pratique, tous les touristes qui comptent venir pour un seul jour à Venise vont devoir s'enregistrer sur le site cd.ve.it, créé pour l'occasion. Et ce seulement pour les jours suivants : les ponts du 25 au 30 avril, puis du 1^{er} au 5 mai, puis tous les week-ends de mai, juin, et juillet jusqu'au 14 juillet. Seul le week-end du 1^{er} et 2^e juin, jour de fête nationale en Italie, est épargné. La régulation sera en vigueur de 8h30 heures à 16 heures, pour ne pas pénaliser l'activité en soirée des restaurateurs. Et ne concernera que le centre historique de Venise, et non ses îles.

La démarche d'inscription sur le site cd.ve.it est simple et rapide. Sont demandés le nom, l'e-mail et le télépho-

ne. Chaque inscrit reçoit un QR Code sur son téléphone attestant de son inscription. Ceux qui dorment sur place le recevront de leur hôtel. Mais, rassure le maire, « la ville ne conservera pas les noms des visiteurs enregistrés ». Tout le monde donc devra s'enregistrer, mais ceux qui ne voudront pas s'y plier pourront toujours venir les autres jours, moins recherchés.

Seuls les touristes qui ne viennent pas de Vénétie devront s'acquitter d'un droit d'accès de 5 euros. À l'exception de tous ceux qui en sont exonérés, fort nombreux : à savoir les natifs de Venise, ses résidents, les enfants de ces résidents qui viennent leur rendre visite, les travailleurs, les étudiants, ceux qui viennent s'y faire soigner, les enfants

« L'objectif n'est pas de remplir les caisses de la ville, mais de décourager le tourisme journalier de masse qui engorge les rues de la ville et ses musées, et rend parfois Venise difficile à vivre »

Luigi Brugnaro
Maire de Venise

de moins de 14 ans, les handicapés et leurs accompagnants, et bien sûr les touristes qui séjournent dans les structures d'hébergement situées sur la commune de Venise et qui par ce biais paient déjà une taxe de séjour à leur hôtel. Pour bénéficier de ces exonérations, il suffira de s'autodéclarer comme membre appartenant à une de ces catégories,



La régulation sera en vigueur de 8 h 30 à 16 heures pour ne pas pénaliser l'activité en soirée des restaurateurs et ne concernera que le centre historique de Venise, et non ses îles. TOM FENSKER/STOCKADOB.COM

le système reposant sur la confiance. Mais aussi sur le contrôle aléatoire par des contrôleurs à l'entrée et dans la ville, où promet-on, les contrôles seront « soft », c'est-à-dire sans blocage physique. Mais attention : en cas de fausse déclaration une amende pouvant aller jusqu'à 300 euros pourra être imposée.

Si l'opposition au conseil municipal, très critique de l'action du maire, dénonce une opération visant avant tout à trouver des recettes pour la ville, Luigi Brugnaro s'en défend : « L'objectif n'est pas de remplir les caisses de la ville, mais de décourager le tourisme journalier de masse qui engorge les rues de la ville et ses musées, et rend parfois Venise difficile à vivre, plaide-t-il. Et, en tout état de cause, il est probable qu'en 2024, elle nous coûtera plus cher en investissements et en frais de fonctionnement qu'elle ne nous rapportera de recettes. » L'objectif est de mieux étaler l'arrivée des visiteurs, et de réduire leur nombre en très haute saison, quand il devient difficile de circuler dans la ville : « En très haute saison, explique le conseiller au tourisme de Venise, Simone Ventu-

15 000 visiteurs

payants se sont déjà inscrits

rini, il y a chaque jour environ 40 000 visiteurs qui ont pris une chambre, plus 30 000 à 40 000 visiteurs à la journée. » Or ces derniers dépensent fort peu, arrivant sur place avec leur sandwich et leur gourde, mais nécessitent d'importants services, notamment de gestion de leurs déchets pour lesquels ils ne paient pas les taxes qui retombent sur les Vénitiens eux-mêmes.

Pour ses débuts, le système semble bien prendre. Venise a fait de la publicité télévisée en Italie sur le dispositif et pour l'international, un message en anglais du maire, accessible par le QR Code, explique à chaque inscrit la raison de sa démarche. Du 16 janvier au 4 avril, le site avait reçu plus de 51 000 inscrits dont environ

36 000 personnes exemptées, Vénitiens, travailleurs ou visiteurs passant la nuit et 15 000 visiteurs payants. Mais sachant que les visites journalières sont souvent programmées au dernier moment, il faudra attendre la dernière semaine d'avril pour évaluer les effets du dispositif sur les flux eux-mêmes.

L'annonce de la mise en place du péage journalier avait permis l'an dernier à la Cité des doges d'échapper au classement par l'Unesco parmi les sites en péril. L'organisation internationale s'alarmait alors de la « détérioration des caractéristiques essentielles » de Venise et de « changements irréversibles ». Le maire Luigi Brugnaro est bien conscient qu'il n'a pas trouvé la solution définitive au surtourisme de sa cité. D'autant que « 2024 est une année d'expérimentation du dispositif, précise-t-il. Mais, conclut-il, cela va nous permettre de mieux comprendre la vraie dynamique du tourisme journalier et la façon dont les visiteurs organisent leur voyage, et de mieux planifier les services de la ville. » Des données que recherchent précisément toutes les villes touristiques au monde. ■

Pourquoi Biden ne profite pas de la croissance américaine

Pierre-Yves Dugua Washington

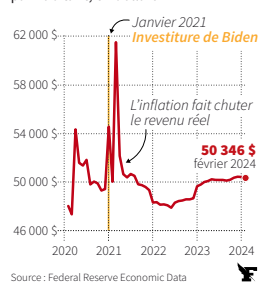
La stagnation des revenus réels explique en partie que les électeurs aient une vision négative de la conjoncture.

Les bonnes performances de l'économie américaine ne profitent pas à Joe Biden. « Nous avons la meilleure économie du monde », répète le président démocrate, comme en écho à son prédécesseur républicain lorsqu'il occupait la Maison-Blanche. Candidat à un second mandat, Biden est frustré que l'électorat ne ressent pas favorablement les performances des États-Unis qui font tant de jalousie en Europe. Son rival Donald Trump, en tête dans les sondages depuis six des sept États clés pour la réélection de Biden, proclame au contraire que « l'économie est une fosse septique ». De fait, 59 % des Américains sont convaincus que la conjoncture est mauvaise, selon une enquête réalisée début mars par CBS/YouGov.

Le contraste dans le diagnostic est frappant. Surtout dans un pays où la croissance de 2,5 % en 2023 (contre 0,4 % dans la zone euro), s'annonce encore du même ordre au premier trimestre. La Maison-Blanche souligne, à juste titre, que la peur d'une récession qui sévissait l'année dernière, en raison des fortes hausses de taux d'intérêt déclenchées par la Réserve fédérale, est maintenant passée. Contrairement aux prévisions de beaucoup, la consommation continue de propulser la machine américaine à créer des emplois. Dans le même temps, l'inflation, sur les douze derniers mois, est tombée à près de 3 %, contre quelque 9 % durant l'été 2022.

Le revenu américain stagne

Revenu personnel disponible réel par habitant, en dollars



Les analystes tentent de décrypter le mystère de l'ingratitude des Américains à l'égard des « Bidenomics ». Ils notent par exemple l'incroyable divergence de perspective entre républicains et démocrates sur la situation économique. En janvier, le Pew Research Center constatait que 44 % des démocrates jugeaient la conjoncture « excellente », alors que seulement 13 % des républicains étaient de cet avis... La polarisation, entretenue par les réseaux sociaux et par les médias traditionnels de moins en moins crédibles pour un électorat

conservateur, joue certainement un rôle dans le pessimisme ambiant. Mais d'autres facteurs objectifs sont à l'œuvre.

C'est le cas de la remontée du nombre de chômeurs depuis un an : 563 000 de plus au cours des douze derniers mois. Le taux de chômage, en raison de la hausse de la population active, reste certes à un niveau proche du plein-emploi oscillant entre 3,7 et 3,9 % depuis août 2023. L'augmentation du nombre de chômeurs à 6,4 millions est cependant assez nette pour peser sur l'humeur des électeurs.

La quasi-stagnation du pouvoir d'achat des Américains après impôts depuis un an est une autre source d'explication du scepticisme ambiant. En dépit de la désinflation et de hausses de salaires, le revenu personnel réel disponible est encore nettement plus bas aujourd'hui qu'en avril 2020, période de confinement et de la première campagne électorale de Joe Biden contre Donald Trump.

Un panier d'articles courants, comme la farine, l'huile, le sucre, les œufs et la lessive, qui valait 100,30 dollars en 2019, coûte aujourd'hui 136,89 dollars. Au terme de décennies d'inflation faible, une telle envolée a des effets traumatisants durables. Comment convaincre un électeur que tout va mieux alors que le prix de l'huile a bondi de 54 %, le steak de bœuf et la compote de pommes de 51 % ?

D'autres prix de services incontrournables affectent les électeurs : l'assurance dommage de l'habitation par exemple a bondi de 20 % de 2021 à 2023... Et plus de 60 % des propriétés vendues au quatrième trimestre sont au-dessus des prix qu'un foyer au revenu médian peut se permettre, en raison notamment de l'envolée des taux de crédit hypothécaire.

Un panier d'articles courants, comme la farine, l'huile, le sucre, les œufs et la lessive, qui valait 100,30 dollars en 2019, coûte aujourd'hui 136,89 dollars

Joe Biden fait valoir dans sa campagne la « renaissance industrielle » stimulée par les aides publiques massives de son plan IRA (Inflation Reduction Act) entre autres, sans précédent, pour (ré)implanter aux États-Unis des filières comme celles des semi-conducteurs ou de la voiture électrique. Le président, entouré de cols-bleus, a beau vanter l'emploi industriel, décarboné, conditionné à la participation à un syndicat unique, l'activité industrielle n'est pas au beau fixe. Selon l'indice ISM, le secteur manufacturier ne serait sorti qu'en mars de seize mois de contraction. L'emploi en fait y est sta-

ble depuis octobre 2022. La part de ce secteur dans l'ensemble de l'économie, à 10,3 %, reste inférieure à ce qu'elle était avant la pandémie. Pour l'instant, la renaissance manufacturière grâce aux aides publiques qui ont creusé le déficit budgétaire à plus de 6 % du PIB, ne se retrouve pas dans les chiffres macroéconomiques.

L'immigration, sujet qui divise et inquiète les Américains, contribue favorablement à l'économie, peut-elle bénéficier à Joe Biden ? Le bureau du budget du Congrès estime que 3,3 millions d'immigrants sont arrivés sur le sol américain en 2023, soit trois fois plus qu'avant la pandémie. Or, seul un apport important de main-d'œuvre extérieure permet d'expliquer le miracle de la hausse du nombre de travailleurs, la consommation élevée et l'activité soutenue en 2023, alors que l'inflation a reculé. L'économie américaine peut, grâce à l'immigration, créer chaque mois entre plus de 200 000 emplois sans aggraver l'inflation. En mars, ce sont même plus de 300 000 nouveaux postes qui ont été créés selon les chiffres officiels publiés vendredi. Auparavant les modèles prédisaient des flambées de salaires au-delà de 130 000 créations nettes. Hélas pour Joe Biden, si de nombreux nouveaux arrivants étrangers ont trouvé un emploi dans l'économie dynamique, ils ne sont pas censés voter en novembre. ■

Jean-Yves Guérin

De plus en plus d'opérateurs font faillite car les investisseurs sont lassés de financer ces start-up incapables de faire des profits.

L'hécatoombe. On saura bientôt si Bird, qui exploite des trottinettes et des vélos partagés dans 350 villes dans le monde, continue ou arrête définitivement son activité aux États-Unis. Placé sous la protection du chapitre XI de la loi américaine sur les faillites le 20 décembre dernier, le groupe basé à Miami s'était donné quatre mois pour recapitaliser sa division américaine, lui trouver un reprenneur parmi ses créanciers ou être liquidé faute d'autres solutions. Ses activités en Europe, au Canada et au Moyen-Orient ne sont pas concernées par ce processus.

N'empêche, quelle descente aux enfers pour le deuxième acteur mondial de la micromobilité derrière Lime. À son introduction en Bourse à Wall Street fin 2021, Bird, était valorisé plus de deux milliards de dollars. Un an plus tard, le groupe ne valait plus que 70 millions. En septembre 2023, la société a été contrainte de sortir de la Bourse faute de valoir plus de quinze millions de dollars pendant 30 jours consécutifs. Selon *The Financial Times*, l'entreprise avait déjà perdu entre janvier et septembre 2023 73,4 millions. Superpedestrian, qui exploitait des patinettes en libre-service dans des dizaines de grandes villes américaines (New York, Los Angeles, Seattle...), a carrément mis la clé sous la porte fin décembre en prévenant ses clients seulement dix jours avant. Dix-huit mois plus tôt, la société avait quand même levé 125 millions.

Un phénomène qui a traversé l'Atlantique. Le 21 février, l'opérateur français de scooters en libre-service, Cityscoot, a été racheté à la barre du tribunal de commerce de Paris pour une bouchée de pain (400 000 euros) par Cooltra, un de ses concurrents espagnol, actif à Paris. C'était cela ou la disparition pour Cityscoot en cessation de paiement. Même le mariage entre le français Dott et l'allemand Tier, annoncé en janvier et conclu définitivement le 25 mars, n'a pas été célébré en grande pompe. Le nouveau groupe Tier-Dott a timidement indiqué : « Ce regroupement donne naissance au



Le loueur américain Bird exploite des trottinettes et des vélos partagés dans 350 villes dans le monde.

Trottinettes, vélos et scooters partagés : la micromobilité à l'arrêt

champion européen de la micromobilité ». Mais tout le monde a compris que c'était une fusion défensive. En tout cas pour Tier. Valorisé encore deux milliards fin 2021, la start-up a perdu son statut de licorne dès l'année suivante, licenciant près de 300 personnes en 2022 et encore 22% de ses effectifs fin novembre 2023. Sans cette opération, on ne donnait pas cher des chances de survie de cet opérateur actif dans des centaines de villes, notamment à Paris où il exploite des bicyclettes électriques en libre-service.

Les start-up de la micromobilité connaissent donc depuis quelques mois un terrible coup d'arrêt. « Après une période d'euphorie, du jour au lendemain, le secteur s'est retrouvé dans une crise inédite », résume Arnaud Aymé, spécialiste du transport au sein du cabinet de conseil Sia. Un surplage mis en lumière par le cabinet de conseil en micromobilité, Fluctu, dans son étude sortie mi-mars sur l'évolution du marché dans 27 pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni et la Suisse : « Le chiffre d'affaires du secteur généré l'année dernière (2,3 milliards d'euros) reste en progression (+18%) par

rapport à 2022 (1,9 milliard), constate son fondateur, Julien Chamussy. Mais la croissance des revenus est beaucoup moins spectaculaire que les années précédentes (+46% en 2022), (+62,5% en 2021). » Ce ralentissement de la croissance se retrouve pour le nombre de trajets enregistrés en 2023 (600 millions soit +10%) et le nombre de véhicules proposés à la location (930 000 soit +7%).

Des fortunes englouties

Symbole de cette séance de surplage : mimars, le suédois VOI, qui se présente aussi comme le leader européen de la micromobilité (trottinettes et vélos électriques partagés), s'est gloriifié de lever 23 millions d'euros. Deux ans plus tôt, les acteurs significatifs de ce marché arrivaient régulièrement à se faire financer plus 100 millions de dollars par un panachage de fonds de capital-risque ou de « business angels ». Pourquoi un retour sur terre aussi brutal : « Comme tous les secteurs, la micromobilité a souffert de la hausse des taux d'intérêt qui a rendu l'argent plus cher, souligne Benjamin Fassenot, chef de projet mobilités au sein du cabinet de conseil

BCG. Avant, les fonds de capital-risque se montraient généreux car ils ne prenaient pas beaucoup de risques. Aujourd'hui, ils sont forcément plus chiches et regardants. »

En clair, quand l'argent coulait à flots, les investisseurs demandaient aux start-up de suivre une seule règle : lancer leurs opérations (trottinettes, vélos et scooters partagés) dans un nombre maximum de grandes villes en un minimum de temps. « Ils rêvaient tous de refaire le coup d'Uber qui, devenue une marque mondiale ultra-dominante peut imposer ses prix car c'est elle qui fait le marché », estime Améric Weiland, expert en micromobilité au sein du cabinet de conseil 425PPM. Ils avaient juste oublié qu'Uber a quand même perdu des milliards pendant quatre ans et a dégagé des profits pour la première fois en 2023. Ils ont aussi omis un point essentiel : dans l'histoire des start-up et des applis, pour un Uber, un Amazon ou un Facebook, combien de milliers de jeunes pousses sont allées au tapis après avoir englouti des fortunes.

De plus, désormais, les fonds de capital-risque demandent aux start-up de micromobilité de prouver qu'elles peu-

vent être rentables à court terme. « Or, pour l'instant, aucun de ces opérateurs qui s'adressent aux particuliers n'a prouvé qu'il avait un modèle économique apte à dégager des profits nets à court terme et régulièrement », estime Benoît Yameundjou, directeur général de Fifteen, qui fournit les vélos et le système informatique aux exploitants de bicyclettes avec borne comme Smovengo pour Velib à Paris. Lime, qui fait la course en tête (présence dans 280 villes réparties dans près de trente pays), dévoilera le 8 avril ses résultats financiers pour l'année 2023.

Mais jusqu'ici, la marque référente pour les trottinettes et les vélos partagés en « free floating » n'a jamais bouclé un exercice avec des profits nets. En 2022, le groupe basé à San Francisco avait enregistré pour la première fois un Ebitda ajusté positif de 15 millions de dollars. Au premier semestre 2023, Lime a fait mieux avec 27 millions d'Ebitda ajusté. Mais cet indicateur financier n'intègre pas notamment les amortissements des véhicules. Et le leader mondial des trottinettes et des vélos partagés n'a jamais affirmé dégager un résultat net positif. ■

LES DÉCIDEURS

JEAN-DAVID SCHAPIRO Deliveroo

Deliveroo accueille Jean-David Schapiro comme directeur commercial pour la France. Le polytechnicien a œuvré pour Carrefour, Amazon et le BCG. En charge des grands comptes pour la plateforme de livraison, directeur commercial par intérim, le centralien Laurent Chhuon-Nougarede prend la tête du segment supermarchés, épiceries et commerces de bouche.

ANNE-CHARLOTTE GUILLAUD Lissac

Opticienne de formation, forte de plus de dix-huit ans d'expérience dans cet univers, Anne-Charlotte Guillaud, responsable de l'animation de réseau de Lissac, est promue directrice de l'enseignement. Elle souhaite doper la performance commerciale, étoffer le catalogue de services personnalisés et renouveler l'approche client.

BENOÎT POUZIEUX GRTgaz

Après près de trente ans chez GRTgaz, dernièrement en tant que directeur délégué à la direction clients et optimisation du réseau, le centralien Benoît Pouzieux devient directeur des opérations, intégrant le comité exécutif de l'opérateur français de transport de gaz.

Marlène Schiappa crée une fondation pour féminiser le CAC 40



L'autocensure, Marlène Schiappa l'a vaincue. L'ancienne secrétaire d'État chargée de l'Égalité hommes-femmes ne laisse jamais un sentiment d'illegitimité dicter son parcours professionnel, multipliant les projets, à l'instar de la parution d'un livre de « new romance » ou le développement d'une série télé. Aussi la communicante aspire-t-elle à aider ses pairs à se départir de leurs chaînes. En mai, elle lancera au siège du Medef sa fondation baptisée Actives, vouée à faciliter l'accès des femmes aux plus hautes fonctions en entreprise.

« J'ai monté une association à ce propos il y a dix-sept ans et, depuis, le monde politique a évolué dans le bon sens mais le secteur économique demeure à la traîne », estime-t-elle. Pour accélérer la transformation, elle établira chaque année la liste de 40 femmes qui mériteraient d'endosser la direction générale d'une société du CAC 40.

Elles bénéficieront alors d'un accompagnement, d'un réseau étendu et d'une visibilité accrue. À terme, le procédé sera élargi au SBF120. À cela s'ajoutera la publication d'un baromètre annuel sur les structures plébiscitées par les femmes. La collaboratrice du cabinet Tilder s'appuiera sur une coalition de trois cercles. Le premier sera composé d'ex-

pertes du sujet, telles qu'Anne-Laure Thomas, responsable diversité de L'Oréal, ou l'avocate pénaliste Rachel-Flore Pardo. Des hommes, considérés comme « alliés » remplissent le deuxième : Laurent Saint-Martin, DG de Business France, le sociologue Jean Viard ou encore Gianmarco Monsellato, président de Deloitte dans l'Hexagone. « Je ne souhaite pas une guerre des sexes », souligne-t-elle.

Fournir des modèles

Enfin, un conseil scientifique constitué notamment de la créatrice de mode et philanthrope, Diane von Fürstenberg, et de Caroleine Faucher-Winter, à la tête de la French Tech à New York, se réunira annuellement outre-Atlantique. Au total, cinquante-deux profils, tous bénévoles, contribueront au succès de l'ONG, dont la marraine, l'ex-députée Marie-Jo Zimmermann, à l'origine d'une loi de 2011 instaurant un quota de 40% de femmes dans les conseils d'administration des groupes d'envergure.

L'assemblée inaugurale se tiendra en septembre au Conseil économique, social et environnemental. « Nous devons fournir aux jeunes générations, des modèles auxquels s'identifier afin de nourrir des ambitions illimitées », martèle-t-elle.

MAUD KENIGSWALD
MKENIGSWALD@LEFIGARO.FR

nominations@lefigaro.fr

MURIEL SIGNOURET SNCF



Directrice des gares de Paris Lyon et de Paris Bercy, Muriel Signouret est nommée directrice de la RSE du groupe SNCF, entrant au comité exécutif. Elle connaît bien ces sujets pour les avoir déclinés au niveau territorial, notamment dans sa fonction de directrice déléguée aux territoires, aux relations institutionnelles et à l'international de la SNCF, qu'elle a exercée de 2021 à 2023. Elle remplace Mikael Lemarchand qui quitte l'entreprise pour développer un projet entrepreneurial.

ARMELLE POULOU Kering

Mélanie Flouquet, directrice de la stratégie depuis 2021, ancienne de JPMorgan, et Armelle Poulou, nommée directrice financière en 2023 après avoir œuvré chez Procter & Gamble, Hewlett-Packard et EDF, rejoignent le comité exécutif de Kering, qui compte dorénavant treize membres, dont 46% de femmes.

CÉCILE PINET-QUÉNARD Arval

Après trois années comme DRH d'Arval France, Cécile Pinet-Quénard endosse cette responsabilité à l'échelle du groupe, siégeant au comité exécutif. Elle succède à Bernard Blanco, nouveau DG régional en charge de plusieurs entités.

CAC 40 : le retour gagnant des fleurons industriels

Hervé Rousseau

Fortement transformés par les crises à répétition, les champions français de l'industrie retrouvent les faveurs des investisseurs.

Ces derniers temps, les marchés n'avaient d'yeux que pour les belles valeurs de croissance et notamment pour les stars américaines du Nasdaq, désormais valorisées à prix d'or. Les « sept magnifiques » (Meta, Tesla, Alphabet, Amazon, Apple, Microsoft et Nvidia) se payent en moyenne de 35 fois les bénéfices attendus pour 2024, contre un ratio de 16 pour le CAC 40. Les valeurs industrielles étaient laissées sur le banc de touche. Mais, depuis peu, la donne a changé. « Les investisseurs recherchent désormais des titres d'entreprises plus raisonnablement valorisées et offrant une belle visibilité sur leurs revenus et leurs bénéfices futurs », explique Alexandre Baradez, stratège chez le courtier IG. Un mouvement dont profite le CAC 40, riche en belles sociétés industrielles plus sagement valorisées. Depuis le début de l'année, l'indice phare de la Bourse de Paris grimpe d'environ 7%. Il est tiré vers le haut par des titres comme Renault, Safran, Airbus, Thales, Stellantis, EssilorLuxottica, Schneider ou encore Saint-Gobain. Et bon nombre de ces valeurs sont aujourd'hui à des sommets historiques.

connée. Ils se sont pour la plupart livrés à une chasse drastique aux coûts. Certains se sont délestés de pans entiers d'activités pour se renforcer dans des métiers d'avenir. Résultat, ils ressortent considérablement renforcés de cette période particulièrement éprouvante. Leurs marges se sont améliorées et ils engrangent aujourd'hui des bénéfices records. « Les grands industriels du CAC 40 occupent pour beaucoup des positions de leader dans leur secteur et, grâce à leur présence mondiale, ils sont capables de capter la croissance là où elle se trouve », explique un gérant.

Investissements massifs dans la transition énergétique

À Paris, la plus forte hausse du CAC 40 depuis le début de l'année revient à Renault, avec un gain de 32,5%. À un peu moins de 50 euros, l'action de l'ancienne régie est encore très loin de son sommet historique atteint en juillet 2007, à plus de 120 euros. Le constructeur au losange a néanmoins opéré une remontée spectaculaire. Il est en train de tourner la page de son passé tumultueux en se délestant à grande vitesse de ses actions Nissan. « Il libère ainsi des fonds inutilement immobilisés et renforce sa trésorerie », note l'analyste de Citi. L'an dernier, il a surfé sur la reprise des immatriculations et sur la montée en gamme de ses véhicules, voulue par Luca de Meo. Il a ainsi vivement redressé sa rentabilité. Sa marge opérationnelle, traditionnel point faible des constructeurs automobiles, est passée de 6,9% à 7,9% et il a engrangé un bénéfice

net de 2,2 milliards d'euros. Stellantis, emmené par Carlos Tavares, est entré dans une autre dimension. Le groupe né du rapprochement entre Peugeot Citroën et Fiat Chrysler est trois fois et demie plus gros et engrange huit fois plus de bénéfices net. Le titre fait des étincelles en Bourse : il s'adjuge 16% depuis le début de l'année et près de 50% sur les douze derniers mois.

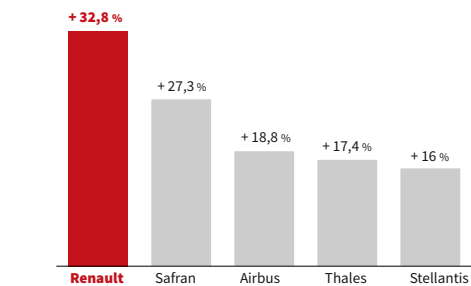
Après avoir été touchés de plein fouet par la crise sanitaire, les spécialistes de l'aéronautique sont également en plein redcollage. Safran s'adjuge plus de 27% depuis le début de l'année. Le motoriste affiche une forme éblouissante. Ses ventes ont fait un bond de 22% l'an dernier, sa marge brute est passée de 12,4% à 13,6%, et la tendance devrait se confirmer cette année. Les déboires de Boeing ne devraient guère l'affecter. Il peut compter sur la solidité de ses autres clients et notamment d'Airbus. Le titre de l'avionneur européen a pulvérisé au mois de décembre dernier son précédent record, atteint juste avant la pandémie, et il continue de grimper en Bourse.

Les industriels français profitent également des investissements massifs dans la transition énergétique. Une lame de fond qui porte le spécialiste de l'efficacité électrique Schneider (+12,5% depuis le début de l'année), Saint-Gobain (+8,9%) ou encore Air liquide (+6,5%), particulièrement bien positionné sur l'hydrogène. Le champion des gaz industriels a doublé de valeur depuis 2019 et capitalise désormais plus de 100 milliards d'euros. Une barre fatidique dont s'approche également EssilorLuxottica, à la frontière des secteurs du luxe avec ses montures et de la santé avec ses verres optiques. Le titre a progressé deux fois plus vite que le CAC 40 depuis la pandémie. Pour la suite, les spécialistes restent confiants.

« Les champions français de l'industrie sont raisonnablement valorisés et ils sont certainement encore loin d'avoir épuisé leur potentiel », estime Alexandre Baradez. « Ils offrent aux investisseurs en quête de nouveaux horizons une diversité qu'il est difficile de trouver ailleurs. » ■

Les industriels tirent le CAC 40 vers le haut

Variation du cours de Bourse depuis le début de l'année 2024, en %



Source : Euronext

QUESTIONS D'ARGENT AVEC LeParticulier

Le paiement sans contact est-il sans risque ?

Les Français ont rapidement adopté le sans-contact pour régler par carte bancaire les sommes de moins de 50 euros. La puce NFC (pour « communication en champ proche »), intégrée aux cartes, permet de se connecter au terminal du commerçant par simple rapprochement. La même technologie équipe les smartphones, dégainés par des utilisateurs de plus en plus nombreux, pour faire des achats en magasin. Ils représentent déjà 13% des paiements sans contact, selon l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement (OSMP). Est-ce aussi sûr qu'un paiement traditionnel avec code ? Et, en cas de fraude, comment est-on protégé ?

Une fois ces plafonds atteints, il faut saisir son code confidentiel pour réinitialiser le compteur. Pour plus de sécurité, les banques pratiquent également des contrôles aléatoires en bloquant un achat pour obliger à le saisir. D'où les refus parfois intempestifs affichés sur les terminaux des commerçants. Une expérience assez désagréable pour les clients mais qui devrait peu à peu disparaître. « Les terminaux permettront bientôt de taper le code de sa carte si le plafond du sans-contact est dépassé. Ils n'exigeront plus d'insérer la carte », se félicite Bertrand Pineau. Si la France accuse du retard sur sa mise en place, c'est déjà possible à l'étranger.

Le paiement par téléphone est en comparaison beaucoup plus fluide. Vous échappez au plafond de 50 euros et aux mesures de sécurité imposées pour les cartes. Pour effectuer l'opération, il faut en effet systématiquement vous authentifier, soit en entrant un code sur votre téléphone, soit, plus simplement encore, par reconnaissance de votre empreinte digitale ou de votre visage. Et, précision importante : vous bénéficiez des mêmes services que si vous utilisiez votre carte physique (assurance, cashback...).

1 Ya-t-il davantage de fraudes ?

Le paiement sans contact n'est pas plus risqué qu'un paiement en insérant sa carte. Les chiffres de la fraude le démontrent. L'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement (OSMP) évalue à 11 euros les montants escroqués pour 100 000 euros payés en magasin, avec ou sans contact, au premier semestre 2023. Pour les paiements par mobile, le taux de fraude est un peu plus élevé (23 euros pour 100 000 euros), mais il est en baisse, alors que le nombre d'opérations a été multiplié par 17,5 entre 2019 et 2022. « Cette baisse tient à la correction d'une faille. Des cartes volées pouvaient être associées à un smartphone. Désormais les banques contrôlent que c'est bien le titulaire de la carte qui l'enregistre sur son mobile », explique Bertrand Pineau, délégué général de Mercatel, un groupe de réflexion de professionnels du commerce sur les modes de paiement.

3 Comment réagir en cas d'opération anormale ?

Si vous constatez une opération anormale sur votre relevé bancaire, c'est vers votre banque qu'il faut vous tourner, même si vous avez payé avec votre mobile. Vous avez treize mois, à compter de la date du débit contesté, pour lui demander un remboursement. Si vous avez payé par carte sans contact (ou par mobile sans authentification préalable), la banque doit vous rembourser sous un jour (art. L.133-18 du code monétaire et financier). À moins qu'elle ne dispose d'éléments pour soupçonner une fraude de votre part (recommandations de l'OSMP du 16/5/2023). Même en cas d'authentification forte, elle ne peut pas refuser de vous rembourser - y compris si vous avez été abusé par un escroc - sans établir que vous avez été gravement négligent. Un principe inscrit dans la prochaine directive européenne sur les services de paiement (baptisée DSP3). Naturellement, si vous perdez ou vous faites voler votre carte, il faut au plus vite faire opposition auprès de votre banque. Idem en cas de perte ou de vol du smartphone auquel vous l'avez associée. Dans ce cas, il faut aussi, à distance, bloquer votre appareil et supprimer la carte dématérialisée à partir de votre compte Apple (iCloud), Samsung (SmartThings Find) ou Google. ■

2 Pourquoi certains paiements sont-ils refusés ?

Cela tient justement aux mesures de sécurité imposées pour éviter les paiements au moyen d'une carte volée. Outre la limite de 50 euros fixée pour pouvoir régler sans avoir à composer son code, les banques fixent un plafond de paiements cumulés, qui, selon la réglementation européenne, ne peut pas excéder 150 euros ou cinq opérations consécutives (art. 11 du règlement délégué 2018/389 du

à suivre sur lefigaro.fr/bourse

- Les matières premières et les produits dérivés
- Le crible des sicav et des fonds
- Les cotations en direct sur iPhone



JISANA MONLOUIS-FÉLICITE

LA SÉANCE DU VENDREDI 5 AVRIL

LE CAC						LA VALEUR DU JOUR							
IND	VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	SCAPCH	SI/2	IND	VAR.	HAUT JOUR	BAS JOUR	SCAPCH	SI/2		
ACCOR	42,09	-177	42,19	41,7	0,548	-21,65	LVMH	799,8	-2,39	807,5	797,7	0,084	+9,02
AIR LIQUIDE	187,5	-109	187,64	186,32	0,148	+6,46	MICHELIN	35,42	0	35,42	34,91	0,205	+9,12
AIRBUS	168,02	+0,04	168,04	165,24	0,126	+2,02	ORANGE	10,71	-12	10,825	10,675	0,225	+3,94
ARCELORMITTAL SA	25,29	-156	25,46	25,16	0,221	-15	PERNOD RICARD	141,15	-2,39	143,15	140,35	0,155	-16,84
ATA	34,14	-2,04	34,47	33,32	0,279	+15,77	PUBLICIS GROUPE SA	100,35	+0,94	100,4	99,38	0,172	+10,35
BNP PARIBAS ACT A	66,55	-0,91	66,68	65,91	0,254	+6,33	RENAULT	49,66	+0,12	49,87	48,3	0,442	34,56
BOUYGUES	36,66	-2,68	37,38	36,49	0,225	+7,44	SAFRAN	205,5	-0,48	205,5	201	0,161	28,87
CAPGEMINI	211,4	+11	211,4	206,5	0,299	+12	SAINT GOBAIN	73,36	-1,21	73,42	72,32	0,218	10,05
CARREFOUR	15,635	-0,84	15,785	15,38	0,276	-5,61	SANOFI	87,34	-1,56	87,9	86,73	0,124	-2,7
CREDT AGRICOLE	14,105	-0,28	14,105	13,915	0,192	+9,75	SCHNEIDER ELECTRIC	207,65	-0,19	207,65	204	0,155	+4,23
DANONE	57,98	-0,03	57,98	57,42	0,157	-19	SOETE GENERALE	25,055	-178	25,28	24,82	0,395	+4,29
DASSAULT SYSTEMES	40,24	+1	40,24	39,16	0,128	-9,03	STELLANTIS NV	24,955	-178	24,71	24,185	0,07	+6,32
EDENRED	50,34	-0,12	50,42	49,43	0,235	-7,02	STMICROELECTRONICS	38,535	-2,25	38,975	38,48	0,148	+4,83
ENGIE	15,4	-12,2	15,545	15,34	0,254	-3,25	TELEPERFORMANCE	91,22	+2,38	91,4	87,46	0,381	30,92
ESSILORLUXOTTICA	203,3	-112	203,3	200,6	0,132	+11,95	THALES	159	+0,7	159	156,25	0,104	-18,7
EUROFINS SCIENT.	58,5	-475	60,76	58,28	0,256	-0,81	TOTALENERGIES	66,8	-0,37	67,38	66,74	0,148	+8,44
SUISSE	234,5	-164	236,9	232,9	0,145	+22,21	UNIBAIL-RODAMCO-WE	72,88	-0,19	72,88	71,58	0,283	+8,91
ETATS-UNIS	382,8	-176	386,65	382,8	0,173	-9,07	VEDIQA ENVIRON	29,16	+348	30,05	29,16	0,359	+2,1
TUNISIE	412,7	-184	417,35	412,7	0,073	-8,42	VINCI	114,45	-155	115,35	112,8	0,195	-0,66
MAROC	96,06	+0,1	96,06	93,56	0,202	-2,08	VIVENDI SE	10,025	-147	10,08	9,986	0,204	-3,61

LES DEVISES			1 EURO=		
MONNAIE					
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6461	AUD		
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,4702	CAD		
GBRÉTAGNE	LIVRE STERLING	0,8577	GBP		
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,4688	HKD		
JAPON	YEN	164,1	JPY		
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9793	CHF		
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0841	USD		
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,374	TND		
MAROC	DHIRAM	11,103	MAD		
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	34,6372	TRY		
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	50,79	EGP		
CHINE	YUAN	7,8421	CNY		
INDO	ROUPIE	90,3283	INR		
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	144,99	DZD		

L'OR		VEILLE		31/12	
Cotation quotidienne assurée par Or en Cash https://www.orencash.fr/investissement/					
Lingot 1kg	69 077,8€		+14,81%		
Lingot 100g	6 915,68€		+14,78%		
Lingot 50g	3 462,34€		+14,75%		
Lingot ONCE (3110g)	2 158,77€		+14,72%		
Lingot 5g	700,37€		+14,56%		
Lingot 2,5g	352,27€		+13,9%		
20F NAPOLÉON	430,67€		+14,81%		
20F SUISSE	425,86€		+14,81%		
SOUVERAIN	537,48€		+14,81%		
KRUGGERAND	2 296,67€		+14,81%		
50 PÉROS	2 742,23€		+14,81%		
10 DOLLARS	1 121,91€		+14,81%		
20 DOLLARS	2 243,62€		+14,81%		

Johnson & Johnson rachète Shockwave Medical

Le laboratoire américain Johnson & Johnson enrichit son portefeuille de dispositifs médicaux dans le domaine des maladies cardio-vasculaires. Il vient d'annoncer le rachat de l'intégralité des actions de l'américain Shockwave Medical, pour 13,1 milliards de dollars. L'opération devrait être finalisée mi-2024. Vendredi, le cours de l'action Shockwave Medical progressait de 166% à la Bourse de New York, tandis que celui de Johnson & Johnson perdait 0,3%. Shockwave Medical propose d'enlever les bouchons des artères coronaires et périphériques calcifiées au moyen d'ultrasons. Ce traitement mini-invasif, qui passe par un cathéter, a déjà permis de traiter 400 000 patients. Shockwave Medical développe également un autre traitement, destiné à soulager les symptômes de l'angine réfractaire. « L'acquisition de Shockwave étend encore la position de Johnson & Johnson MedTech dans le domaine de l'intervention cardio-vasculaire », se félicite le laboratoire américain. Son portefeuille s'élargit notamment à « deux des segments d'intervention cardio-vasculaire les plus dynamiques et innovants : la maladie coronarienne et la maladie artérielle périphérique ». Au terme de cette acquisition, Shockwave Medical fonctionnera comme une filiale du laboratoire américain. L'année dernière, l'entreprise avait enregistré une croissance de près de 50%, et réalisait un chiffre d'affaires de 730 millions de dollars. Johnson & Johnson dépense sans compter pour compléter son portefeuille. En moins de deux ans, il a déboursé près de 30 milliards de dollars. En 2022, sa division medtech avait déjà acheté le fabricant d'appareils cardiaques Abiomed pour 16 milliards de dollars, ainsi que le développeur d'implants cardiaques Laminar pour 400 millions de dollars. ■

Johnson & Johnson dépense sans compter pour compléter son portefeuille. En moins de deux ans, il a déboursé près de 30 milliards de dollars. En 2022, sa division medtech avait déjà acheté le fabricant d'appareils cardiaques Abiomed pour 16 milliards de dollars, ainsi que le développeur d'implants cardiaques Laminar pour 400 millions de dollars. ■

Ernotte : « Le projet de fusion de l'audiovisuel public, c'est le choix de la responsabilité »

Propos recueillis par **Caroline Sallé**

Pour la présidente de France Télévisions, ce rapprochement permettra une meilleure gestion de l'argent public.

LE FIGARO. - La ministre de la Culture, Rachida Dati, veut créer un holding rassemblant France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'INA d'ici la fin de l'année. Et vous ?
DELPHINE ERNOTTE. - Partout en Europe, l'audiovisuel public est réuni. Et plus les usages évoluent, plus les convergences sont évidentes. Je ne connais pas encore les détails du projet mais il est évident que se rassembler, c'est se renforcer. Je crois depuis toujours à la consolidation du secteur. Dans un paysage audiovisuel bousculé, il faut un pôle public fort. La volonté et le soutien de la ministre à l'audiovisuel public sont sans faille depuis le premier jour, c'est un atout indispensable.

« Nous faisons le pari que mutualiser nos moyens aux bornes de l'audiovisuel public sera aussi le gage d'une gestion beaucoup plus économe. Il nous faut privilégier l'offre, pas les frais de fonctionnement »

Sibylle Veil, la présidente de Radio France, estime qu'une fusion de l'audiovisuel public affaiblirait la radio...

Je comprends les inquiétudes et il faudra y répondre. Mais les audiences de Radio France démontrent chaque jour sa puissance et l'audio est un très grand média d'avenir, puissant, et Radio France a d'ailleurs superbement réussi sa mue vers les podcasts. Ailleurs en Europe, l'audio et la vidéo se nourrissent mutuellement et la radio n'y craint pas la télé. En termes d'usages, je crois que les frontières d'hier n'existent plus, même s'il faut respecter la spécificité et le savoir-faire de chacun. Je fais le pari que, en s'alliant, notre puissance sera démultipliée. Ce projet, c'est le choix de la responsabilité. Car nous sommes tous engagés dans une très violente guerre de l'information. Il faut dépasser les clivages et voir comment s'aider mutuellement pour être plus forts réunis. Ce n'est pas si sorcier de travailler ensemble.

Sur le papier, cela relève du bon sens. Mais passer à la pratique est plus complexe, non ?

Je ne crois pas. Lorsque avec Mathieu Gallet, alors président de Radio France, nous nous sommes mis d'accord pour créer une nouvelle chaîne d'info, on ne savait pas comment s'y prendre. On s'est dit : « On y va ! » Nous l'avons annoncé ensemble le 1^{er} septembre 2015 et avons inauguré Franceinfo un an plus tard. Donc, c'est possible. Mais cette fusion se fera si l'on fait naître le désir par des projets éditoriaux ; pas seulement par des schémas de structure.

Justement, une partie du budget de l'audiovisuel public est désormais conditionnée à l'avancement de projets communs. Où en êtes-vous ?



Delphine Ernotte, présidente de France Télévisions. DELPHINE GHOSAROSSIAN - FTV

Nous venons, avec Radio France, de nommer d'un commun accord deux chefs de projets pour avancer concrètement sur l'avenir de Franceinfo et Ici, notre média global en régions né de l'union entre France Bleu et France 3. Leur feuille de route intègre l'éditorial et le numérique communs, des regroupements immobiliers. Avec tous les talents de nos équipes, nous irons aussi plus loin sur les synergies et la mise en commun de moyens pour lutter contre les fake news.

Pour les Français, qu'est-ce qu'un holding de l'audiovisuel public changerait ?

Pas plus tard que la semaine dernière, le patron de la BBC annonçait le lancement d'une plateforme audio, vidéo et info unifiée pour que les Britanniques aient accès, dans un même lieu, à toute la richesse de la BBC. Imaginez ce que serait notre puissance numérique ici en France en étant réunis ! Nous serions bien inspirés de faire pareil. Cela fait partie des projets que nous pourrions mobiliser rapidement. Cette union doit nous permettre de proposer encore plus d'expertise et de qualité dans nos contenus. Notre puissance, ce sera notre différence.

Quid de l'aspect financier ?

Nous vivons tous avec de l'argent public. Dans le contexte actuel, utiliser au mieux

les deniers est une exigence républicaine. La fusion de France 2, France 3, etc. que nous avons menée ces dernières années a généré des gains considérables. Nous faisons le pari que mutualiser nos moyens aux bornes de l'audiovisuel public sera aussi le gage d'une gestion beaucoup plus économe. Il nous faut privilégier l'offre, pas les frais de fonctionnement.

Avez-vous évalué les potentiels économies ?

La trajectoire budgétaire fixée par l'État a déjà chiffré des économies importantes à faire, de l'ordre de 200 millions d'euros uniquement pour France Télévisions à l'horizon 2028. Évidemment, si un projet de loi est adopté, il faudra étudier tous les contours, mais faire des économies n'est pas un gros mot.

Cela implique-t-il un plan social ?

Ces dernières années, on a supprimé près de 2000 postes à France Télévisions, soit près de 20 % des effectifs. Je ne suis pas certaine que toutes les entreprises publiques et privées puissent en dire autant. Mais nous avons encore devant nous des gains de productivité collectifs, en modernisant nos outils, nos métiers et nos accords sociaux.

Vous parlez d'économies mais, en 2024, l'État vous a accordé une

rallonge de 138 millions d'euros, sur une dotation de 2,4 milliards d'euros...

Il s'agit surtout de compenser les impacts de la suppression de la redevance et de prendre en compte l'inflation. Si l'État a témoigné de sa confiance envers l'audiovisuel public, il a aussi été très clair : dans les prochaines années, la ressource stagnera et c'est à nous de faire les économies nécessaires pour financer nos investissements.

Serez-vous candidate à la présidence du holding s'il voit le jour ?

La loi n'est pas écrite, pas déposée et encore moins votée ! Je me poserais la question en fonction de la température et de la pression du moment. Ma seule préoccupation aujourd'hui, c'est de bien exposer le débat des européennes et réussir les Jeux olympiques. Mais j'insiste : indépendamment de mon sort, je suis convaincue que cette réforme est vitale.

Avez-vous des nouvelles de la plainte de TF1 pour « aide d'État illégale » de la France en faveur de France Télévisions ?

Non, mais c'est la troisième fois et TF1 a toujours perdu contre l'État sur ce sujet. Par contre, la ministre et de nombreux parlementaires souhaitent pérenniser un financement indépendant pour l'audiovisuel public via la TVA. Je trouve cela très rassurant.

Quel regard portez-vous sur la décision du Conseil d'État aboutissant à un contrôle renforcé des chaînes et des radios en matière de pluralisme ? La liberté éditoriale et la liberté d'information sont des valeurs cardinales. Il faut toujours se demander ce qu'un gouvernement illibéral pourrait faire de cet avis. Je fais confiance à l'Arcom et à son président pour l'appliquer intelligemment. Roch-Olivier Maistre a été l'un des grands artisans de la loi audiovisuelle de 1986, qui est une loi de liberté. Il aura à cœur de défendre cette liberté.

Quel commentaire vous inspire l'affaire Quentin Bataillon et la commission d'enquête sur l'attribution des fréquences ?

Je n'ai aucune leçon ni conseil à donner aux parlementaires qui sont les représentants de la nation. Mais au-delà du spectacle que cette commission a suscité, je ne sais pas si elle aura permis de soulever les questions essentielles de notre avenir. On a besoin de la TNT pour exister face aux plateformes, pas pour se chamailler.

« La France et l'Europe sont entrées en guerre. En guerre contre les ingérences étrangères dans l'information, et contre la division sur les réseaux sociaux. Les européennes et les Jeux olympiques seront un grand test de résistance pour nos démocraties contre ces coups de boutoir »

Nicolas de Tavernost, qui vient d'acquiescer les deux prochains Mondiaux de foot pour M6, dit que vous avez déjà demandé à récupérer des matchs. C'est vrai ? Nous n'avons pas répondu à l'appel d'offres sur les droits du foot et Nicolas de Tavernost ne m'a pas indiqué sa volonté de revendre des matchs.

Cet emblématique patron s'apprête à quitter M6. Va-t-il vous manquer ? Oui, beaucoup. C'est le parrain et même quand il taquine le service public, il connaît bien l'intérêt général du secteur. M6 est une immense réussite qu'il a forgée de ses mains et qui éveille les appétits.

Que pensez-vous de l'arrivée de Rodolphe Saadé dans le PAF ?

La démocratie se nourrit du pluralisme, alors tant mieux si des médias ou des titres de presse vivent grâce au succès dans les affaires de certains industriels. BFM est aujourd'hui une chaîne solide et rentable qui a pris une place décisive.

La défiance à l'égard des médias et des informations gagne du terrain. Êtes-vous inquiète ?

Oui. Car la France et l'Europe sont entrées en guerre. En guerre contre les ingérences étrangères dans l'information, et contre la division sur les réseaux sociaux. Les européennes et les Jeux olympiques seront un grand test de résistance pour nos démocraties contre ces coups de boutoir. Certes, les Français ne sont pas dupes et ne font pas 100 % confiance à TikTok, X, Facebook... Cela ne veut pas dire qu'ils nous croient sur parole mais nos médias restent une corde de rappel essentielle. Contrairement aux réseaux sociaux où règne l'anonymat et qui ne sont responsables de rien, nos médias sont incarnés et responsables des contenus qu'ils diffusent. C'est une grosse mission qui pèse sur nos épaules pour continuer à construire des ponts entre les citoyens. ■

LE FIGARO TV
LE FIGARO MAINTENANT À LA TÉLÉVISION

Disponible sur

TNT IDF	34	468	345	904	305	Assis sur LeFigaro.fr et l'app.
---------	----	-----	-----	-----	-----	---------------------------------

ESPRIT D'ENTREPRISE
DEMAIN À 20H30

Claudia Cohen et Gaëtan de Capèle recevront Antoine Fiévet, Président du groupe Bel.

LE FIGARO et vous

TÉLÉVISION
LE PUY DU FOU : DANS LES COULISSES
DU « MIME ET L'ÉTOILE », OSCAR
DU MEILLEUR SPECTACLE VIVANT
PAGE 36

CHAMPAGNE
ART ET GASTRONOMIE
AU DOMAINE
VRANKEN POMMERY
PAGE 31

DOMAINE POMMERY / COVER FILMS / GUILLAUME MAURICE, JEAN-BAPTISTE DELERUE, MUMM, DENIS DURAND/GALERIE CAPAZZA, COURTESY GALERIE PATRICE TRIGANO



De gauche à droite, Philippe Mille, Christophe Moret et Tom Meyer

À Reims, la valse des chefs étoilés

Remplacé par Christophe Moret aux Crayères, Philippe Mille ouvre le restaurant Arbane près de la gare, tandis que Tom Meyer orchestre une résidence chez Mumm jusqu'à l'été. PAGE 30



Art Paris, une édition où la couleur explose

PAGES 32 ET 33

Femme dans un fauteuil, de Jacqueline Lerat, 1959.



Tous au pub avec « Irish Celtic, Spirit of Ireland » !

Anthony Palou

Au rythme des danses irlandaises, ce spectacle invite à partager un art de vivre, entre cornemuse, claquettes et Guinness. Vivifiant !

Des pubs irlandais, nous connaissons, entre autres, la vieille ballade de Tim Finnegan, l'histoire de ce maçon qui tombe de son échelle, soul comme une barrique, et meurt sur le coup. Lors de la veillée funèbre, le défunt ressuscite suite à quelques gouttes de whisky renversées par inadvertance dans son cercueil. Il se lève et fait la fête avec ses hôtes. *Lot of fun!* Dans *Irish Celtic, Spirit of Ireland*, conçu par Toby Gough, il ne sera

pas question de veillée funèbre, mais il y aura du whisky Jameson, de la Guinness et des danses traditionnelles. Pendant deux heures (avec entracte pour se désaltérer), la musique celtique (violon, piano, cornemuse, guitare, flûte, accordéon, bodhrán...) coulera dans vos oreilles. Cette « comédie musicale » vous donnera l'envie de boire et de vous lever de votre fauteuil. Il y a une histoire dans ce spectacle. Elle est racontée par Toby, impayable

aubergiste qui veut prendre sa retraite. Il désire laisser les clés de la taverne à son bon à rien de fils, si ce n'est qu'il a, comme tous les Irlandais, le rythme dans les pieds : il sait jouer des claquettes avec ses « heavy shoes ». Pour reprendre l'affaire, il doit d'abord trouver une belle Irlandaise. Toby, le narrateur, entre deux gorgées de bière et trois lampées de whisky, conte l'histoire de son établissement liée à sa grand-mère, rescapée du Tita-

nic. C'est elle qui ouvrit ce pub dublinois, l'Irish Celtic. « Le pub est aux Irlandais ce que la tour Eiffel est aux Français », nous dit-il. Pas faux. Quatorze danseuses et danseurs remarquables « gigeront » jusqu'à plus soif. Brasseurs d'air. Dans un décor que l'on voudrait bien réel tant on aimerait y passer ses journées et ses nuits, les garçons et les filles enchainent les ballets spectaculaires. Elles sont cocasses, ces danses traditionnelles. Cette façon de croiser les jambes et de

maintenir droit le haut corps. Surtout ne pas bouger le tronc ni les bras. Un côté pingouin qui n'est pourtant pas sans grâce. **En rythme avec claquettes** On ne se lasse pas du « set » ou du step dancing », cette chorégraphie où les danseurs sont alignés et effectuent les mêmes mouvements en rythme avec leurs claquettes. Parfois, des moments de repos lorsque Conor Joseph Mallon en-

voûte le pub avec sa cornemuse. Des paysages entiers - falaises, baies et plaines, montagnes et rivières - défilent alors dans la cervelle du public. Il faut aussi saluer Ciaran Cooney, le remarquable guitariste et chanteur du groupe dirigé par le pianiste Anthony Davis. Tout cela est enchanteur et nous invite à prendre un aller-retour sur Aer Lingus. ■ *Irish Celtic, Spirit of Ireland*, au Palais des congrès (Paris 17^e), le 14 avril et en tournée jusqu'au 16 avril. www.irish-celtic.com

Il est bon, de temps en temps, de retourner à ses classiques. Une petite cure de Bach pour se remettre les oreilles en place, ou de Michel-Ange pour réapprendre à regarder en face la beauté du monde.

Pour la cuisine, c'est la même chose. Certains chefs puisent chez les vieux maîtres une science indémodable qu'ils mettent au goût du jour : ce sont les classiques d'aujourd'hui, certes, mais pas des ringards. Un repas chez eux permet de réinitialiser les compteurs rendus fous par les Ravachol qui brûlent tout le garde-manger au chalumeau, les imposteurs qui vous font croire qu'ils ont sublimé la lune au prétexte que leur agence de communication leur a pondu un manifeste creux comme une vieille barrique de vin nature, les faux inventeurs qui déstructurent des recettes qui n'en avaient nul besoin. Retourner aux sources pour mieux apprécier, aussi, l'avant-garde : une discipline salutaire.

Allons vérifier à Reims. Le jeune cinquagénénaire Philippe Mille, ex de l'écurie Alléno, a quitté après quinze ans de bons et loyaux services les fourneaux de l'institution locale, Les Crayères, pour fonder sa propre maison, Arbane. Lui a succédé Christophe Moret, CV en airain (Cirino, Maximin, Ducasse...), gérant d'une greffe ratée à L'Ambroisie de Bernard Pacaud.

Scandaleusement gourmand

Arbane (nom d'un vieux cépage de Champagne) a ouvert ses portes le 29 mars dans un bel et calme hôtel particulier XIX^e siècle, proche de la gare. On y retrouve, dans un décor dépouillé, un Philippe Mille ravi d'être enfin chez lui, dans un décor sobre avec cuisine ouverte sur la salle. Il a gardé son col tricolore de meilleur ouvrier de France, mais semble avoir rajeuni de dix ans. Sa cuisine est hédoniste et sa technique, non ostentatoire. Attention : il n'a pas ouvert une table d'hôte à la bonne franquette, mais une maison qui vise haut.

Elle en a les moyens. Les délicieuses mises en bouche, dédiées aux cépages locaux - et un peu surabondantes -, recèlent trois bombes : une bouchée semi-liquide aux champignons et pinot gris, une gelée de concombre, sabayon yuzu, arbane, et une composition poire, chourcra, pinot blanc placent la barre là où Mille l'avait laissée aux Crayères, voire un peu plus haut.

Son tartare de langoustines, émulsion des têtes, petits pois roulés dans un jus de cosses, offre d'abord à l'œil un fort joli spectacle, parsemé qu'il est de pétales pointus comme des épines rouges et blanches. La découpe des crustacés leur confère une mâche iodée saisissante, tandis que les petits pois *al dente* jouent au pop-corn maraîcher. Sur ce plat comme sur tous les autres, Mille démontre qu'il est un excellent saucier.

On le constate encore avec le saint-pierre laqué d'une décoction betterave-coteaux champenois (vin rouge non effervescent). Un ter-mer sans viande, où la racine écarlate confronte sa saveur tellurique à la fraîcheur océane du poisson. Un condiment hibiscus-shiso tient lieu de moutarde-camaïeu, pendant que des lamelles d'oignon fa-

Le saint-pierre « Ramus Quercus », laqué de betterave et coteaux champenois, par Philippe Mille chez Arbane. ANNE-EMMANUELLE THION



Deux leçons de cuisine classique à Reims

Stéphane Durand-Souffland
Envoyé spécial à Reims (Marne)

Philippe Mille, l'ancien chef des Crayères, vient d'ouvrir sa maison, Arbane; Christophe Moret lui a succédé début mars.

çon pickles apportent un sacré tonus à l'ensemble.

Survient une composition pintade, asperge, couteaux, œuf confit et « craie de noisette », sabayon brioche (miam) et jus de cuisson réduit (re-miam). L'intitulé profus inquiète un peu, mais que l'on se rassure, c'est exquis - cette volaille-là n'a rien à envier aux bestioles armoriées importées de Bresse ou de Châlons. Manque peut-être un trait d'acidité pour rendre le tableau plus cinglant, les couteaux couchés le long de l'asperge n'apportent pas grand-chose - mais ils ne gâchent rien : on se régale.

Le dessert est dans la continuité de cette générosité confortable : une déclinaison vanillée sur un lit de confiture de lait, cerclée par une clôture feuilletée. Scandaleusement gourmand. À noter, la possibilité de commander à la carte, d'opter pour un menu végétal et, que vous soyez amateur de vin ou de boissons sobres, de

vous en remettre à un épatant sommelier de 25 ans. Une belle table est née à Reims, c'est le cadeau de la rue Noël.

À quelques encablures de là, se dresse le manoir des Crayères et ses fastes Grand Siècle, parc, lustres et bouquets. Christophe Moret a noué son tablier début mars et vite trouvés ses marques dans cette vénérable maison. On comprend tout de suite que le cahier des charges du propriétaire, le groupe Gardiner, ne stipule pas d'envoyer valser une histoire en forme de long fleuve tranquille où l'argenterie est reine et où les assiettes ne procurent pas de crises de nerfs aux notables en goguette gastronomique.

Christophe Moret s'est donc glissé dans ce moule très comme-il-faut. Son style n'est pas celui de son prédécesseur : il est plus « joueur » que Philippe Mille époque Crayères, travaille davantage dans les associations subtiles, les sapidités arachnéennes, quand son

confrère livrait une partition plus voluptueuse. Ainsi de cette araignée de mer en chaud-froid, sabayon, tagète et caviar, le tout accompagné de « frit-teaux » des pinces. Entendez par là de fins beignets à prendre avec les doigts et à tremper dans le sabayon, comme une sorte de fish and chips de luxe (un rince-doigts serait le bienvenu). La très délicate araignée est assaisonnée avec un doigté remarquable et la température de service, idoine, témoigne d'une attention soutenue au moindre détail.

Ce plat était une divine surprise, non encore inscrit à la carte le jour de notre venue. Auparavant, une royale d'oursin et caviar (redite pardonnée vu les circonstances), bonite et kombu fumés, nous avait bigrement séduit. La royale, sans beurre ni crème, est d'une légèreté surprenante et ne vampirise pas comme souvent, par une texture trop appuyée, les saveurs marines.

On reste dans la délicatesse avec un saint-pierre cuit à la vapeur de cédrat, qui débouche avec un assortiment de coques, couteaux, palourdes en marinière. Le poisson est d'une qualité exceptionnelle, sa cuisson digne de celle-ci, quelques graines de sarrasin torréfié ajoutent du croquant au plat.

Une grande sensualité

Mais voici à présent un autre exemple de ce que la grande cuisine classique d'aujourd'hui peut donner de meilleur : un pigeon de Racan rôti, poudré de poivres et de genièvre, petits pois à la française, sauce salmis. Un plat de répertoire, auquel la main du chef apportera des nuances singulières sans que l'on perde le fil gustatif de l'exercice. Ce pigeon a été cuit à l'ancienne, pas sous vide ou on ne sait comment. La viande, rosée, et ainsi conservé tout son moelleux, toute sa tendreté. La sauce mérite à elle seule que l'on s'y attarde : elle a été réduite au maximum avant de trébucher dans l'amertume désagréable. Il se dégage de ce binôme une animalité poivrée d'une grande sensualité, que vient compléter un travail d'orfèvre sur les abats : un peu de sauvagerie dans le jardin à la française. Les légumes, justement, tiennent leur rôle, avec les premiers petits pois de la saison, bien fermes, un oignon doucement confit, quelques blettes croquantes sous la dent. On atteint là une sorte de perfection. Certes, on peut servir le pigeon autrement, même bleu quand on s'appelle Alexandre Gauthier (La Grenouillère). Mais comment apprécier l'audace de la cuisson minimaliste si l'on n'a pas apprécié la méthode de référence, maîtrisée de main de maître par un chef du calibre de Moret ?

Seule petite ombre à ce repas, le dessert : pommes marinées, en gel et en sorbet, avec des pétales de sarrasin croustillants. Un épilogue quelque peu austère, qui manquait d'acidité ou, pourquoi pas, de chantilly, en tout cas de lascivité. Mais qu'on se rassure : Les Crayères restent Les Crayères. ■

Arbane, 7, rue Noël (Reims). Tél. : 03 26 89 60 70. Fermé mercredi et dimanche. Menus à 80 € (déjeuner), 130 €, 180 € et 250 € (dîner), ou carte.

Le Parc (Hôtel Les Crayères), 64, boulevard Henry-Vassier (Reims). Tél. : 03 26 24 90 00. Fermé lundi et mardi. Menus à 120 € (déjeuner), 270 € et 390 €, ou carte.

Tom Meyer en effervescence chez Mumm

Alice Bosio Envoyée spéciale à Reims (Marne)

Le trentenaire fraîchement nommé à la Chèvre d'Or, à Èze, orchestre une résidence rémoise jusqu'à fin juin à la Table des Chefs.

À 30 ans seulement, Tom Meyer appartient à cette jeune génération de talents français promis à un bel avenir. Après avoir brillé chez Granite, à Paris, il prendra en juillet la tête des cuisines de la Chèvre d'Or, 2-étoiles d'Èze, en remplacement d'Arnaud Faye, lui-même nommé au Bristol à la suite du départ d'Éric Frechon. Bonne nouvelle pour les Rémois : jusqu'à fin juin, Tom Meyer est aussi le quatrième invité de la Table des Chefs Mumm, premier restaurant à accueillir, depuis un an tout juste, des cuisiniers en résidence dans la cité champenoise.

Le natif du Jura, fils de restaurateurs passé par la Maison Lameloise (Chagny) et l'Hôtel de Ville de Crissier (Suisse), avait été repéré par Stéphane Manigold, président du groupe Éclorre, alors qu'il officiait comme chef de la cuisine d'essai d'Anne-Sophie Pic à Valence. L'entrepreneur en nez creux (ses restaurants totalisent désormais six étoiles Michelin à Paris) lui offre en 2021 le poste de chef-associé de

Granite, près des Halles. Avec une cuisine à la personnalité affirmée, sachant jongler avec les sauces, les textures, les dressages et les associations de façon à surprendre sans égarer, il décroche sa première étoile dès 2022, tout comme le titre très exigeant de meilleur ouvrier de France.

Acidité et gourmandise

Mais revenons à Reims. Une fois passée la grille et montées les marches de l'hôtel particulier cosu datant de la fin du XIX^e siècle que la maison Mumm a transformé, après l'avoir longtemps réservé à des événements pour ses clients, en restaurant ouvert au grand public sur réservation, on pénètre dans un premier salon lumineux, puis un second donnant sur le bar. Derrière les fenêtres, un jardin agrémenté d'une terrasse aux beaux jours. « Je suis très content d'avoir investi ce lieu charmant », explique Tom Meyer, qui se rend en Champagne tous les quinze jours depuis le début de sa résidence, en mars, quand il n'envoie pas un membre de Gra-



La langoustine, oselle, bourgeoises de cassis, tagète passion, par Tom Meyer. MUMM

nie pour accompagner l'équipe placée par Sodexo Prestige. C'est la première fois que j'exporte mon univers en dehors de mon restaurant, et j'ai la chance de travailler sur une carte printemps-été.

Au menu, après une quenelle de poisson et son beurre noisette et câpres, amusement parfaitement équilibré entre acidité et gourmandise, à l'image de tout le repas, première claque avec la langoustine, succulent petit tableau où le crustacé juste voilé est réveillé par une escorte de jus de tête réduit, crème d'avocat à l'oselle, vinaigrette aux bourgeoises de cassis et huile tagète et passion. Place ensuite à l'asperge verte, croquante et fondante à la fois, et son sabayon noisette et lavande tout en rondeur. Débarquent alors le tourteau de Roscoff et sa diabolique concentration relevée de carcasses au bois de vanille, radis croquant et estragon du Mexique, puis l'omble chevalier confit, condiment XO umamié et beurre blanc au genièvre. Un dôme de volaille moelleuse, morilles au vin jaune et reine des prés avant de

conclure par un dessert tout en fraîcheur autour du chocolat, des agrumes, de l'olive noire et du poivre vert.

Pour accompagner cette partition sans fausse note, Raimonds Tomsons, élu meilleur sommelier du monde 2023, a concocté un accord mets et vins, comprenant bien sûr des champagnes de la maison, mais aussi des crûs d'ailleurs, avec la volonté de sortir les bulles de leur consommation apéritive pour les repositionner en accompagnatrices pointues d'un repas gastronomique.

Après la résidence de Tom Meyer, l'adresse, prise des locaux (60 % de la clientèle) comme des touristes de passage, invitera ses convives au voyage avec Sato Hideaki, triple étoilé à Hongkong. Dès octobre, le Parisien Victor Mercier, de FIEF, qui met un point d'honneur à ne cuisiner que des produits français, prendra le relais. ■

La Table des Chefs, 31, rue du Champ-de-Mars (Reims). Du jeudi au lundi midi (sf dim.). Menus : 55 € (déjeuner), 75 €, 115 €.

Les forces d'attraction du domaine Vranken Pommery

Stéphane Reynaud

À la fois unité de production viticole et centre culturel, la maison rémoise s'est aussi dotée du restaurant Le Réfectoire, tenu par le chef Philippe Moret, et ouvre bientôt un jardin. Rencontre avec sa présidente, Nathalie Vranken.

Pour rayonner dans le monde et conserver son prestige, le champagne doit être un peu plus que du champagne. Chaque maison choisit ses propres recettes pour y parvenir. Ainsi, depuis plus de deux décennies, Nathalie et Paul Vranken, les propriétaires, multiplient les initiatives culturelles et de loisirs et creusent leur sillon, notamment dans le secteur de l'art contemporain. En ce moment, Vranken Pommery est aussi mécène de l'exposition 1874, naissance de l'impressionnisme, au Musée d'Orsay.

LE FIGARO. - Avec Le Réfectoire, la maison Vranken-Pommery souhaite-t-elle se lancer dans l'aventure gastronomique ?

NATHALIE VRANKEN. - L'idée de ce restaurant est née pendant le confinement. Ce fut la première fois dans toute l'histoire de notre maison, créée en 1868, que les caves furent fermées. Nous nous sommes alors demandé qui étaient ces visiteurs qui nous manquaient tant. En analysant les différentes données dont nous disposions, nous avons clairement constaté qu'il s'agissait, pour beaucoup d'entre eux, d'étrangers. Par-



Nathalie Vranken, à côté de l'installation *Road to Exile* (détail), de Barthélémy Toguo. JULIO PIATTI

mi les 200 000 visiteurs que nous accueillons chaque année, un tiers est français, un tiers vient des autres pays d'Europe et un tiers arrive du reste du monde. Pour la plupart d'entre eux, le champagne se boit à l'apéritif. Nous avons voulu leur transmettre l'histoire de nos grands cuisiniers, de notre gastronomie, mais d'une manière simple et bistro, surtout en mettant en avant des accords entre le champagne et les mets pour une dégustation à table qu'ils connaissent mal. Ensuite, nous avons appelé ce restaurant Le Réfectoire simplement parce qu'il est installé dans une pièce du domaine qui porte ce nom depuis très longtemps. Et nous avons

demandé au chef Philippe Moret de s'en occuper, car nous savons qu'il a le goût d'une bistronomie généreuse. Il prépare le bœuf bourguignon, le veau marenge, les profiteroles, les îles flottantes...

Le domaine Vranken Pommery est aussi un centre culturel. En vingt ans, vous avez accueilli et produit 600 artistes...

Depuis, d'autres maisons vous ont emboîté le pas. Allez-vous continuer ? Nous nous sommes engagés dans cette aventure avec enthousiasme, avec joie, avec passion. Nous l'avons fait aussi avec candeur. Nous avons rencontré chacun des artistes. J'ai profondément aimé apporter un regard différent sur l'art en restant dans les traces de Madame Pommery, qui, en son temps, avait demandé à Jacques Gallet de réaliser un tonneau pour promouvoir son nouveau champagne brut. Ensuite, j'aimerais préciser que, pour moi, l'art contemporain est l'art du vivant. Cela veut dire que nous sommes en relation avec des artistes à qui nous pouvons parler. Les artistes avec qui nous travaillons sont des gens qui viennent au domaine. Je ne m'intéresse pas à l'art contemporain par posture ou parce que c'est chic.

Vous imposez-vous des limites dans diverses collaborations avec les artistes ? Bien sûr, si nous sommes en mesure de monter des expositions dans les caves, c'est grâce au commerce du champagne. Mais nous n'avons jamais fait une cuvée sur un artiste. Chez nous, l'art n'est pas là pour faire la promotion de la bouteille, ni le contraire. Nous avons créé l'expérience Pommery, qui correspond pour les artistes à une liberté de s'exprimer de façon gigantesque. Il

ne faut pas perdre de vue qu'il y a vingt ans, quand nous avons commencé à exposer, les artistes avaient besoin de soutien. Nous avons amené le public à écouter ce qu'ils avaient à dire. Et c'était des moments joyeux. Je me souviens des femmes en papier d'Alexander Calder, des accumulations de Tadashi Kawamata, de la venue des artistes iraniens... Je n'ai jamais connu aucun moment de lassitude avec cette activité.

Vous avez aussi ouvert un musée qui raconte l'histoire du domaine...

Oui, cela prend place dans le cellier créé par Gustave Eiffel en partenariat avec le Musée des beaux-arts de Reims qui nous a prêté quelques pièces. Bien entendu, nous avons aussi mis en avant des archives de la maison. De fait, aujourd'hui, le domaine est à la fois un centre de vie, un centre d'accueil des visiteurs, un centre culturel.

L'inauguration d'un jardin correspond-elle à cette logique ?

Rien ne demeure que ce qui change... L'entrée de notre domaine est très statutaire. Nous allons y installer des œuvres monumentales. Nous allons aussi verdir l'endroit. Nous voulons de la couleur, des fleurs, une animation joyeuse. Tout cela, les visiteurs vont pouvoir le découvrir après les saints de glace (11 au 13 mai, NDLR). Il s'agit d'une offre estivale qui correspond à un besoin de respiration que peut ressentir chacun de nos visiteurs. Débambuler dans un beau jardin, c'est formidable. C'est un état d'esprit personnel, complémentaire de celui du champagne, qui ne se vit qu'avec les autres. ■

Des champagnes 100 % pinot meunier

Martin Lemaire

Autrefois peu valorisé, ce cépage a retrouvé grâce aux yeux de certaines marques.

La Champagne, terre du chardonnay, du pinot noir... et du meunier, bien sûr. Si les deux premiers sont les deux cépages préférés des Français, selon le baromètre Sowine 2023, le troisième n'est évidemment pas dans ce classement. Et pour cause, il n'a pas conquis les cinq continents, contrairement à ses confrères qui s'épanouissent de l'Afrique du Sud à l'Australie en passant par les États-Unis. Le pinot meunier reste franco-français, et même champeno-champenois, puisque, en dehors de la terre du vin des rois, il est rare d'en croiser. C'est la Vallée de la Marne qui l'a fait sien, avec ses sols argilo-calcaires propices au développement de ce cépage fragile et aromatique. Peut-être un peu trop, d'ailleurs, au goût de certains, puisque longtemps il fut le parent pauvre du royaume de la bulle. « On lui reprochait sa lourdeur, surtout quand il vieillissait. De manière caricaturale, un chef de cave peut vous dire qu'un meunier est bon sur la jeunesse, mais qu'après sept ou huit ans ça ne vaut plus rien. Ça, c'était avant, ou ce sont des gens qui ne connaissent pas le cépage », explique Jean-Marc Charpentier, de la maison du même nom située à Charly-sur-Marne.

Ici, dans l'extrême-ouest de l'aire d'appellation, aux portes de la Seine-et-Marne, le pinot meunier est valorisé. Et c'est cet emplacement, loin des grands crus, qui pourrait aussi expliquer sa marginalité. « Nous avons de vieilles parcelles. Nous adorons ce cépage, que j'ai mis beaucoup d'années à comprendre. Il a fallu appréhender son fonctionnement, les endroits où il s'épa-

nouit le mieux et sa fragilité. De plus, sa maturation n'est pas du tout la même qu'un chardonnay ou qu'un pinot noir », poursuit Jean-Marc Charpentier, qui produit une cuvée monocépage en parcelle. Sa résistance au gel est appréciée, y compris dans la Montagne de Reims, où le pinot noir est pourtant roi. La maison Cattier lui a dédié une cuvée millésimée (2016), issue des parcelles en premier cru. « Aujourd'hui, il est très recherché, car il correspond à énormément de goûts et d'accords. On peut le travailler de mille façons différentes, sur des champagnes jeunes ou destinés à la garde », analyse Céline Mignon, de la maison Pierre Mignon, qui se présente comme « une fervente défenseur du meunier ». À tel point que cette représentante de la cinquième génération de la famille a tenu à nous présenter sa cuvée en monocépage, mais cette fois en rouge, sans bulle. « Dans ce coteau champenois, on retrouve toute son expression : de la gourmandise, du fruité... C'est léger et aromatique en même temps. C'est un vin rouge de plaisir », vente Céline Mignon.

Une touche de poésie

Reste un écueil : la baisse continue des surfaces allouées au meunier, qui passe de 37% de la Champagne en 1990 à 30% en 2022. Pourquoi cette dégringolade, alors que tout porte à croire que ce cépage a de l'avenir ? « Comme il est difficile, les gens replantent du pinot noir, qui a en outre la particularité d'être plus productif, mais qui ne donne pas toujours des résultats convaincants en fonction du type de sol », analyse Jean-Marc Charpentier, qui nous invite à découvrir le meunier non pas à travers son utilisation la plus courante, pour arrondir les angles au sein d'un assemblage dans un champagne brut, mais plutôt dans son entièreté, dans une cuvée réalisée par un vigneron convaincu de son potentiel. Si, en dehors de la Champagne, on persiste à l'appeler « pinot meunier », du côté de Reims ou d'Épernay, c'est simplement « meunier », car son évolution naturelle lui confère aujourd'hui des caractéristiques distinctes de la famille des pinots. Une vraie singularité, donc, auréolée d'une petite touche de poésie : on l'appelle meunier, car, jeune, ses feuilles semblent saupoudrées de farine. ■

sisley
PARIS

SISLEYA
L'Intégral Anti-Âge

NOUVELLE CRÈME GEL FRAIS

...ET L'ÂGE N'EST PLUS QU'UN NOMBRE

Puissant soin à l'action anti-âge complète :
rides réduites, fermeté, densité et éclat retrouvés.

À découvrir sur sisley-paris.com

RC Paris - B 722 003 861 - Paris



Le pinot meunier de Jean-Marc Charpentier.



Art Paris, la dernière édition avant la métamorphose. Au printemps 2025, cette foire si parisienne, qui a su mettre à profit la crise du Covid et la paralysie de ses rivaux, sera au large dans le bâtiment historique du Grand Palais qu'aura éterné, dès l'automne 2024, la 3^e édition de Paris +, by Art Basel. Dans les allées, les partisans du maintien du Grand Palais éphémère au-delà de la date échue (son concessionnaire, la société privée GL Events, son architecte Jean-Michel Wilmotte et le galeriste Daniel Templon) et les partisans de sa destruction, comme prévu par contrat (le cabinet de la ministre de la Culture Rachida Dati), sont tout autant catégoriques dans leur verdict. Avec le retour au Grand Palais, la compétition va donc reprendre de plus belle, confronter des visions très différentes de l'art, remettre chacun dans son pré carré.

Des prix accessibles

Quelle sera la place d'Art Paris dans le parcours international des foires qui a repris son rythme débridé ? Au lendemain d'Art Basel Hongkong et à la veille d'Art Brussels, alors que le monde de l'art s'échauffe pour la 60^e Biennale de Venise qui ouvre le 20 avril au public, la formule orchestrée par son directeur globe-trotter, Guillaume Piens, a fort à faire. Pour cette 26^e édition, Art Paris réunit 136 galeries à 60 % françaises, sélectionnées sur 291 candidats, dont un tiers de nouveaux venus et de notables signatures contemporaines : du Parisien Michel Rein à la Berlinoise Esther Schipper. À l'image du retour en force de la peinture, cette édition explose de couleurs et oublie la noirceur de l'art contemporain. Elle ressemble plus à une Fiac d'autrefois, plaisante, rassurante, classique, de bon ton, sans folie, qu'au « Monde comme il va », culte du dystopique chez François Pinault à la Bourse de Commerce.

Moins de spectaculaire, plus de chine dans cette foire de bonne qualité homo-

Art Paris 2024, la nature au secours du classicisme

Valérie Duponchelle et Béatrice de Rochebouët

Au Grand Palais éphémère, la foire très parisienne propose un retour aux sources en 136 galeries. La crise calme les ardeurs.

gène, à des prix qui restent accessibles et qui font la part belle aux collectionneurs - les Français, les premiers -, loin des cimes en millions de dollars des grandes foires internationales (Bacon, superbe portrait dessiné par feu Jacques Mandelbaum, vendu 70 000 euros chez Zlotowski). Contrairement à l'an dernier, le vernissage est resté d'une sagesse de bon aloi, sans précipitation ni

frénésie. Moins de monde et donc un parcours « plaisant à visiter, et pas ce que l'on voit ailleurs », soulignait le collectionneur bruxellois Frédéric de Goldschmidt, qui a aimé Clara Rivault chez Les Filles du Calvaire. Retour en force des classiques de l'art moderne (La Diane chasse-resserpe, circa 1913, de Félix de Marle, 250 000 euros à la Galerie Bo-

quet), avec une percée du surréalisme. Il fête ses 100 ans avec la grande exposition d'automne à Beaubourg (Le Dieu des armées, 1964, de Jane Graverol, 80 000 euros en discussion à la Galerie Retelet). L'histoire se lit dans les petits tableaux, début de siècle, de Juliette Roche à la Galerie Pavée.



De gauche à droite : Sans titre (2023) de Nathalie Du Pasquier, Petite colonne et tête (2008) de Jacqueline Lerat et Nesje Willems. YVON LAMBERT / ART PARIS 2024, DENIS DURAND / GALERIE CAPAZZA, JMLYNN



Le PAD aux Tuileries, royaume vivifiant des arts et du design

Mercredi jusqu'à 21 heures, la foule n'a pas désempalé sous la tente du PAD aux Tuileries, pour le vernissage VIP qui s'est tenu en même temps que celui d'Art Paris, au Grand Palais éphémère. Un public à majorité très française, mais aussi des Américains, amateurs et décorateurs, toujours très friands de cette manifestation donnant le bon ton du design vintage et contemporain. On y vient pour faire le plein de découvertes. Et, pour cette 26^e édition, elles sont nombreuses parmi les 74 exposants dont beaucoup de nouveaux : dès l'entrée, David Zvirner, le galeriste allemand international, apporte du souffle dans ce royaume des arts décoratifs, avec les assises colorées de l'artiste autrichien Franz West (Künstlerstühl, 2006-2022, environ 13 000 euros).

Dans l'ensemble, la qualité est pointue, l'ambiance, vivifiante, malgré un

démarrage des affaires assez lent, du fait d'un climat mondial plombé. C'est le constat du trentenaire Florian Daquet-Bresson qui, d'habitude dans sa galerie parisienne, vend comme des petits pains ses céramiques de Claire Lindner. Timothée Imbert ou Superpoly (un plat vendu). Mais pas celui de la Carpenters Workshop Gallery, qui a déjà des touches pour Vincenzo De Cotiis, Nacho Carbonell ou Ingrid Donat, dont sa nouvelle pièce, la commode Ooni, tour de force technique, trois ans de conception, pèse aussi lourd en bronze qu'en euros. À découvrir à la galerie, rue de la Verrerie (Paris 4^e)

Même si l'on n'aime pas tout - certains accrochages tombent dans la surcharge décorative ! - chacun peut y trouver son compte. Quelques peintures, comme Victor Gastou - fils du regretté Yves, dont la collection s'est vendue 3 millions d'euros, en mars, chez Sotheby's, à

Paris - ont fait des prouesses (prix du meilleur stand par le scénographe de Joy Herro), en créant un temple circulaire dont les piliers servent de présentoir aux 30 boîtes à trésor de la mosaïste française Béatrice Serre. Un tiers a déjà été vendu au vernissage à 6 000 euros pièce. Au centre, se dresse comme un menhir son grand miroir en acier poli à facettes orné de mosaïques (prix top secret !).

La nature à l'honneur

Comme à son habitude, le salon fait le grand écart du XX^e au XXI^e siècle. Il part de l'historique chez HP Le Studio (récompensé dans la catégorie par le jury), pour sa suite de quatre lustres en laiton 1900, rare création de la Guilde de l'artisanat fondée par Arthur Dixon en 1890, marquant la renaissance du « Modern Britain », celle des arts appliqués en Grande-Bretagne, au temps du triomphe de l'industrie (moins de 100 000

euros). Chez François Laffanour avec un canapé Ours polaire violet, modèle de Jean Royère de 1947 (1 million d'euros) et une table éclairante de Jean Prouvé (130 000 euros). Ou chez Jacques Lacoste, avec une mise en lumière du style français de la fin des années 1930, ce coussin héritier de l'Art déco qui s'affirme à l'Exposition universelle de 1937 à Paris et se prolonge jusqu'en 1950. Des pièces ornementales au style précieux - « moins facile à vendre rapidement », estime le marchand de l'avenue Matignon - signées André Arbus (paire de fauteuils tapissés à décor d'instruments de musique aux larges accoudoirs) ou Gilbert Poillierat (monumentale table avec un dessus en scagliola, imitation de marbre, à 150 000 euros).

Il se termine par un feu d'artifice contemporain, particulièrement divin, chez Spazio Nobile (Bruxelles) avec le mobilier en tube rose pâle issu d'une

Le marché répercute l'actualité des musées. Que ce soit le Catalan Antoni Tàpies chez Mayoral de Madrid, alors que Bozar Brussels vient de célébrer « Antoni Tàpies. The Practice of Art ». Les sculptures sexuées et tissées de la Polonaise Magdalena Abakanowicz chez Richard Saltoun de Londres, alors que la Tate Modern lui a consacré une rétrospective magistrale, l'an dernier. Auguste Herbin (1882-1960) et sa géométrie joyeuse à la Galerie Lahumière, alors qu'il trône au Musée de Montmartre et dans l'appartement de Léonce Rosenberg au Musée Picasso. Feu Carlo Zinelli (1916-1974), étoile de l'art brut chez JP Ritsch Fisch de Strasbourg, que le LaM de Villeneuve-d'Ascq a mis en gloire pour ses 40 ans. À noter, les accrochages qui relisent l'histoire de l'art, comme la sculptrice Alicia Penalba (1913-1982) chez A & R Fleury (240 000 euros le grand totem dont une édition est à Beaubourg).

Les deux parcours proposés - « Fragiles utopies » en 21 artistes par Éric de

expérience sur le papier (devenu solide) et l'urushi (couche protectrice, semblable à la laque), entre le mentor japonais Naoto Fukasawa et l'artiste émergent taïwanais Pao Hui Kao (dès 2000 euros les tabourets). Humoristique chez Stefanidou Tsoukala, avec le bouidoir de « Mme Tependris », personnage créé par le Grec Konstantin Kakanias. Créatif chez Theorem Éditions (galerie du Palais Royal de David Giroire et Jérôme Bazzocchi) avec les banquettes translucides de Francesco Balzano ou les plats ronds de cristal de Guillaume Garnier et Florent Linker, aussi hypnotiques que les blocs de verre de Roni Horn (prix moyen 4 000 euros). Onirique chez Aliene Chastel Maréchal avec le mobilier floral de Joy de Rohan Chabot (jusqu'à 150 000 euros). Ou émotionnel dans la relation de l'homme avec la nature chez Maniera, avec ce fauteuil en grès, texture granuleuse gris clair ressemblant à un

Parcours en 10 artistes, des ateliers de la Chine révolutionnaire à l'obsession animalière

■ Nathalie Du Pasquier (Yvon Lambert)

Fine, discrète, Nathalie Du Pasquier est la première lauréate du prix BNP Paribas Banque privée. Doté de 30 000 euros, ce nouveau prix créé en collaboration avec Art Paris récompense l'un des artistes du focus thématique « Fragiles utopies. Un regard sur la scène française » imaginé par l'historien d'Art Éric de Chassey (*Le Figaro* fait partie du jury). Née à Bordeaux en 1957, Nathalie Du Pasquier vit et travaille à Milan. Elle est l'une des rares femmes du groupe Memphis, dont elle est aussi un des membres fondateurs. À ce titre, elle a multiplié les supports, textiles, tapis, plastiques laminés, mobilier, objets. Elle fascine Toulon avec ses dessins et ses « Arrangements 1993-2023 », jusqu'au 27 avril à l'Hôtel des arts TPM. Depuis 1987, elle se concentre sur la peinture qui transforme la sculpture en surface plane et géométrique et qu'expose Yvon Lambert, galeriste de légende qui a partagé ses lauriers. C8

■ Katia Kameli (Véronique Rieffel)

Le ciel et la terre, le spirituel et le temporel sont mis en scène chez Véronique Rieffel devant le long rideau peint par la Franco-Algérienne Katia Kameli (22 000 euros). Il enveloppe le bestiaire symbolique de son installation phare, *Le Cantique des oiseaux*, présenté à l'IFA Gallery (Stuttgart, 2023) et à La Crie (Rennes, 2022). L'artiste et réalisatrice s'inspire du conte médiéval du poète persan Farid al-Din Attar (XII^e-XIII^e) et sculpte l'épopée de trente oiseaux en quête de Simorgh, l'oiseau suprême. Ces âmes ailées, guidées par un désir d'absolu, découvrent finalement que la divinité qu'elles cherchaient est l'essence même de leur être. Véronique Rieffel en parle avec feu. Emma Lavigne, directrice générale de la Pinault Collection, « a adoré ». Déjà plusieurs pièces vendues dont le grand oiseau, *La Huppe*, à 30 000 euros. Et plusieurs miniatures persanes à 5 000 euros. J5

■ Guillaume Barth et Vieira da Silva (Jeanne Bucher)

Les fines mosaïques comme des partitions de musique de Vieira da Silva (1908-1992) couvrent tout un mur chez Jeanne Bucher, entrent en résonance avec les tisseurs d'espaces et de sensations, comme Evi Keller et ses *Matière-Lumière*, mêlant métaux, minéraux, végétaux, cristaux. Dans la thématique Art & Craft de Nicolas Tremblay, l'im-mense carré de soie jaune, *Arunomina*, a été imaginé à partir de l'interprétation des carrés magiques soufis et de l'étude des talismans, par Guillaume Barth, né à Colmar en 1985. Cet alphabet de fleurs imprimé sur de la soie en utilisant de l'encre de safran nous ancre dans la nature (50 000 euros). D6

■ Gilles Aillaud (Loevenbruck)

Jusqu'en février, Gilles Aillaud (1928-2005), philosophe devenu peintre, stupéfiait son monde au Centre Pompidou. Un Petit Prince qui regarderait en frère les autres espèces, ces otaries, rhinocéros, singes, serpents, lions, mangoustes et pingouins, privés de liberté dans des zoos bien humains. Dans sa peinture si maîtrisée, ils incarnent le présent pour l'éternité. Hervé Loevenbruck poursuit cette relecture d'un peintre rare qui vient d'être exposé au Macro à Rome (les dessins vont de 6 000 euros à 25 000 euros, les peintures de 80 000 euros à 500 000 euros). Il a accroché 194 lithographies, son *Alphabet des animaux* (édition de 50, de 1988 à 2000) dont il est rare de voir les quatre albums réunis. Pour cet ensemble à petits prix (1 000 euros pièce), il a imaginé non pas une vente, mais une mise à disposition viagère qui lie chaque propriétaire aux autres, afin de pouvoir le réunir à nouveau. D7

■ Jacqueline et Jean Lerat (Galerie Capazza)

Retour aux sources de la terre avec le couple français, Jacqueline (1920-2009) et Jean Lerat (1913-1992), chez Capazza, galerie établie dans un majestueux corps de ferme, à Nancy, en Sologne. « Nous étions côte à côte, Jean aimait la masculin, moi le féminin », écrit-elle. Dès les années 1950, le duo révolutionnaire le mouvement de la céramique mo-

derne et contribua au renouveau de l'art du grès. Allant de la figuration (divine maternité, corps avec deux tiges ou personnage boursoufflé) à l'abstraction (tronc), leurs objets se libèrent peu à peu de leur fonction utilitaire, pour devenir sculptures, aux teintes de sable et lignes pures, atteignant le point d'équilibre du cosmos. La galerie a travaillé avec la famille pour cette mini-rétrospective, 4 pièces déjà vendues, de 4 500 euros (jusqu'à 55 000 euros). A14.

■ Les « ge-ba » chinoises (Françoise Livinec)

Les « ge-ba » sont des « peintures de tissu » nées en Chine, art du réemploi et art povera avant l'heure : de la colle de riz pour assembler à plat sur une planche un col de veste trop usée, une poche encore solide, un fragment de robe de mandarin effilochée. Ce recyclage traditionnel des vêtements les plus pauvres donne naissance à une beauté proche des tableaux de Poliakoff. Fondateur de la Compagnie française de l'Orient et de la Chine, François Dautresme en avait réuni un grand nombre dans sa collection vendue chez Piasa en 2017. Le Centre Pompidou les a inclus dans la manifestation « Alors la Chine », en 2003. Œil vif et esprit d'une rare curiosité, Françoise Livinec a eu le coup de foudre pour ces abstractions colorées de la vie quotidienne chinoise,

faites par les ouvrières du textile pendant et après la Seconde Guerre mondiale (15 accrochées, 7 000 euros pièce). La chef d'atelier les réunissant par formes, techniques, couleurs. Nicolas Tremblay en a fait un point phare de son parcours Art & Craft. Le peintre français Ronan Barrot est tombé en pâmoison, en a acheté un, puis deux. E3

■ Jean Hélon (Trigano)

Jean Hélon (1904-1987) raconte sa « Prose du monde » si étrange et si personnelle au Musée d'art moderne de Paris (MAM), jusqu'au 18 août. Artiste érudit, il transforme le quotidien des cafés, des rencontres, dans des tableaux rébus, vrais morceaux de peinture (*Florale*, 1969, 130 x 300 cm, 240 000 euros). Patrice Trigano, qui a prêté 10 œuvres à la rétrospective du MAM, a sorti celle-là de sa collection personnelle. C2

■ Jesse Willems (Clémentine de la Féronnière)

Jesse Willems est un artiste belge, né en 1984. À partir de ses photos de rue, il réalise des collages complexes, enveloppant ses tirages dans des papiers précieux chinois (de 4 700 euros à 9 600 euros). En éliminant tout superflu et les pièces reconnaissables, lettres et symboles, il crée des abstractions dynamiques, déjà dans les collections du

ministère belge des Affaires étrangères, de la Fondation Verbeke, et de collections privées. H10

■ Clara Rivault (Les Filles du Calvaire)

Clara Rivault, née en 1991, dont l'œuvre, *Hedera*, entre sculpture et vitrail, a été retenue pour le futur siège de l'Institut français, et animera la façade du 40-42 rue de la Folie-Régnault à Paris (11^e). Intéressant de voir, chez Templon, le projet rival de Prune Nourry, *Arborescence*, en inox et peinture trompe-l'œil (50 000 euros). Clara Rivault a séduit le public des Filles du Calvaire qui ont vendu aussitôt sa torche bleu turquoise, *Les Jeux de la Vénus*, en verre recyclé (3 000 euros), et ont énormément d'attention sur son grand vitrail (28 000 euros). Notre-Dame de Paris oblige, la question du vitrail contemporain est d'actualité. C4

■ Ming (Rodolphe Janssen)

Ceux qui ont acheté ce grand Bouddha rouge de Yan Pei-ming 48 000 euros à la Fiac en 2002 ont été inspirés. Sortie de sa collection parisienne, il trône aujourd'hui chez le Bruxellois Rodolphe Janssen à 280 000 euros. Installé en Bourgogne, Ming y a une alliée, Rachida Dati qui y a passé son enfance. Elle s'appelle Rachida Dati. C12 ■ V.D. ET B.D.E.R.

De gauche à droite : *Lidagat* (2023) de Clara Rivault, *Le Cantique des Oiseaux* (2023) de Katia Kameli. Les « ge-ba » sont des « peintures de tissu » nées en Chine, art du réemploi et arte povera avant l'heure.

THOMAS MARRONI, BILDHUEBESCHE FOTOGRAFIE/ ANDREAS KOERNER, GE BEI GALERIE

Chassey, « Art & Craft » en 18 talents par Nicolas Tremblay - épousent les tendances profondes de l'art, pour l'un l'actualisation du classicisme (Alberola aussitôt vendu chez Templon), pour l'autre, le retour en force de la main (*Ici commence le jour*, sculptures et tableaux de fibres de Joël Andrianomearisoa, de 19 000 euros à 31 000 euros, chez Almire Rech, tissage croisé rose tyrien de Sheila Hicks, 100 000 euros, chez Claude Bernard et son neveu, Michel Soskine). Ces deux parcours, par leur didactisme léger, éclairent le visiteur qui n'est pas forcément un initié.

Peu de contemporain

Réduite à la portion congrue, la section « Promesses » ne donne qu'un tout aperçu du contemporain. À noter, la présence de la galerie romaine GAEP, nom réputé de Bucarest. Et des exceptions comme l'artiste Alice Bidault, finaliste du premier prix Paribas Banque privée, à découvrir chez Pietro Sparta. Un cas d'école, venu du fin fond de son Morvan, et un apôtre du rural chez lequel la ministre de la Culture Rachida Dati s'est longuement arrêtée mercredi, guidée sciemment par Guillaume Piens. Les affaires sont là, mais lentes, voire très lentes (la Galerie Miterrand a vendu des dessins de Raphaël Zarka, à partir de 5 000 euros, et les petits formats de la Vietnamiennne exposée à la MEP, My-Lan Hoang-Thuy, à partir de 4 000 euros). Tout le monde mise sur le week-end. Au final, une foire qui conforte un certain goût français. Révolutionnaires s'abstenir. ■

Art Paris Art Fair, au Grand Palais éphémère (Paris 7^e), jusqu'au 7 avril. www.artparis.com

rocher, réalisé en 2019 par l'architecte Bijoy Jain, fondateur du Studio Mumbai en Inde, auquel la Fondation Cartier consacre une exposition jusqu'au 21 avril.

La nature est au centre des préoccupations. Notamment à la Galerie *Equo*, avec cet étonnant cabinet-armoire d'Humberto Campana confectionnée avec la fibre végétale du pays (*sabaï*) et enrubannée de délicats fils de laiton. Ce renouveau de l'Art & Craft (qui emprunte son titre au mouvement Arts and Crafts né au Royaume-Uni à la fin du XIX^e siècle) est omniprésent et résonne avec l'un des parcours d'Art Paris, montrant comment il bouleverse l'art. Rendez-vous attendu du printemps, « *le PAD n'est pas à vendre* », nous assure sa nouvelle directrice Flore Serin de Ségogne. ■ B.D.E.R. PAD aux Tulleries (Paris 1^{er}), jusqu'au 7 avril. www.padesignart.com

Étienne Dinet (1861-1939). Esclave d'Oran et de la Grande Algérie, Étienne Dinet a été un des fondateurs de l'école algérienne de la peinture. Photo: Musée de l'Oran, Grand Palais (Musée de l'Oran) et Musée de l'Oran.

ÉTIENNE DINET

PASSIONS ALGÉRIENNES

Une exposition à l'Institut du monde arabe du 30 janvier au 9 juin 2024

Informations et réservations sur imarabe.org

LE FIGARO LE QUOTIDIEN DE L'ART En partenariat avec l'IMA-Tourcoing

INSTITUT DU MONDE ARABE

LE COLIVING EST EN PLEINE CROISSANCE

Dans un contexte de pénurie de locations classiques, l'offre de coliving a triplé en 5 ans. Au sein de résidences gérées, de bâtiments réhabilités... on partage des espaces et des services tout en ayant sa chambre indépendante, meublée. Nouveau mode de vie ou nécessité à développer ? Focus dans l'émission Figaro Immo. Par Olivier Marin @OlivierMarin

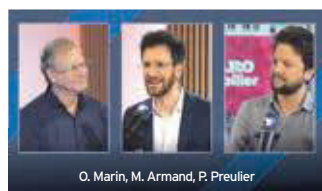
À la différence de la colocation, le coliving permet de partager des espaces, des services mais aussi de préserver son intimité, avec généralement une chambre individuelle et sa salle de bains. Est-ce que cela traduit une nouvelle façon de vivre et d'habiter ou est-ce que cela répond à de véritables besoins face à la pénurie de locations traditionnelles ? Maxime Armand, cofondateur de Urban Campus, spécialiste dans le domaine, est catégorique : « Il est vrai que le coliving est une solution pragmatique au manque de logements, en particulier dans les villes. Mais ce n'est pas que cela, c'est un choix des locataires. Pour eux, il est important d'avoir cette notion de service et de vivre ensemble qu'ils ne trouvent pas dans une location classique. Ce sont les fondamentaux du coliving qui attirent et il y a aussi l'aspect flexibilité. C'est le choix de la simplicité de l'offre globale, en incluant tous les services. »

Une offre multipliée par 3 en 5 ans

De son côté, Philippe Preulier, directeur de Tendoors, autre expert du sujet, met en avant un phénomène en plein essor : « En France, il y a un manque de logements accessibles et de qualité depuis quelques années. La vraie différence avec le marché de la location classique est que celui du coliving est en pleine croissance. Pour preuve, le nombre de lits disponibles en coliving a été multiplié par 3 entre 2019 et aujourd'hui. Il y avait une offre de 5 000 lits en 2019, et aujourd'hui cela s'élève à 15 000. Dans le même temps l'offre de location classique a diminué de moitié. »

De nouveaux modèles à explorer

Ce mode d'hébergement attire de plus en plus d'étudiants, de jeunes actifs à la recherche de logement abordables. Le coliving propose des services et des avantages clés en mains. C'est de la colocation améliorée mais chacun dispose de sa chambre individuelle, sa salle de bains. Généralement, cohabitent entre 8 et 12 personnes dans de grandes maisons ou des résidences gérées. Chacune est meublée, équipée, pour partager des espaces, travailler... chaque locataire dispose d'un bail individuel. Le prix mensuel comprend toutes les charges. Urban Campus, l'un des leaders du coliving en Europe, est un modèle locatif et serviciel d'immeubles gérés proposant des appartements privés, des espaces partagés et animés par sa communauté dans des immeubles entiers rénovés ou construits (entre 40 et 50 logements). Urban Campus va développer des modèles « Multi Family » à Colombes (92) et Le Bourget (93), en région parisienne, partenariat mis en place avec In'Li (filiale du groupe Action Logement) dans le cadre de logement intermédiaire. Pour sa part, Tendoors est un opérateur de coliving qui existe depuis



O. Marin, M. Armand, P. Preulier

2009, déjà implanté à Paris et sa 1^{ère} couronne, à Lille, Bordeaux et Nantes. Il a ouvert une nouvelle maison en coliving de 12 chambres et plus de 340 m² à Issy-les-Moulineaux. Il y a même un château à Paris, dans le 19^e arrondissement, un hôtel particulier du XVIII^e siècle rénové.

L'intérêt des investisseurs

Avec le coliving, les locataires bénéficient de logements clés en main avec loyer « tout compris » incluant un panel complet d'aménagements et de services : hébergement meublé, espace privé, accès à des espaces communs mais aussi assurance habitation, factures d'énergie, abonnements, etc et durée de bail encadré. C'est une réponse aux besoins des jeunes actifs mais aussi des entreprises qui cherchent à loger leurs salariés. De plus en plus d'investisseurs s'intéressent au coliving que ce soit pour placer leur argent, ou pour réaliser des transformations d'anciens bureaux en logements, pour en faire des lieux de vie. Les loyers sont réguliers, le taux d'occupation est élevé, et il y a une absence de vacance locative. Redonner vie à une immense maison de 600 m² qui a abrité deux personnes durant de longues années puis désaffectée et en faire aujourd'hui un lieu réhabilité, réaménagé, disposant de 14 chambres et d'un confort de vie pour ses résidents qui partagent des espaces et des services... c'est l'une des réponses à la lutte contre l'étalement urbain, l'intensité d'usage, la pénurie de locations classiques, le manque de logements. À méditer. Cette émission, diffusée sur la chaîne Figaro TV Île-de-France est à voir ou à revoir sur Figaro Immobilier et lefigaro.fr

LE FIGAROTV
Île-de-FranceEmission à retrouver
sur Figaro TV IDFCanal 34 TNT Ile-de-France,
au sein des « blocs TV locales »
Orange canal 345, Bouygues
305, Free 904, SFR 468LE FIGARO
immoÀ retrouver en vidéo sur [Figaro Immobilier](#) et [Lefigaro.fr](#)

Les Hespérides
Résidences-Services®

Sopregim, commercialisateur des Hespérides depuis 1999



UNE MARQUE ALTAREA

PARIS 12^e - DAUMESNIL
3P 77 m², balcon, 2 chambres, 2 sds, cave, pk : 575 000 € FAI
(07 87 14 39 82)

RUEIL MALMAISON (92) « RUEIL VILLAGE »
2P 50 m² avec balcon, sds, cave, pk : 197 000 € FAI
(06 22 81 19 44)

NEUILLY-SUR-SEINE : « SAINT-JAMES » (92)
Duplex 180 m², balcon/terrasse, 3 et 4^e étage, double séjour,
3 chbres, 2 caves, box : 1 150 000 € FAI
(06 32 80 58 83)

PARIS 15^e - VAUGIRARD
2P 51 m², balcon, sur jardin, sds, cave : 385 000 € FAI
(07 87 14 39 82)

VERSAILLES (78) « MANEGES »
2P 44 m² avec loggia, sds, wc séparé, cave : 139 000 € FAI
(06 22 81 19 44)

LEVALLOIS (92) « L'ORÉE DE NEUILLY »
3P 73 m², séjour, 2 chambres, wc séparés, cuisine, sds,
cave, pk : 424 000 € FAI
(06 32 80 58 83)

Toutes nos
disponibilités sur
www.sopregim.fr

SCANNEZ MOI

BARNES | Nue-Propriété
INTERNATIONAL REALTY

NUE-PROPRIÉTÉ – VENTE À TERME – VIAGER

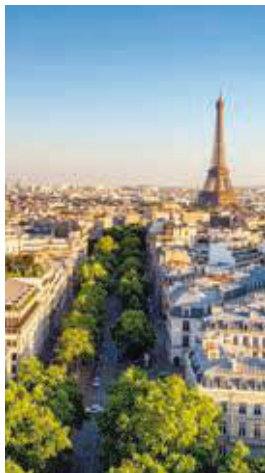
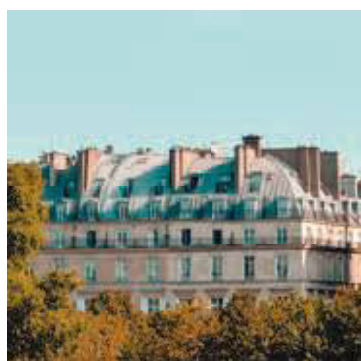
Pionnier et leader, BARNES Nue-Propriété a réalisé ces 5 dernières années plus de 150 transactions d'envergure.

À Paris, sur la Côte d'Azur ou dans les Alpes,
nous recherchons des biens à vendre occupés.
Nos acquéreurs fortunés et institutionnels souhaitent
investir sans condition suspensive de prêt.



BARNES NUE-PROPRIÉTÉ

81 avenue Kléber | 75116 Paris

01 55 61 40 27 | viager@barnes-international.com
barnes-international.com

La dernière folie du Puy du Fou

Jacques Pessis

Céline Nourisson plonge dans les coulisses du nouveau spectacle du parc vendéen, « Le Mime et l'Étoile ». Trois ans d'un travail titanesque.

L'Oscar du meilleur spectacle du monde dans un parc d'attractions décerné, voici quelques jours, à Los Angeles, au Puy du Fou, doivent beaucoup à celles et ceux qui officient quotidiennement dans les coulisses du parc ou sur scène. On ignore leur nom, on les appelle par leur prénom, mais peu leur importe : ils ont réalisé leur rêve, parfois de toujours : participer, huit mois par an, à une aventure régionale devenue internationale. C'est le cas, par exemple, d'une jeune comédienne venue d'Angers pour qui l'obtention d'un premier rôle dans un spectacle représentait un enjeu colossal.

Le documentaire de Céline Nourisson lui permet de passer exceptionnellement de l'ombre à une autre lumière que celle des projecteurs. Il y a aussi ce couple qui est né dans le parc, puis s'est marié avant de vivre un autre bonheur, beaucoup plus public : enchaîner les rôles, quitter à prendre le risque de mettre leur ménage en péril. Les images montrent également cette danseuse chargée de réaliser une chorégraphie aquatique sur une plateforme particu-

lièrement instable. Son angoisse est permanente : le moindre faux pas de côté risque de la faire tomber dans une eau à 17 degrés.

Armure électroluminescente

Nicolas de Villiers, qui préside aux destinées du parc, est quotidiennement présent au cœur de ce combat pacifique. Il a assuré la relève, adoubé tel un chevalier par Philippe de Villiers, son père, à l'origine de cette aventure voici exactement 46 ans. Dans une séquence réalisée le soir de l'ouverture de la saison, le fondateur est monté sur scène en affichant une fierté paternelle, certes, mais avec l'œil du professionnel mesurant, avec le recul, la dimension du travail accompli. Son fils n'a pas hésité, en effet, à relever un défi présenté comme le plus grand de l'histoire du parc : il a assumé le risque d'investir 20 millions d'euros dans la production d'un nouveau spectacle, *Le Mime et l'Étoile*. Trois ans de travail ont été nécessaires pour préparer cette histoire d'amour au temps du cinéma muet. La mise en scène a paradoxalement utilisé des technologies d'avant-garde. Le réglage des vidéos, mais surtout d'hologrammes permettant de



Le Mime et l'Étoile, un spectacle qui raconte une histoire d'amour au temps du cinéma muet.

passer instantanément du noir et blanc à la couleur s'est révélé particulièrement délicat. Faire pivoter à un moment précis un ou plusieurs des 28 éléments de décor sans prendre le risque de bloquer le mécanisme a également nécessité des semaines de répétitions.

La confection des costumes des 47 interprètes n'a pas été simple. Les combinaisons blanches et les armures électroluminescentes sont équipées de batteries dont la présence donne à l'en-

semble un poids voisinant les 15 kg. La vingtaine d'autres spectacles, dont certains sont proposés jusqu'à quatre fois par jour, ne sont pas pour autant délaissés. La course de chars, avec des chevaux dont les réactions peuvent se révéler imprévisibles, ou l'embranchement de cages à l'intérieur desquelles se trouvent des prisonniers, joués par des bénévoles, constituent des moments d'émotion pour les spectateurs mais aussi pour celles et ceux qui les règlent en coulisses. Tout le monde y va de sa contribution, jusqu'aux serveurs des restaurants qui assurent le spectacle dans les moments où la salle se transfor-

me en scène. Enfin, le temps d'entrée et de sortie des tribunes, de 2000 à 7000 spectateurs, se trouve, lui aussi, millimétré. L'installation de l'équivalent d'un bus de cinquante personnes ne doit jamais dépasser une minute. « *Je me dis parfois que je fais l'un des plus beaux, mais aussi des pires, métiers du monde* », conclut Nicolas de Villiers. Il ne semble toutefois pas prêt à l'échanger contre un autre. ■

« Puy du Fou : coulisses et derniers secrets du nouveau spectacle »
Dimanche, à 23 h 20, sur C8
Notre avis : ●●○○

« La Grande Semaine », le nouveau défi d'Ophélie Meunier

Damien Mercereau

La journaliste prend les commandes d'un talk-show, dix ans après l'échec retentissant de Valérie Damidot dans le même exercice sur M6.

Genre télévisuel omniprésent, de « Quelle époque ! » sur France 2 à « Touche pas à mon poste ! » sur C8 en passant par « C à vous » sur France 5 et « Quotidien » sur TMC, le talk-show est absent des grilles de M6 depuis une décennie. « *Il nous fallait un bon producteur et une bonne incarnation* », argumente Pierre-Guillaume Ledan, directeur général adjoint des programmes du groupe privé, pour s'engager dans cette aventure collective.

L'histoire de « La Grande Semaine » est celle de retrouvailles entre l'animatrice Ophélie Meunier et le producteur Régis Lamanna-Rodat auprès duquel elle avait débuté à la télévision, en 2013, sur Canal+. Le responsable de Winter Produc-

tion (avec Hugo Clément) mesure l'ampleur du challenge à relever, dix ans après l'échec du dernier talk-show sur M6. Entre mars et mai 2014, l'expérience de Valérie Damidot avec « Y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis ! » avait en effet pris fin au bout de dix numéros seulement. Diffusée chaque samedi à 17 heures avec une moyenne de 500 000 téléspectateurs (5% de PDA), l'émission avait été définitivement arrêtée.

« On a besoin de s'inscrire dans la durée »

« *Un talk a besoin de temps pour s'installer, se tester et se réajuster. C'est ce que j'ai pu faire dans "Le Petit Journal" et "C à vous", émissions dans lesquelles*

je suis passé. On a besoin de s'inscrire sur la durée », explique Régis Lamanna-Rodat. Avec une heure de programmation quasi similaire que celle de Valérie Damidot en 2014 (17h45), « La Grande Semaine », dont plusieurs pilotes ont été tournés au Studio Gabriel si cher à Michel Drucker, entend parler d'actualité dans la bonne humeur, 90 minutes durant. Loin, très loin de « Zone interdite » et de ses enquêtes sur les dérives de l'Aide sociale à l'enfance ou celle du traitement des enfants handicapés.

Une émission d'« infotainment » de plus ? Elle entend en tout cas se distinguer par la bande de chroniqueurs choisis par Ophélie Meunier et la pro-

duction. Celle-ci est composée de Chicandier, dont l'humour n'est pas toujours d'une grande subtilité, de la comédienne et comique Anne-Sophie Girard, du journaliste rock Philippe Manoeuvre, d'Enora Malagré, qu'il est inutile de présenter, de Baptiste des Monstiers, un ancien de « Quotidien ». Valérie Expert, qui anime toujours son émission médias sur Sud Radio (de 10 h à 10 h 30 du lundi au vendredi), l'animateur maison Emeric Berco - il travaille sur M6 -, la chef d'entreprise Carole Juge-Llewellyn, le docteur Jules Fougère, pédiatre urgentiste du CHU de Rouen, ainsi que les humoristes Thomas Croisière, Camille Lavabre, Tony Vernagallo et Esteban Vial com-

plètement ce casting. Le tout sous l'œil d'un invité dans l'actualité, une personnalité dont sera dressé le portrait lors d'une interview.

« *Cette émission est l'occasion de montrer aux gens qui je suis dans la vie, assure l'animatrice de 37 ans. Je suis une femme, une épouse, une maman, et j'ai envie de mettre toute cette bonne énergie dans ce rendez-vous hebdomadaire.* » Un format qu'elle connaît bien, puisque la Niçoise a débuté sur Canal+ au côté de Yann Barthès dans l'ancêtre de « Quotidien », « Le Petit Journal ». ■

« La Grande Semaine »
Samedi, à 17 h 45, sur M6
Notre avis : ●●○○

PLEIN ÉCRAN

« Nos fondamentaux sont le glamour, l'international et l'exigence de la sélection », résume Albin Levi. Le directeur artistique du festival Canneséries peut se frotter les mains. Il a concocté du 5 et le 10 avril un défilé de stars sur la Croisette que ne nierait pas l'historique et cinématographique Festival de Cannes. Sont attendus sur le tapis rose Michael Douglas, Kyle MacLachlan, Jamel Debbouze, Pierre Niney et Daniel Brühl pour y dévoiler, hors compétition, les séries événements du printemps. Jamel et Pierre Niney porteront le drapeau des comédies avec la sitcom aéroportuaire *Terminal* (Canal+) et - ironie de l'histoire à Cannes - la satire du milieu du septième art *Fiasco* (Netflix). Icône de David Lynch dans *Dune* et *Twin Peaks*, Kyle MacLachlan sera honoré pour sa carrière et campe le patriarcat perdu de *Fallout*, l'adaptation attendue au tournant de Prime Video du jeu vidéo postapocalyptique. À la barre de ce blockbuster, Jonathan Nolan, le frère de Christopher et scénariste de certains de ses films.

Dans le genre ingrat et si souvent convenu des biopics, *Franklin* (Apple TV+) et *Becoming Karl Lagerfeld* (Disney) démontrent qu'il est possible de briser le plafond de verre avec des portraits exigeants et musclés de grands hommes. Michael Douglas campe le scientifique et père de la démocratie américaine débar-



Michael Douglas, Kyle MacLachlan, Jamel Debbouze... Le plein de stars à Canneséries

Constance Jamet

Plusieurs grosses productions sont présentées en avant-première, entre le 5 et le 10 avril, sur la Croisette, dont les biopics de Benjamin Franklin et de Karl Lagerfeld.

Michael Douglas, au Festival de Cannes, le 17 mai 2023.

MARECHAL AURÈRE/ABACA

quant, avec malice et improvisation, dans une cour de Versailles crépusculaire où l'on voit poindre les prémices de la Révolution. Jeux de pouvoir et galanterie se font aussi bien dans la langue de Molière qu'en anglais, avec l'aide de Ludvine Sagnier et de Thibault de Montalembert.

La révélation Théodore Pellerin

Cette même approche polyglotte vaut pour les jeunes années du grand couturier allemand. Campé par Daniel Brühl, ce Karl Lagerfeld, encore barbu et sans cotagan, souffre du syndrome de l'éternel second face à Yves Saint Laurent. Les stylistes chassent sur le même terrain amoureux et professionnel. Les deux séries historiques ont en commun une révélation : l'étonnant Théodore Pellerin, parfois sous les habits du marquis de La Fayette et ceux de Jacques de Bascher. Dans un autre genre princier, *Maxima* raconte l'entrée de la fille de Jorge Zorreguieta dans la famille royale néerlandaise.

Les huit séries de la compétition officielle sont plus pointues. Pas de productions anglaises, française ni israélienne. Mais deux nouveaux territoires font leur

apparition : la Chine avec la fable sensuelle *To the Wonder* et le Brésil avec *Living on a Razor's Edge*, portrait de l'activiste Herbert de Souza, partisan de la réforme agraire et opposant à la dictature dans le Brésil des années 1970.

La série familiale allemande *Zweiflers* suit une famille juive à la tête d'un delicatessen. Le thriller serbe *Opération sabre* plonge dans la lutte antimafia qui a ensablé le pays au début des années 2000. Création belge, *Moresnet* emmène sur des rivages plus fantastiques. Dans *Dark Horse*, une mère instable et sa fille, unies dans une relation toxique, s'installent dans la campagne danoise. Dans un délicat access à de la kétamine qu'elle ne tarde pas à distribuer à ses camarades. Dans un registre déjanté, la série espagnole *This Is Not Sweden* s'attaque de manière corrosive à la parentalité bienveillante. Comédie de fin du monde norvégienne, *Dumbstray* met en scène une humanité frappée par une maladie qui rend les gens stupides. Autant de trouvailles que devra départager un jury présidé par la star danoise Sofie Grabol (*The Killing*), secondée par les actrices Alice Braga, Macarena Garcia et Alix Poisson, le réalisateur Olivier Abbo et le compositeur Amine Bouhafra. ■

Informations et billetterie sur <https://canneseries.com/fr/>

PAR
Anne Fulda

La directrice des relations publiques de Dior Couture vient de publier un beau livre rassemblant ce qui fait le sel et l'esprit du Paris qu'elle aime. Chic et raffiné.

Vue à travers son compte Instagram et le beau livre qu'elle vient de publier avec Frédéric Dedet, *Mathilde à Paris* (Flammarion), on pourrait croire que la vie de Mathilde Favier ressemble à celle d'*Emily in Paris*. Une série en technicolor aux teintes acidulées. Une succession de clichés sur papier glacé, de rencontres avec des personnalités belles, riches et célèbres, évoluant dans des endroits magnifiques, parées de tenues somptueuses ou tout simplement élégantes sans effort apparent. Un monde sans frontières où l'on saute d'un aéroport à l'autre, d'une soirée à un défilé, dans une folle ronde, en se donnant du « *ma chérie* » ou du « *darling* ». Une vie en apparence pétillante comme une coupe de champagne, fluide comme une belle étoffe au tombé parfait.

La directrice des relations publiques de Dior Couture, chargée des célébrités pour le monde, a un drôle de métier. Il consiste à recevoir et à habiller avec des créations de Maria Grazia Chiuri des personnalités du monde entier – essentiellement des actrices et quelques têtes couronnées. Et à les transformer – ainsi qu'elle-même – en ambassadrices de la maison. Quand nous la voyons, elle part à Bruxelles pour un essai pour la reine Mathilde.

Voyageant sans cesse aux quatre coins du monde, Mathilde Favier aime cependant revenir toujours à son point d'ancrage : Paris, « *la plus belle ville du monde* ».



Mathilde Favier, directrice des relations publiques de Dior Couture, chez Izraël, à Paris, le 21 février.

filles où l'uniforme bleu marine et blanc est de mise. Rallies, cours de danse classique, chocolat chaud chez Carrette, au Trocadéro, Comédie-Française le samedi à 14 h 30... vue ainsi, sa jeunesse apparaît tout ce qu'il y a de plus traditionnelle. C'est compter sans cette petite pointe de fantaisie qu'instille notamment son oncle Gilles Dufour, le frère de sa mère. Lorsque Mathilde est adolescente, celui-ci travaille alors chez Chanel comme bras droit de Karl Lagerfeld. Elle regarde et écoute ce personnage fantasque et talentueux avec des étoiles dans les yeux. C'est lui, cet « *homme de mode né dans la soie* », comme écrivait Janie Samet dans le *Figaro* – lycéen à Janson de Sailly, il dessinait des costumes tandis que son copain Jacques Grange inventait des meubles –, qui l'attire vers le milieu de la mode et lui fait faire son premier stage chez Chanel alors qu'elle a à peine 14 ans. Après un bac B (économie), et quelque temps à suivre sans conviction des études de langues étrangères à la Sorbonne et à « la Catho », c'est encore grâce à lui qu'elle se retrouve en stage chez *Glamour*, le magazine du groupe Condé Nast dirigé à l'époque par Anne Chabrol. Ça y est, cette fois, elle est dans son élément. Elle devient chef des informations, croise Mario Testino, Carine Roitfeld, Frédéric Beigbeder puis, quand le journal ferme, rejoint comme rédactrice en chef chargée de la mode son amie Vanessa van Zuylen, qui vient de créer le supplément du *Journal du dimanche*. La fusée est lancée, après avoir habité à Genève, New York et Paris, elle entre chez Prada, où elle restera de 2001 à 2011 avant d'arriver chez Dior, sur la proposition de Delphine Arnault.

Mathilde Favier, parisienne un jour..

Mais un certain Paris : plus chic que canaille, plus bourgeois que bohème, plus aristo qu'intello. Au fil du temps, elle s'est ainsi muée en incarnation parfaite de « la Parisienne », cette drôle de créature mythique qui prend d'autant plus de sens et de sel que l'on s'éloigne de Paname. Mathilde Favier campe une Parisienne joyeuse, espégle, à la gouaille inimitable et au carnet d'adresses joffu. Une Parisienne comme celles que croquait Kiraz dans *Jours de France*. A priori légère et un brin futile, mais en réalité dotée d'un soli-

de bon sens et d'une capacité d'organisation sans égale.

Loin d'être « *impressionnée* » comme une minidette par les « *célébrités* » qu'elle côtoie, cette mère de deux enfants, qui se réveille tous les jours à 6 heures du matin, avoue être avant tout « *touchée* » par la « *vulnérabilité* » de certaines stars et leur « *besoin quasi animal d'être rassurées, aimées* ». Serait-elle revenue de tout, elle qui a croisé, très jeune, des gens de la *high society* et des représentants « *d'un monde qui n'existe plus* » ? Un monde qui lui a

permis d'assister au bal du mariage d'Édouard et Arielle de Rothschild ; de croiser la décoratrice antiquaire Madeleine Castaing qui venait prendre le thé avec sa mère ; de devenir amie avec Jacqueline de Ribes « *à force de louer ses maisons* ». Ou de rencontrer le père de ses enfants, Héroïse et Carlo, grâce à Lee Radziwill, la sœur de Jackie Kennedy. « *Elle était ravissante, avait un goût fou mais était tellement dans le contrôle qu'elle en devenait ennuyeuse. Mais dès qu'on lui collait une épingle, elle devenait intéressante...* »

Elle dont le métier tourne autour du paraître sait, affirme-t-elle, faire preuve de discernement, et assure que le chic et l'élégance ne sont pas une question de moyens. Elle admire bien plus le médecin urgentiste que l'influenceuse aux millions d'abonnés sur Instagram. Et a tout à fait conscience d'être une privilégiée. L'éducation qu'elle a reçue n'est sûrement pas pour rien dans cette attitude. Et elle va bien au-delà des bonnes manières, de la façon de bien se tenir ou d'envoyer des mots manuscrits pour remercier. C'est une manière d'être. Un savant alliage entre l'assurance des gens bien nés et l'humilité que les sœurs de l'Assomption lui ont inculquée.

Mathilde a en effet grandi dans le 16^e arrondissement, quartier tranquille et bourgeois où elle habite toujours, dans un foyer en apparence traditionnel mais où les femmes menaient la danse sous l'œil d'un père, directeur de la communication chez IBM, qui était « *beau comme Gary Cooper* ». Un gynécée constitué par sa mère, Françoise, modèle d'élégance et folle d'antiquités, et ses sœurs : Victoire, son aînée de sept ans et sa marraine (Victoire de Castellane, aujourd'hui directrice Dior Joaillerie), et Pauline (Pauline Favier-Hénin, créatrice de la marque Bloom Paris).

Scolarité à l'Institut de l'Assomption (dit Lübeck), école catholique de jeunes

« Paris qui était censé être la quintessence de ce qu'il y a de plus chic au monde est en train de devenir le Club 55 »

Mathilde Favier Directrice des relations publiques de Dior Couture

Les années ont passé mais Mathilde Favier est restée attachée à une forme de classicisme de bon aloi. Elle qui déplore que Paris, « *qui était censé être la quintessence de ce qu'il y a de plus chic au monde soit en train de devenir le Club 55* », aime plus que tout aller manger un boudin aux pommes au Relais du bois, un bistro traditionnel qui était le restaurant favori de Christian Dior.

Eh oui, c'est ainsi. On ne se refait pas. Mathilde Favier le reconnaît. Elle vit un peu dans la nostalgie d'un monde qui tend à s'évanouir. Rêve que l'univers soit aussi raffiné et élégant que les belles tables et jolies maisons de ses amis et de sa famille. Dans son livre, sorte de petit Panthéon amical et familial, Mathilde Favier voulait rendre hommage au raffinement et à la qualité à la française. Elle livre quelques-unes de ses bonnes adresses, « *de ces endroits qui nous réjouissent encore, qui résistent* ». Les épices de chez Izraël, dans le Marais, les chemises de chez Charvet, le Théâtre de l'Atelier, la Galerie du Passage de Pierre Passebon, le magasin Le Château de ma mère de son amie Sophie Douzal, la chocolaterie Fouquet, la maison de Pierre Sauvage, le créateur de Casa Lopez, les fromages de chez Barthélémy... tant de lieux qui constituent son Paris. Et ce fameux je-ne-sais-quoi très français. ■

**APPEL
à
CANDIDATURE**

**LE GRAND TROPHÉE
DASSAULT**

HISTOIRE ET PATRIMOINE

2024

<p>3 PRIX RÉCOMPENSÉS</p>	<p>Le Grand Trophée des monuments 100 000 euros</p>	<p>Le Grand Trophée des jardins 60 000 euros</p>	<p>Le Coup de cœur du jury 40 000 euros</p>
--------------------------------------	---	--	---

Composé d'un jury de personnalités reconnues du monde de la Culture et de la restauration du Patrimoine, Le Grand Trophée Dassault Histoire et Patrimoine récompensera la plus belle restauration d'un édifice ou d'un jardin privé protégé au titre des monuments historiques et accessible au public.

Téléchargez le dossier de candidature sur notre site : www.fondationmh.fr ou scannez le QR code ci-contre. Fin des inscriptions le 15 mai



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Curatelle (ku-ra-telle) n. f. Tuteur pour vieille plante.

Alain Delon a été placé par la justice sous curatelle renforcée. Le mot vient du latin *cura*, qui signifie soin et désigne une assistance destinée à protéger des personnes majeures qu'on estime incapables. Comment va l'acteur ? Ce qui est sûr, c'est qu'il souffre d'un mal incurable : la vieillesse et ses désagréments. Pour le reste, on ne sait pas. Être placé en curatelle, quand on a un tel curriculum vitae... Qui dans ce feuilleton se soucie de sa situation ? Qui en a vraiment cure ? À l'évidence, sa famille est atteinte d'un poison mortel : celui de la division. C'est un curare qui tue. Infailliblement. Incurie, crient les uns. Manipulation, crient les autres. Nul ne semblant en mesure de procurer à Delon la tranquillité et la sécurité auxquelles il a droit, la justice a décidé la mise sous curatelle. Pendant ce temps, la France entière a le nez collé à la grille de sa propriété. C'est curieux. Comme si, au lieu de le plaindre, on attendait le prochain épisode. Ce qu'à la chasse, on appelle la curée. ■